

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

QUE SONT DEVENU-E-S LES GRÉVISTES DE 2012?

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MIREILLE ALLARD

SEPTEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

D'abord, j'ai une pensée pour mes camarades du cégep de Saint-Félicien, dont plusieurs sont encore aujourd'hui des ami-e-s proches, avec qui j'ai découvert avec enthousiasme le militantisme étudiant; découverte qui a changé ma vie. J'ai une pensée aussi pour ces « ancien-ne-s » du mouvement étudiant, souvent des grévistes de 2005 ou de 2012, qui m'ont témoigné lors de discussions informelles de l'impact de ces grèves sur leur vie, ce qui m'a motivée à aller de l'avant avec ce sujet de recherche lorsque j'ai réalisé que mon terrain de recherche coïnciderait avec les 10 ans de la grève de 2012.

Également, on dit que les études aux cycles supérieurs sont un processus solitaire, et en temps de Covid, cette affirmation se sera avérée d'autant plus vraie. Au point où l'isolement engendré par les confinements et les cours en ligne aura passé bien proche de faire en sorte que cette recherche ne voit pas le jour. Heureusement, mes ami-e-s, mes colocs, ma famille, mes collègues du comité logement et les camarades de la Ligue du peuple auront contribué à briser cet isolement et, après deux ans de pandémie, c'est finalement mon année de rédaction, habituellement synonyme du plus grand isolement, qui se sera avérée riche de nouvelles amitiés et rencontres académiques féministes.

Un merci aussi à mon directeur Francis Dupuis-Déri et à toutes les personnes qui m'ont aidée lors des différentes étapes de ma recherche, que ce soit en testant mon questionnaire, en me suggérant des lectures, ou en révisant mon mémoire. Merci également au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), dont le financement et l'encouragement moral que représente une telle bourse m'ont grandement aidée à mener ce projet jusqu'au bout.

Et finalement, un immense merci aux 457 personnes qui ont pris le temps de répondre au questionnaire. Cette recherche ne serait pas aussi riche sans votre participation massive et vos précieux témoignages, qui enrichissent grandement ce mémoire et ont donné de la vie aux colonnes de chiffres composant le colossal fichier de données qui m'a accompagnée au quotidien dans la dernière année. Étant trop jeune pour avoir vécu la grève, je me suis longtemps sentie imposteur d'y consacrer ma recherche, mais votre confiance m'a profondément touchée. C'était à la fois un immense privilège et une grande pression de travailler sur un tel sujet, et j'espère que ce mémoire sera à la hauteur de votre lutte.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 REVUE DE LITTÉRATURE.....	5
1.1 Présentation générale du champ de recherche.....	5
1.1.1 Développement historique du champ de recherche	5
1.1.2 La notion de carrière militante	6
1.1.3 Enjeux méthodologiques.....	6
1.2 Une analyse séquentielle de l'engagement	7
1.2.1 Début de l'engagement	8
1.2.2 Maintien de l'engagement.....	9
1.2.3 Désengagement et fin des mouvements	10
1.3 Impacts à long terme d'un grand mouvement social sur ses militant-e-s.....	11
1.3.1 Mise en contexte des deux recherches	12
1.3.2 Idéologie et engagements.....	13
1.3.3 Relations amicales et amoureuses.....	14
1.3.4 Vie professionnelle.....	15
1.4 Conclusion du chapitre	16
CHAPITRE 2 MÉTHODOLOGIE ET PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON	17
2.1 Méthodologie.....	17
2.1.1 Choix d'une méthodologie mixte.....	17
2.1.2 Conception du questionnaire.....	18
2.1.3 Recrutement	20
2.1.4 Traitement et analyse des données.....	21
2.2 Présentation de l'échantillon.....	23
2.2.1 Représentativité de l'échantillon selon la région et l'affiliation nationale des grévistes	24
2.2.2 Autres caractéristiques de l'échantillon	26
2.3 Conclusion du chapitre	30
CHAPITRE 3 PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES : THÈME DE L'ENGAGEMENT	31
3.1 Engagement dans la dernière décennie.....	31

3.1.1 Du Sommet sur l'enseignement supérieur à la grève étudiante de 2015 contre l'austérité	33
3.1.2 Mobilisations contre l'austérité en 2015	35
3.1.3 Lutttes écologistes	37
3.1.4 Mouvement féministe.....	39
3.1.5 La répression de la grève de 2012 et l'engagement subséquent contre la brutalité policière	41
3.1.6 Un faible engagement dans le mouvement souverainiste et les élections fédérales	43
3.2 Engagement actuel.....	45
3.2.1 Création d'une variable synthétique sur l'intensité actuelle de l'engagement.....	48
3.2.2 Impact de la grève sur l'engagement actuel	49
3.3 Causes d'un plus faible engagement.....	52
3.3.1 Manque de temps	54
3.3.2 <i>Burnouts</i> et dépressions.....	55
3.3.3 Se préserver d'un militantisme « usant »	57
3.3.4 Cynisme et désillusion	58
3.3.5 Lutttes intestines et violence interne au mouvement étudiant.....	60
3.3.6 Autres raisons mentionnées.....	61
3.4 Conclusion du chapitre	62
CHAPITRE 4 PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES : THÈMES DE L'EMPLOI, DE L'IDÉOLOGIE ET DES RELATIONS INTERPERSONNELLES.....	63
4.1 Emploi.....	63
4.1.1 Types d'emplois occupés	63
4.1.2 Impact de la grève sur le choix d'emploi et de domaine d'études	65
4.1.3 Salaire.....	67
4.1.4 Conclusion de la section.....	70
4.2 Idéologie	71
4.2.1 Évolution du positionnement idéologique	71
4.2.2 Commentaires sur l'idéologie	74
4.2.3 Perte de confiance envers les institutions.....	77
4.2.4 Conclusion de la section.....	79
4.3 Relations interpersonnelles.....	79
4.3.1 Famille.....	80
4.3.2 Nouvelles amitiés et transformation du cercle social.....	81
4.3.3 L'importance d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques	86
4.3.4 Impact des amitiés sur l'engagement	87
4.3.5 Conclusion de la section.....	91
4.4 Conclusion du chapitre	91
CONCLUSION	93
ANNEXE A QUESTIONNAIRE EN LIGNE	101

ANNEXE B FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	115
ANNEXE C AFFICHE DE RECRUTEMENT	117
ANNEXE D CODAGE DES VARIABLES SYNTHÉTIQUES SUR L'INTENSITÉ DE L'ENGAGEMENT	118
BIBLIOGRAPHIE	121

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 Nombre de répondant-e-s engagé-e-s dans différents types d'organisations politiques	46
Figure 3.2 Intensité actuelle de l'engagement des grévistes de 2012	48
Figure 4.1 Nombre de répondant-e-s s'auto-positionnant à chaque degré d'une échelle de 0 à 10 mesurant leur positionnement politique sur l'axe gauche-droite	72
Figure 4.2 Nombre de militant-e-s connu-e-s lors de la grève de 2012 qui sont resté-e-s des ami-e-s proches des répondant-e-s, pour trois différentes temporalités.	82

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 Durée de la grève chez les répondant-e-s et chez l'ensemble des grévistes.....	24
Tableau 2.2 Répartition selon la région des étudiant-e-s ayant été en grève au moins trois semaines	25
Tableau 2.3 Répartition selon l'association étudiante nationale des étudiant-e-s ayant été en grève au moins trois semaines.....	25
Tableau 2.4 Programme d'études des 205 étudiant-e-s collégiaux.....	26
Tableau 2.5 Domaine d'études des 250 étudiant-e-s universitaires	26
Tableau 2.6 Intensité de l'engagement avant la grève	27
Tableau 2.7 Intensité de l'engagement durant la grève.....	28
Tableau 2.8 Moment du début de l'engagement dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité	28
Tableau 2.9 Nombre d'heures d'engagement par semaine avant le déclenchement de la grève ...	29
Tableau 2.10 Nombre d'heures d'engagement par semaine durant la grève	29
Tableau 2.11 Engagement des répondant-e-s dans des comités et événements durant la grève....	29
Tableau 3.1 Degré d'implication dans différentes luttes et activités politiques depuis la fin de la grève de 2012	31
Tableau 3.2 Degré d'implication des répondant-e-s depuis la fin de la grève de 2012	32
Tableau 3.3 Réponses à l'énoncé « La grève de 2012 a été une victoire. »	33
Tableau 3.4 Temps consacré chaque semaine aux activités militantes de façon bénévole.....	47
Tableau 3.5 Temps consacré chaque semaine aux activités militantes de façon salariée.....	47
Tableau 3.6 Réponses à l'énoncé « Sans la grève de 2012, je ne serais probablement pas autant engagé-e socialement aujourd'hui. ».....	49
Tableau 3.7 Choix de réponse sélectionné à la question « Y a-t-il eu des périodes, depuis 2012, où vous n'étiez pas du tout actif/active dans les luttes sociales? »	52
Tableau 3.8 Choix de réponses sélectionnés à la question « Pour quelle(s) raison(s) avez-vous réduit ou cessé votre militantisme? »	53

Tableau 3.9 Lien entre l'intensité de l'engagement pendant la grève et le fait d'avoir fait un <i>burnout</i> ou une dépression	57
Tableau 4.1 Type de milieu de travail des 408 répondant-e-s ayant un emploi.....	64
Tableau 4.2 Réponses à l'énoncé « J'accorde plus d'importance au salaire qu'au sens politique de mon emploi et à sa cohérence avec mes valeurs. »	67
Tableau 4.3 Réponses à l'énoncé « Je suis resté-e fidèle à la vision politique et aux principes que j'ai défendus en 2012. »	71
Tableau 4.4 Lien entre l'intensité actuelle de l'engagement et le fait d'être totalement en accord avec l'énoncé « Je suis resté-e fidèle à la vision politique et aux principes que j'ai défendus en 2012. »	73
Tableau 4.5 Impact de la grève sur l'opinion des répondant-e-s envers la police, les institutions démocratiques, les médias de masse et le système de justice	78
Tableau 4.6 Réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 a contribué à politiser des membres de ma famille. »	81
Tableau 4.7 Réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 a contribué à transformer mon cercle social. »	84
Tableau 4.8 Réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 a engendré des relations conflictuelles avec mes ami-e-s. »	85
Tableau 4.9 Réponses aux énoncés « Il est important pour moi d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques avec... »	86

RÉSUMÉ

La grève étudiante de 2012, qui a été déclenchée dans le but de bloquer une hausse de 75 % des frais de scolarité universitaires, a été un important moment de politisation pour toute une génération d'étudiant-e-s. Afin de mesurer les impacts à long terme de cette mobilisation historique sur la vie de ses militant-e-s, ce mémoire part de la question : « Que sont devenu-e-s les grévistes de 2012 en termes d'engagement militant, et quel impact a eu la grève sur leur vie? » Pour y répondre, un questionnaire a été diffusé sur le réseau social Facebook au printemps 2022, auquel 457 ex-grévistes ont répondu.

Il ressort notamment des données que cette cohorte s'est fortement engagée dans la dernière décennie, principalement dans le mouvement étudiant, les luttes contre l'austérité, les luttes écologistes et le mouvement féministe. Malgré de nombreux témoignages sur les coûts de la grève (ex. dépressions, *burnouts*, traumas liés à la brutalité policière) et sur la difficulté à trouver le temps pour militer, les deux tiers des répondant-e-s poursuivent aujourd'hui leur activisme. Celui-ci se fait le plus souvent dans un parti politique (principalement à Québec solidaire), dans un organisme local ou dans un syndicat. Il peut aussi se faire à travers leur emploi, surtout pour les personnes travaillant dans un syndicat ou dans un organisme communautaire. Également, les ex-grévistes considèrent en grande majorité être resté-e-s fidèles à leurs convictions, et leur radicalisation à gauche engendrée par la grève se maintient généralement aujourd'hui. Finalement, la plupart des répondant-e-s maintiennent des amitiés fortes avec certaines des personnes rencontrées en 2012, et trouvent important de partager des convictions avec leur partenaire de vie et leurs ami-e-s.

Ainsi, malgré la prudence requise face à un échantillon non probabiliste, les données collectées tendent à confirmer que la grève de 2012 a été un événement générationnel majeur qui a eu un impact durable sur la trajectoire d'engagement d'un grand nombre de grévistes.

Mots clés : Printemps érable, grève étudiante de 2012, mouvement étudiant, carrières militantes, conséquences biographiques.

INTRODUCTION

Remplir ce formulaire me rend très très émotive. Je pense que les émotions les plus fortes que j'ai vécues dans ma vie, tant positives que négatives, je les ai vécues en 2012. Je porte toujours en moi une espèce de colère envers le système, les médias, nos valeurs de société, mais d'un autre côté je suis désabusée de tout et peut-être un peu cynique. 2012 m'a ouvert les yeux sur ce qu'était notre monde et je suis fière et reconnaissante d'avoir eu la chance de participer à ces événements-là, même si ça a souvent été douloureux.

2012 a changé qui j'étais et qui je suis devenue. Cet engouement commun était motivant, il était beau, même s'il était difficile. [...] Aujourd'hui, j'enseigne au cégep alors que cette période de ma vie a été plus que marquante pour moi, notamment étant donné la grève.

Je pourrais en écrire un roman. J'ai été vraiment forgé dans la grève de 2012, j'ai tout vécu, j'ai tout vu, tout fait... j'ai lutté sans cesse et sans relâche [...] c'était une époque où tout était possible et ce que je suis aujourd'hui en est définitivement la somme.

La grève reste le plus gros marqueur temporel de ma vie. Il y a définitivement un avant et un après. J'y ai connu mon époux, la plupart de mes amis proches. Ça a été une formidable école pour apprendre à devenir adulte. J'en garde de profondes blessures et traumatismes, mais aussi les plus beaux souvenirs. Jamais je ne retrouverai pareille intensité.

Des répondant-e-s anonymes à mon questionnaire

Ces quatre personnes décrivent comment leur vie a été changée par la grève de 2012, qui a été la plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec (Theurillat-Cloutier, 2017). Pourtant, lorsqu'elle a été déclenchée le 13 février 2012, dans le but de contrer la hausse de 75 % (soit 1625 \$) des frais de scolarité universitaires décrétée par le gouvernement libéral de Jean Charest, rien ne laissait présager qu'elle prendrait une telle ampleur et marquerait autant de vies.

En effet, le « front commun » des quatre associations étudiantes nationales de l'époque misait sur une grève de six semaines, culminant avec une manifestation nationale le 22 mars, afin de faire plier le gouvernement (Collectif de débrayage, 2013). Ce front commun, qui avait comme fer de lance la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)¹,

¹ Cette organisation représentait la moitié des grévistes, portait des revendications de justice sociale plus larges (telles que la gratuité scolaire) et encourageait les stratégies d'action directe, ce qui a contribué à ce qu'elle soit très

réunissait également la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ).

L'ampleur rapide prise par le mouvement permettait d'espérer le succès de cette stratégie : après le déclenchement et l'élargissement réussis de la grève en février², plus de 150 000 étudiant-e-s étaient en grève générale illimitée à la mi-mars (Theurillat-Cloutier, 2017). Et une semaine plus tard, la manifestation du 22 mars devenait une des plus grandes manifestations de l'histoire du Québec en réunissant 200 000 personnes dans les rues de Montréal, alors que 300 000 étudiant-e-s (soit $\frac{3}{4}$ de la population étudiante des cégeps et universités) étaient en grève cette journée-là (ibid.). Or, le refus du gouvernement à négocier même devant une telle démonstration de force a plutôt mené à une escalade du conflit, et a plongé le Québec dans une véritable crise sociale (Poirier St-Pierre et Ethier, 2013).

Les semaines suivantes ont donné lieu à une multiplication des manifestations, des actions de perturbation et des débordements – une dynamique qui a culminé lors d'événements tels que l'émeute du Plan Nord le 20 avril, et la manifestation du 4 mai à Victoriaville contre le Congrès du Parti libéral (Theurillat-Cloutier, 2017). Cela s'est accompagné d'une escalade de la répression policière, qui a mené à plus de 3500 arrestations³ et a fait des dizaines de blessé-e-s, dont certain-e-s resteront marqué-e-s à vie (ibid.). Le 18 mai 2012, constatant que la mobilisation ne faiblissait pas malgré la durée inédite du conflit, le gouvernement a adopté une loi spéciale – une première pour le mouvement étudiant québécois (ibid.). Échouant à casser la grève, celle-ci a immédiatement été contestée de toutes parts, et est venue au contraire intensifier la mobilisation, en élargissant le mouvement à la société civile dans ce qu'on a appelé le « mouvement des casseroles » (Porter *et al.*, 2012; Radio-Canada, 2012). Chaque soir, dans de nombreux quartiers de Montréal et des dizaines de villes au Québec, des dizaines de milliers de citoyen-ne-s ont pris la rue et ont marché

_____ négativement dépeinte par le gouvernement et les médias, dans une tentative de diviser le mouvement (Poirier St-Pierre et Ethier, 2013).

² Il y avait 25 000 grévistes à son déclenchement le 13 février, 50 000 le 23 février, puis plus de 120 000 le 5 mars, quelques jours après l'appel des fédérations étudiantes à rejoindre le mouvement de grève générale illimitée (Theurillat-Cloutier, 2017).

³ En comparaison, dans les 20 années précédentes, le mouvement étudiant québécois n'avait été la cible « que » d'un millier d'arrestations, ce qui faisait déjà de lui « le mouvement social institutionnel le plus réprimé de la province. » (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014)

en cortèges en faisant résonner leur casserole, exprimant ainsi leur solidarité avec les grévistes et leur ras-le-bol vis-à-vis le gouvernement (Coman, 2020). Ce mouvement a eu pour effet de rendre la loi ineffective, et a mené au déclenchement hâtif des élections pendant l'été, 15 mois avant la fin théorique du mandat de Jean Charest (Theurillat-Cloutier, 2017).

La grève s'est terminée à la rentrée des classes de l'automne, et les élections du 4 septembre ont mené au pouvoir un gouvernement péquiste minoritaire qui a immédiatement abrogé la loi spéciale et annulé la hausse des frais de scolarité, pour finalement annoncer quelques mois plus tard leur indexation au coût de la vie (ibid.). Ce dénouement a amené les grévistes à faire un bilan mitigé du mouvement, plusieurs trouvant le résultat « bien maigre au regard des espoirs de transformation sociale profonde suscités par la grève » (ibid., p.384). De plus, l'épuisement causé par la grève et le brusque « retour à la normale » ont fait émerger chez plusieurs grévistes des sentiments de vide, de solitude, de déprime et de cynisme, qui s'avéreront pour certain-e-s très longs et difficiles à traverser (Hausfather, 2017).

Malgré ces lendemains difficiles, un élément de bilan assez consensuel de la grève était qu'elle avait permis la politisation de toute une génération d'étudiant-e-s, dont plusieurs avaient vu leur vie être transformée par ce mouvement, désormais nourri-e-s par une soif d'engagement et par des expériences sur lesquelles s'appuyer pour les luttes à venir (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2014; Ancelovici et Guzmán-Concha, 2019; Dufour et Savoie, 2014; Hampton, 2020; Nadeau-Dubois, 2013; Robert, 2013). Par exemple, en conclusion de l'ouvrage collectif *Un printemps rouge et noir* (2014) qu'ils dirigeaient, Ancelovici et Dupuis-Déri écrivent ceci :

On a d'ailleurs souvent dit, durant la grève, qu'une génération entière était en train de connaître une socialisation politique accélérée et que cela aurait probablement des effets à moyen et à long termes. Cette génération se serait approprié la parole publique et aurait fait la découverte de la démocratie directe comme de la répression policière. L'expérience de la grève implique aussi l'acquisition de nouvelles compétences, d'un savoir-faire et d'un capital militants que les étudiantes et les étudiants pourront réinvestir dans d'autres luttes et utiliser dans d'autres espaces. (p.362)

Un autre exemple, très actuel, est celui de Gabriel Nadeau-Dubois, qui ne devinait probablement pas à quel point il deviendrait lui-même une illustration exemplaire de ce qu'il a écrit en 2013 en conclusion de son ouvrage *Tenir tête* :

Il ne faut pas s'alarmer si les fruits du printemps n'ont pas été récoltés dès l'automne suivant. Et si on regarde bien, on voit les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées en 2012 agir quotidiennement au sein de la société. Des jeunes et des moins jeunes qui ont repris goût en la chose publique, et pour qui l'engagement a dorénavant une signification concrète. Avec un peu de chance, ces gens continueront à s'impliquer [...] [et] auront forcément des répercussions sur l'ensemble de la société. (p.201)

En effet, il s'est joint dans les années suivant la grève à plusieurs mouvements citoyens, et il est devenu député et co-porte-parole de Québec solidaire en 2017, puis chef parlementaire du parti en 2022⁴.

Alors que la trajectoire de cette figure médiatique de la grève est largement connue, l'objectif de ma recherche est de documenter plus largement l'impact de ce mouvement sur la vie des grévistes, et tenter de mesurer l'engagement de cette cohorte dans les mouvements sociaux d'aujourd'hui, en posant la question : « Que sont devenu-e-s les grévistes de 2012 en termes d'engagement militant, et quel impact a eu la grève sur leur vie? »

Pour ce faire, le premier chapitre présentera une revue de littérature, qui introduira notamment deux recherches documentant les impacts à long terme de grands mouvements sociaux sur la vie de leurs militant-e-s; celles-ci étudiant respectivement le *Freedom Summer* (aux États-Unis) et Mai-68 (en France). Dans le deuxième chapitre, j'expliquerai brièvement mes choix méthodologiques, avant de présenter les caractéristiques des 457 ex-grévistes qui ont participé à ma recherche en remplissant un questionnaire en ligne. Vu la quantité abondante de données recueillies, les chapitres 3 et 4 en feront simultanément la présentation et l'analyse, autour de quatre thèmes : l'engagement, l'emploi, l'idéologie et les relations interpersonnelles. La conclusion permettra finalement de faire un retour sur les faits saillants présentés dans les chapitres précédents et de partager certains témoignages de répondant-e-s décrivant des impacts plus globaux de la grève sur leur vie.

⁴ Bien que leurs parcours y ont été brefs, les deux autres grandes figures médiatiques de la grève, Léo Bureau-Blouin (président de la FECQ) et Martine Desjardins (présidente de la FEUQ), ont aussi tenté leur chance en politique provinciale. Le premier est devenu le plus jeune député de l'histoire du Québec en étant élu pour le Parti québécois en septembre 2012, alors que la seconde a été candidate malheureuse du Parti québécois en 2014 (Daoust-Boisvert, 2014; Dion-Viens, 2012).

CHAPITRE 1

REVUE DE LITTÉRATURE

Dans ma recherche de travaux empiriques documentant l'impact à long terme d'un mouvement social sur ses militant-e-s, il est vite apparu que c'est le concept de « carrière militante » qui s'avérait le plus riche pour structurer ma recherche. Cette revue de littérature se concentrera donc sur ce concept, qui constitue également le cœur de mon cadre d'analyse. Je poserai d'abord les bases historiques, théoriques et méthodologiques de ce concept pour ensuite décrire, à l'aide d'exemples empiriques, comment il permet d'analyser l'engagement dans une logique séquentielle. Je présenterai finalement les résultats de deux recherches d'envergure étudiant les impacts à long terme d'un grand mouvement social sur la vie de ses militant-e-s.

1.1 Présentation générale du champ de recherche

Malgré la nature empirique de la majorité des écrits sur ce thème, ceux-ci présentent presque systématiquement les bases théoriques du concept de « carrière militante » ainsi que les enjeux méthodologiques entourant son utilisation. Afin d'introduire ce champ de recherche, cette section posera les bases historiques, théoriques et méthodologiques de l'étude des carrières militantes.

1.1.1 Développement historique du champ de recherche

L'étude de ce que l'on pourrait regrouper dans la catégorie plus large des « devenirs militants » ne s'est développée que tardivement dans la sociologie des mouvements sociaux, qui a longtemps été dominée par une approche sur les organisations; les études sur les acteurs individuels restant alors exceptionnelles (Fillieule et Mayer, 2001; Fillieule et Neveu, 2019). Un premier courant de recherche, qui s'est penché sur les trajectoires militantes des ex-activistes américain-e-s pour les droits civiques, a pavé la voie dans les années 1970-80 (Fillieule et Neveu, 2019). L'ouvrage *Freedom Summer* (McAdam, 1988), sur lequel je reviendrai à la section 1.3, s'est avéré une contribution particulièrement décisive à la recherche sur les conséquences biographiques de l'engagement (Raynaud, 2012). Un deuxième courant vient de la recherche féministe qui a notamment étudié les impacts identitaires du mouvement sur la vie de ses militantes, en se penchant sur la socialisation créée par le mouvement des femmes à travers le développement d'une conscience de genre (Fillieule et Neveu, 2019). Ce champ de recherche s'est toutefois surtout

développé en France à partir des années 1990, sous le vocable de « carrière militante » (Fillieule et Mayer, 2001). L'utilisation de ce concept précis reste cependant limitée à la littérature francophone, ce qui fait en sorte que les carrières étudiées sont presque exclusivement celles d'activistes ayant milité dans des mouvements et groupes français (ibid.).

1.1.2 La notion de carrière militante

Bien que la notion de carrière soit fréquemment confondue avec celle de trajectoire, considérant leur signification similaire dans le langage courant, les deux termes renvoient à des écoles et des théories différentes (ibid.). Ainsi, la trajectoire renvoie au structuralisme, et accorde beaucoup d'importance à la socialisation primaire⁵. L'étude de la trajectoire de l'individu, dans une interprétation stricte du terme, se penche donc surtout sur la continuité de son parcours plutôt que sur ses tournants, et ne prend pas en compte sa subjectivité (ibid.). Cette approche permet donc « d'objectiver les effets biographiques les plus génériques, mais pas à en proposer une interprétation sociologique fine. » (Leclercq et Pagis, 2011, p.5)

Presque à l'opposé, la carrière renvoie à l'interactionnisme symbolique, et son étude vise à articuler l'intériorité (comme l'identité) et l'extériorité (comme les mondes sociaux), en prenant en compte la subjectivité de l'acteur dans son récit et sa capacité interprétative (Agrikoliansky, 2001; Fillieule, 2001). Cela amène à déplacer la question du « pourquoi » à celle du « comment », en cherchant à comprendre ce qui guide les actions d'une personne, ainsi que le sens qu'elle donne à ses actions (Agrikoliansky, 2017). En cherchant à comprendre le militantisme dans une analyse séquentielle de l'engagement, l'étude de la carrière met l'accent sur le principe de discontinuité, en redéfinissant *a posteriori* l'engagement sous forme de « séquences » permettant de potentielles bifurcations.

1.1.3 Enjeux méthodologiques

Pour éviter que le concept de carrière militante ne devienne un mot fourre-tout, utilisé comme synonyme de parcours ou d'étude de cas, Agrikoliansky souligne qu'une méthodologie rigoureuse

⁵ La socialisation est le processus par lequel un individu, « par les multiples interactions qui le relie aux autres, apprend progressivement à adopter un comportement conforme aux attentes d'autrui. Deux phases importantes sont généralement distinguées dans le processus de socialisation : la socialisation primaire qui commence dès la naissance et se prolonge durant l'enfance, et la socialisation secondaire qui se déroule ensuite, tout au long du parcours social de l'individu. » (Riutort, 2013, p.63)

doit être adoptée dans la recherche (ibid.). Le récit de vie est presque systématiquement utilisé, avec un échantillon dont la taille varie toutefois énormément d'une recherche à l'autre (celui-ci pouvant aller d'une dizaine de personnes à plus d'une centaine) (Fillieule et Mayer, 2001). Une telle enquête rétrospective s'expose toutefois au piège de « l'illusion biographique », soit la tendance des individus à donner un sens rétrospectivement et à reconstruire, d'une certaine façon, leurs raisons d'agir (Guibet Lafaye, 2017). Bien que la compréhension de ce travail de signification fasse partie des objectifs de l'étude des carrières militantes, une certaine prudence méthodologique est de mise quant à la validité objective de certaines informations, ce qui invite à multiplier au maximum les sources complémentaires, comme les archives, pour assurer la fiabilité des informations données (Agrikoliansky, 2017). Une méthodologie mixte, où l'administration de questionnaires aux questions fermées auprès d'un grand nombre de participant-e-s précède la réalisation d'entretiens biographiques auprès d'un plus petit échantillon, est donc fréquemment employée (notamment par Broqua et Fillieule (2000), Johsua (2007) et McAdam (1988)). En effet, les questionnaires permettent de connaître les caractéristiques générales d'un plus grand échantillon; de retracer plus objectivement le calendrier de vie des militant-e-s, par exemple en datant les positions qu'ils ont successivement occupées; et de mesurer le poids de différents trajets types (ensuite approfondis par les récits de vie) (Fillieule, 2001). Finalement, pour ces deux méthodes, la représentativité de l'échantillon constitué est également un enjeu méthodologique important (Péchu, 2001), notamment car il s'avère souvent difficile de retrouver les désengagé-e-s; les organisations ayant rarement des registres de membres dûment archivés et accessibles.

1.2 Une analyse séquentielle de l'engagement

Le concept de carrière militante permet de comprendre différentes étapes de la séquence d'engagement, en travaillant ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, de la multiplicité des engagements le long d'une vie, ainsi que leur rétraction ou leur extension (Agrikoliansky, 2017). Cela ouvre de nombreuses possibilités de recherche, pouvant autant se centrer sur l'impact d'un mouvement social précis sur la trajectoire de vie de ses militant-e-s que viser une compréhension plus générale de ce qui amène une personne à commencer et à cesser de militer. En effet, l'analyse de l'histoire de vie de personnes ayant vécu au moins une expérience militante donne un recul qui aide à découper les différentes séquences d'engagement et à comprendre leurs logiques propres (Agrikoliansky, 2017; Fillieule, 2010). C'est sur cette

compréhension de trois séquences de l'engagement que cette section se penchera, soit son début, son maintien et sa fin.

1.2.1 Début de l'engagement

Les socialisations militantes sont fréquemment mentionnées dans la littérature en tant que facteur explicatif du début de l'engagement. Celles-ci peuvent venir du milieu familial, qui est un important lieu de socialisation primaire, comme l'illustre Lafont (2001, p.176) dans une rare étude sur l'engagement d'extrême droite, qui souligne qu'une « socialisation familiale effectuée dans des milieux proches du [Front national]⁶ est sans doute le facteur le plus propice à encourager ce type de carrière. » Toutefois, les influences militantes proviennent souvent d'un mélange complexe de lieux de socialisation, tels que les groupes d'amis, les milieux de travail et d'études, ainsi que les lieux de bénévolat, qui sont des lieux de socialisation comportant généralement une certaine dimension politique (Fillieule et Neveu, 2019; Haute *et al.*, 2018). Les événements politiques, tels que les mouvements sociaux et les campagnes électorales, fournissent aussi des opportunités de socialisation, qui ont tendance à affecter davantage les expressions politiques des jeunes adultes. (Ihl, 2002). En effet, une plus grande disponibilité est présente chez ces personnes, et leurs attitudes et comportements sont plus susceptibles de changer dans ces années formatives (Bertaux *et al.*, 1988; Fillieule et Neveu, 2019). Bien que « secondaires », ces socialisations s'avèrent tout aussi importantes que la socialisation primaire, avec laquelle elles peuvent s'inscrire en continuité, ou encore entrer en rupture, ce qui peut alors mener à des « bifurcations » engendrant un processus de reconversion identitaire pouvant conduire à l'engagement (Alfandari et Berthonneau, 2018).

La socialisation n'est toutefois pas le seul facteur explicatif de l'engagement. Par exemple, la disponibilité biographique⁷ a aussi une grande influence sur la possibilité de s'engager, car les engagements sociaux (tels que les engagements familiaux, amicaux et professionnels) s'avèrent souvent parallèles et concurrents aux engagements militants. Cela amène Agrikoliansky (2017) à souligner que la disponibilité biographique généralement grande des étudiant-e-s pourrait expliquer

⁶ Le Front national (FN), qui est devenu en 2018 le Rassemblement national (RN), est un parti politique français d'extrême droite fondé en 1972.

⁷ McAdam (1986, p.70), cité par Cormier (2018), définit ce concept comme « l'absence de contraintes personnelles qui pourraient accroître les coûts et les risques d'une participation au mouvement (emploi à temps plein, mariage et responsabilités familiales). »

leur forte propension à l'activisme. Également, certaines ruptures biographiques (comme la retraite ou un divorce) amènent l'identité sociale à se recomposer, ce qui favorise des reconversions et peut permettre à l'engagement militant d'y surgir (ibid.). Finalement, des bouleversements historiques peuvent aussi amener des personnes très éloignées des sphères militantes à commencer à s'engager, par exemple sous l'effet de ce que Daniel Cefaï appelle un « choc moral », qui « produi[t] une prise de conscience brutale des problèmes et condui[t] à s'engager pour une cause. » (Cefaï, 2001, cité par Lardeux, 2018, p.68) Lardeux donne à ce sujet l'exemple du Printemps arabe, où une bonne partie des gens qui manifestaient n'avaient jamais milité auparavant.

1.2.2 Maintien de l'engagement

Dans la continuité du thème des socialisations militantes, Fillieule et Neveu (2019) soulignent qu'en tant qu'agents de socialisation, les mouvements sociaux et les lieux d'engagement politique ont une influence sur le maintien de l'engagement. Les militant-e-s appartenant à une organisation sont amené-e-s à acquérir des normes, des savoirs, une vision du monde et une nouvelle perception de soi à travers un « façonnage institutionnel » qui structure leurs expériences ultérieures, en plus de vivre la construction d'une identité collective (Leclercq et Pagis, 2011). Dans sa recherche sur le maintien de l'engagement militant au sein du mouvement écologiste, Barré (2009) relève plusieurs éléments s'apparentant à un « façonnage institutionnel » comme facteurs de maintien de l'engagement, tels que le sentiment de s'accomplir et de se développer comme personne au sein de l'organisation, le sentiment d'appartenance envers le groupe, ainsi que la présence d'une vision du monde commune⁸.

Un autre élément fréquemment pris en compte dans la littérature pour expliquer le maintien de l'engagement est le modèle de « rétributions du militantisme », élaboré par Daniel Gaxie en 1977 (Sawicki et Simeant, 2009). Ce modèle, tout en reconnaissant l'importance de l'attachement à la cause défendue et de la quête de sens par le militantisme, s'éloigne d'une vision « désintéressée » de l'engagement militant pour plutôt montrer l'importance d'autres incitations, comme les avantages matériels, les gratifications symboliques, les sensations positives vécues, le

⁸ Dans l'organisation étudiée, cette vision du monde dénonçait le consumérisme, vu comme responsable de la crise écologique, et critiquait plus largement le système économique et politique, jugé foncièrement inégalitaire et antidémocratique. Il est toutefois probable que les militant-e-s avaient déjà ce genre de vision du monde avant de rejoindre l'organisation, ce qui limite donc l'ampleur du « façonnage institutionnel » sur cet aspect.

développement de compétences, ou encore la création d'un réseau social (Gaxie, 2005). Comme l'engagement implique aussi des coûts (notamment en termes de temps, de renoncements et de risques endurés), Gaxie soutient que l'évolution du calcul « coûts/bénéfices » peut avoir un impact significatif sur le maintien ou non de celui-ci, notamment dans les phases plus routinières ou dans les moments difficiles. Agrikoliansky (2017) insiste toutefois sur l'importance d'envisager les rétributions dans une perspective processuelle plutôt qu'« objectiviste », donc de prendre en compte le sens que leur donne l'acteur pour évaluer leur valeur. Cela fait par exemple en sorte que les coûts peuvent paradoxalement engendrer de la fidélité, étant donné le deuil qu'entraînerait la perte de tout ce qui a été investi dans le mouvement. Il souligne aussi l'importance de considérer d'autres mécanismes difficiles à analyser en termes de coûts et de rétributions, tels que les liens de camaraderie, d'amitié et d'amour entre les militant-e-s (ibid.). La recherche de Barré (2009) apporte à nouveau un exemple en ce sens, en montrant que l'intégration d'un réseau social en cohérence avec ses valeurs, ainsi que le développement de nouvelles amitiés, contribuent à maintenir l'engagement. Certain-e-s participant-e-s ont également affirmé utiliser ce réseau comme tremplin socioprofessionnel, reconnaissant par le fait même ne pas s'engager de façon complètement désintéressée.

1.2.3 Désengagement et fin des mouvements

Pour poursuivre avec le modèle des rétributions, Gaxie (2005) souligne qu'alors que l'entrée dans le militantisme est très peu liée aux rétributions et implique souvent une phase d'adhésion plus « fusionnelle » à la cause, l'abandon d'un engagement montre souvent leur évolution, par exemple lorsque ce qui était attractif devient un coût ou lorsque des rétributions disparaissent; modifiant alors le calcul « coûts/bénéfices ». Plusieurs auteur-e-s soulignent également que le contexte joue un rôle important sur la valeur des coûts et des rétributions, qui peut notamment varier selon la transformation de l'organisation, le niveau d'effervescence militante, la valeur sociale de la cause ou la croyance en l'opportunité de changement politique (Fillieule, 2005; Johsua, 2007; Péchu, 2001).

Toutefois, d'autres auteur-e-s soulignent que le désengagement n'est pas toujours volontaire. Il peut par exemple résulter de la dissolution d'une organisation, du déclin d'un mouvement, d'une très forte répression politique, ou encore d'un départ forcé par l'exil ou par une peine

d'emprisonnement (Fillieule, 2010; Massicard, 2013). Également, comme la prochaine section permettra de l'approfondir, la fin d'un engagement peut aussi favoriser le début d'un nouveau, ce qu'Agrikoliansky (2017) désigne comme « la multiplicité des engagements le long d'une vie ». Par exemple, plusieurs des militant-e-s de la Ligue des droits de l'homme (LDH) ont commencé à s'y impliquer après avoir pris leur retraite (souvent d'un emploi militant) ou après avoir cessé un engagement dans un parti politique (Agrikoliansky, 2001).

1.3 Impacts à long terme d'un grand mouvement social sur ses militant-e-s

Bien que ce type de recherche empirique s'avère plutôt rare (Fillieule et Neveu, 2019), le concept de carrière militante, associé à une analyse séquentielle de l'engagement, permet également de prendre comme point de départ la fin d'un grand mouvement social et d'étudier ce que sont devenu-e-s ses militant-e-s. Comme cela est précisément l'objet de ma recherche, cette dernière section se centrera sur deux recherches empiriques de grande envergure étudiant respectivement le *Freedom Summer* (aux États-Unis) et Mai-68 (en France), en présentant leurs principaux résultats. En effet, par leur méthodologie ambitieuse et rigoureuse, la longue période écoulée entre le mouvement social et la réalisation de la recherche, ainsi que la longueur de l'ouvrage qui en a résulté, ces deux recherches documentent de manière approfondie les impacts à long terme de la participation soutenue à un mouvement social sur la vie de ses militant-e-s. Après avoir mis en contexte ces deux recherches, cette section présentera donc les différents impacts relevés par la littérature, qui seront catégorisés dans les trois sphères de vie suivantes : la sphère de l'idéologie et des engagements, celle des relations amicales et amoureuses, ainsi que celle de la vie professionnelle.

À noter que la sphère familiale, malgré son importance dans la vie de tous les jours, brille par son absence dans la plupart des écrits portant sur les conséquences biographiques de l'engagement, ce qui laisse croire qu'elle est beaucoup moins affectée à long terme par le militantisme que les autres sphères de vie. McAdam (2012) apporte peut-être un début d'explication lorsqu'il souligne que bien que plusieurs volontaires aient eu des relations conflictuelles avec leurs parents à leur retour du *Freedom Summer*, ces conflits ne furent généralement que temporaires. Cela pourrait peut-être s'expliquer par le caractère plus durable des liens familiaux au cours d'une vie, car à moins d'un conflit majeur entraînant un déchirement familial, ceux-ci continuent d'exister même lorsqu'une certaine distance se crée entre les membres d'une famille.

1.3.1 Mise en contexte des deux recherches

L'ouvrage *Freedom Summer* de Doug McAdam, publié en 1988, a été la première recherche de grande envergure à étudier les conséquences biographiques d'une expérience militante extrême (Raynaud, 2012). Lors de cette mobilisation, des centaines de jeunes volontaires, pour la plupart issu-e-s de la bourgeoisie américaine, sont parti-e-s dans le Mississippi — alors l'État le plus conservateur et raciste des États-Unis — réaliser divers projets liés à la lutte pour les droits civiques. Pendant trois mois d'activisme à « haut risque », iels ont notamment expérimenté la rudesse des conditions de vie de la communauté noire et ont été confronté-e-s à une grande violence raciste qui a mené à quatre meurtres, des dizaines d'agressions et des centaines d'arrestations de militant-e-s (McAdam, 2012). L'un des grands apports de cette recherche est que grâce à l'archivage de 959 dossiers de candidatures pour le projet, McAdam réussit à comparer 20 ans plus tard les devenirs biographiques des volontaires qui se rendirent dans le Mississippi avec ceux des « absent-e-s », soit les candidat-e-s non sélectionné-e-s ou qui se sont retiré-e-s peu avant le départ. McAdam constate, grâce à l'analyse d'environ 300 questionnaires et de 80 entretiens approfondis, que les deux groupes des participant-e-s et des absent-e-s connaissent des destins fortement contrastés, même s'ils avaient avant l'été des caractéristiques sociales et des idéaux très semblables. Ainsi, la trajectoire biographique⁹ des volontaires a été profondément et durablement déviée après leur participation au mouvement (ibid.).

Un autre ouvrage important, qui s'intitule *Changer le monde, changer sa vie* (2018), consiste en une enquête, cinquante ans après les mobilisations des années 1968 en France, sur les carrières militantes des soixante-huitard-e-s français-e-s. Durant six ans, une importante équipe de recherche a recueilli et analysé un total de 366 récits biographiques et presque autant de « calendriers de vie ». Ainsi, les 29 chapitres de l'ouvrage collectif explorent le devenir de militant-e-s du mouvement syndical, des « gauches alternatives » et du mouvement féministe en approfondissant une variété de thèmes, tels que les devenirs professionnels, les devenirs politiques et sociaux, les socialisations militantes et l'articulation entre vie privée et vie militante (Fillieule, 2018b). Cette attention

⁹ Bien que McAdam utilise le vocable « trajectoire », cet usage se fait sans les *a priori*s que lui attribuent aujourd'hui les chercheurs/euses français-e-s, et avant la popularisation du concept de « carrière militante ». Ainsi, comme sa recherche accorde une importance aux entretiens biographiques et voit le *Freedom Summer* davantage comme un moment de rupture dans la vie de ses militant-e-s que comme la continuité de leur socialisation primaire, on pourrait considérer que sa recherche s'inscrit dans la littérature usant du concept de « carrière militante ».

spécifiquement portée au mouvement féministe permet également de mettre en lumière comment ce mouvement a consisté en une expérience genrée, ce qui permet de mieux appréhender ses conséquences différenciées sur les trajectoires des enquêté-e-s (Pagis, 2007).

1.3.2 Idéologie et engagements

Les participant-e-s au *Freedom Summer* rapportent une forte politisation et radicalisation suite aux événements, qui se sont relativement maintenues dans le temps. Ainsi, 20 ans après l'événement, deux tiers des volontaires (contre 40 % des absent-e-s) se placent à l'extrême gauche (McAdam, 2012), mais cet indicateur n'est qu'une manifestation superficielle d'une plus large transformation de leur vision du monde. « En fait, pour la majorité des volontaires, [la politique] devient la force centrale autour de laquelle s'organise désormais leur vie. » (Ibid., p.310) Iels développent une identité de militant-e, un processus de fusion du privé et du politique s'opère, et un grand sentiment de décalage avec leur vie passée est présent. Même dans les périodes de moins grande effervescence militante, une forte proportion continue de s'engager dans au moins une lutte ou une organisation politique (ibid.). Les soixante-huitard-e-s restent aussi nettement fidèles à la gauche, et l'idéologie intériorisée par leur engagement corps et âme dans les années 1968 contribue à garder leurs convictions vivantes et génératrices d'un fort engagement politique dans les décennies suivantes (Fillieule, 2018a). Ainsi, rares sont les abandons complets du militantisme dans les deux groupes, et ceux et celles qui l'ont fait rapportent souvent la tristesse et le déracinement engendrés par la perte de leur fibre politique et de leurs liens avec leurs camarades de lutte, ainsi qu'une perte de sens qui laisse un vide soudain (Fillieule et Sommier, 2018; McAdam, 2012).

Outre ces impacts sur leur vie personnelle, cette politisation d'une génération de militant-e-s, et notamment les forts liens interpersonnels tissés entre iels, a contribué à l'émergence et à l'élargissement de mouvements sociaux majeurs des dernières décennies. Cela est particulièrement frappant aux États-Unis, où « la véritable recrudescence du militantisme [dans le nord du pays] coïncida avec le retour des volontaires à la rentrée d'automne. » (McAdam, 2012) En plus d'un investissement local dans la lutte pour les droits civiques, les volontaires se sont souvent retrouvés-e-s aux premières loges des autres mouvements majeurs de la période, soit le mouvement étudiant, la mobilisation contre la guerre du Vietnam et le mouvement féministe, dans lesquels il était également possible de reconnaître des stratégies et des symboles du *Freedom Summer* (ibid.).

L'effet de cohorte semble plus dispersé pour les soixante-huitard-e-s, mais un engagement plus fort s'est notamment fait sentir dans les années 2000, alors que les nouvelles opportunités d'engagement (principalement liées aux luttes altermondialistes) ont coïncidé avec une plus grande disponibilité biographique liée à la retraite ou au départ des enfants du foyer (Pette et Sommier, 2001). Toutefois, cet engagement militant et cette centralité du politique dans leur vie ont été rudement mis à l'épreuve dans les reflux de vague militante (principalement les années 1970 aux États-Unis et le début des années 1980 en France). Plusieurs militant-e-s se sont alors retrouvé-e-s isolé-e-s et ont vécu des périodes de désengagement, et ce vide soudain dans leur vie a parfois engendré une grande détresse psychologique (Maslet *et al.*, 2018; McAdam, 2012).

1.3.3 Relations amicales et amoureuses

L'intensité des expériences militantes a favorisé la création de liens forts entre les militant-e-s; liens qui ont parfois traversé les décennies. D'abord, le militantisme s'avère un lieu important de rencontre de partenaires, autant pour les soixante huitard-e-s que pour les volontaires (Biland *et al.*, 2018; McAdam, 2012). Par exemple, le *Freedom Summer* a mené à au moins 31 mariages entre volontaires, et pour les autres, les convictions politiques sont devenues un critère incontournable dans leur choix de partenaire (McAdam, 2012). Toutefois, les divorces dans les deux groupes se sont aussi avérés très nombreux. Pagis (2007) en relève par exemple 50 parmi les 82 couples observés dans sa recherche sur Mai-68, un taux beaucoup plus élevé que les taux moyens de l'époque en France.

Des liens amicaux très forts ont aussi été créés par ces mobilisations, notamment entre femmes, bien que ces amitiés n'aient pas toujours survécu aux périodes de démobilisation. Ainsi, 20 ans plus tard, seulement 44 % des volontaires (dont une majorité de femmes) ont déclaré être resté-e-s en contact avec au moins un-e autre participant-e du mouvement (McAdam, 2012). Du côté des soixante-huitard-e-s, seul le mouvement féministe est explicitement analysé sous l'angle des amitiés. Cela laisse croire que ce sont majoritairement les féministes qui ont abordé cet aspect dans les entretiens, ce qui est cohérent avec le fait que le féminisme est un mouvement « fortement catalysé, alimenté et maintenu par l'amitié » (Comer *et al.*, 2018, p.936). Plusieurs rapportent maintenir des amitiés fortes et privilégiées, qui les aident notamment à continuer de militer malgré les aléas de la parentalité, ou peuvent mener à des partenariats professionnels axés sur des projets

militants. Ainsi, malgré certains épisodes blessants ou certaines amitiés pouvant se rompre dans la douleur, les liens noués dans les années 1968 se maintiennent le plus souvent, en passant parfois par des périodes de dormance, selon les aléas de l'existence (ibid.).

1.3.4 Vie professionnelle

Au niveau de la vie professionnelle, les résultats des deux recherches sont cohérents avec les constats de Leclercq et Pagis (2011), qui montrent la complexité de l'influence réciproque entre engagement et mobilité sociale en soulignant que l'engagement peut produire autant du déclassement que de la promotion sociale. D'un côté, les ressources et compétences acquises par l'engagement ainsi que l'élargissement de son réseau social peuvent favoriser l'ascension sociale, alors que de l'autre côté, la répression patronale à l'égard des syndicalistes ainsi que le retard pris dans les études ou l'entrée sur le marché du travail à cause des années de militantisme peuvent contribuer au déclassement (Contamin et Misset, 2018; Leclercq et Pagis, 2011). Les soixante-huitard-e-s illustrent bien ces trajectoires contrastées, et montrent notamment une corrélation entre ascension professionnelle et déclin du militantisme (Fillieule, 2018a). Ce contraste est moins présent chez les volontaires du *Freedom Summer*, pour qui les années de retard dans l'accès au marché du travail ont eu un gros impact sur les emplois disponibles et les conditions salariales, étant donné la montée rapide du chômage dans ce laps de temps (McAdam, 2012).

Les deux groupes de militant-e-s ont toutefois fortement en commun leur priorisation de la valeur sociale et du sens politique de leur emploi à sa valeur pécuniaire, l'emploi pouvant notamment devenir une façon de rester fidèle à ses principes et de vivre son militantisme au quotidien lorsque le temps manque pour s'engager autrement (Fendrich et Turner, 1989; Fillieule *et al.*, 2018a; McAdam, 2012). Les métiers «supposant la possibilité d'intervenir, concrètement, sur l'amélioration du sort des dominés» sont donc priorisés, rendant parfois nécessaire une réorientation d'études (Fillieule *et al.*, 2018b, p.573-574). Ainsi, plusieurs (surtout des femmes) travaillent dans le réseau de l'éducation, de la santé, ou dans le domaine du travail social. Un grand nombre occupe aussi des professions intellectuelles, ou cherche à ce que leur emploi spécialisé soit cohérent avec leurs valeurs. Le choix de métier semble aussi être influencé par la classe sociale, le type d'expérience militante et les emplois disponibles, comme l'illustre la proportion anormalement élevée (8 %) de volontaires qui sont devenu-e-s avocat-e-s ou juges (McAdam, 2012,

p.373). Les ex-activistes ont finalement tendance à changer plus souvent d'emploi et à être plus souvent au chômage que le reste de la population, un phénomène qui est sans doute lié à leur priorisation d'un emploi cohérent avec leurs valeurs, plutôt qu'à leur « réussite » professionnelle.

1.4 Conclusion du chapitre

Ma recherche, qui part d'une question large amenant à une réponse descriptive, consiste en une exploration empirique, qui « concerne la production de connaissances sans forcément mobiliser de modèles d'analyse ou de concepts préalables. » (Charreire-Petit et Durieux, 2014, p.77) Elle ne se structure donc pas autour d'un cadre théorique, mais il reste pertinent de souligner en conclusion de ce chapitre les orientations théoriques qui émergent de la revue de littérature, et qui guideront mes choix méthodologiques présentés dans le prochain chapitre.

D'abord, je mobiliserai le concept de carrière militante, en faisant une analyse de la « séquence d'engagement » des grévistes débutant lors de leur « passage à l'acte », c'est-à-dire le moment où chacun-e a débuté son engagement dans la grève de 2012, et se terminera au printemps 2022, ce qui permettra de voir la « rétractation » ou « l'extension » de leurs engagements au cours de cette décennie. Je chercherai également, dans les limites de ce que permet de faire une maîtrise, à répondre aux différentes ambitions théoriques du concept, et à prendre en compte les enjeux méthodologiques entourant son usage.

Également, les ouvrages *Freedom Summer* et *Changer le monde, changer sa vie* ont montré que les impacts d'un grand mouvement social sur la vie de ses militant-e-s ne se limitaient pas à leurs engagements, et touchaient d'autres sphères de vie telles l'idéologie, les relations interpersonnelles et l'emploi. Mon exploration des impacts de la grève touchera donc ces différentes sphères de vie, ce qui permettra, d'une part, de faire certaines comparaisons entre mes données et les résultats de ces deux recherches et, d'autre part, d'analyser les interactions entre la sphère des engagements et les autres sphères de vie. En effet, selon Passy (2005), cité par Barré (2009), vu la constante interaction entre les sphères de vie d'une personne, leur imbrication dans un tout cohérent aide à renforcer son identité militante et à donner du sens à son engagement militant, ce qui contribue à le rendre durable. Il est donc fréquent, par exemple, que la profession et les liens affectifs d'un-e militant-e soient liés à son engagement.

CHAPITRE 2

MÉTHODOLOGIE ET PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON

Ce chapitre se séparera en deux sections, présentant respectivement ma méthodologie et les principales caractéristiques de mon échantillon de 457 répondant-e-s. Ainsi, je justifierai d'abord mon choix d'adopter une méthodologie mixte, qui a reposé sur la conception d'un questionnaire en ligne, diffusé sur le média social Facebook. Après avoir expliqué mes choix méthodologiques pour traiter et analyser la quantité colossale de données ainsi recueillies, je testerai ensuite la représentativité de mon échantillon au niveau de la région et de l'affiliation aux différentes associations étudiantes nationales. Je présenterai finalement plusieurs caractéristiques générales des répondant-e-s, telles que leur domaine d'études, leur genre, leur âge, et l'intensité de leur engagement avant et pendant la grève.

2.1 Méthodologie

2.1.1 Choix d'une méthodologie mixte

Comme mentionné au chapitre précédent, le récit de vie est presque systématiquement utilisé pour étudier les carrières militantes; souvent à travers une méthodologie uniquement qualitative, mais parfois avec une méthodologie mixte, où le récit de vie fait suite à l'administration de questionnaires auprès d'un grand nombre de participant-e-s. Pour ma recherche, comme je tenais à ce qu'un grand nombre d'ex-grévistes y participent, et que les entretiens narratifs s'avèrent longs à réaliser et à transcrire, le choix d'une méthodologie mixte allait de soi, car il était impensable que je réalise à moi seule un très grand nombre d'entretiens dans le cadre d'une maîtrise. Je me suis donc inspirée de la méthode du « devis séquentiel explicatif » employée par McAdam dans son étude des volontaires du *Freedom Summer*. Cette méthode « consiste à étudier les relations entre des variables, par une démarche quantitative et à affiner les résultats par des méthodes “qualitatives” complémentaires. » (Chevalier *et al.*, 2018, p.81)¹⁰ L'intégration de ces deux types de données a l'avantage de favoriser la formulation d'analyses basées sur leurs forces combinées, en permettant notamment de connaître les caractéristiques générales d'un plus grand échantillon et

¹⁰ À la différence de ce devis, qui prévoit une collecte de données en deux phases, j'ai collecté simultanément les données quantitatives et qualitatives à l'aide d'un questionnaire.

de retracer certains éléments de leur calendrier de vie, tout en approfondissant certains parcours, généralement lors d'entretiens.

Afin de maximiser le nombre de réponses à mon questionnaire, j'ai également choisi des critères d'inclusion très peu restrictifs. Il suffisait, pour pouvoir participer à ma recherche :

- 1- D'avoir voté pour la grève au sein de son association étudiante;
- 2- D'avoir été en grève au moins une journée;
- 3- D'avoir participé à au moins une manifestation.

Il y a vraisemblablement plusieurs dizaines de milliers de personnes qui répondent à ces critères d'inclusion, sachant que le 22 mars 2012, un peu plus de 300 000 étudiant-e-s étaient en grève, et 200 000 personnes ont manifesté à Montréal (Theurillat-Cloutier, 2017), mais qu'une partie seulement de ces 300 000 grévistes était favorable à la grève et a pris le temps de voter en sa faveur dans son association étudiante. Il me semblait donc raisonnable d'espérer recueillir au moins 250 réponses à mon questionnaire s'il était largement diffusé auprès des ex-grévistes.

2.1.2 Conception du questionnaire

Deux grands principes ont guidé la construction du questionnaire, qui peut être consulté à l'annexe A. D'abord, au niveau du fond, les questions ont été construites afin de répondre à deux objectifs. Le premier objectif est qu'elles permettent de dresser un portrait non seulement de l'engagement des répondant-e-s depuis la fin de la grève jusqu'à aujourd'hui, mais également des impacts de la grève sur d'autres sphères de vie, soit l'idéologie, l'emploi et les relations interpersonnelles (amitiés, couple et famille). Comme le choix de ces thèmes s'inspire entre autres de *Freedom Summer* et que le questionnaire utilisé pour cette recherche était présenté en annexe de l'ouvrage, j'ai aussi adapté ou copié certaines des questions pour les intégrer à mon questionnaire. Le second objectif est de maximiser les possibilités d'analyses multivariées, car il est difficile de savoir *a priori* quelles analyses s'avéreront les plus riches. Pour ce faire, il était important d'avoir accès à plusieurs informations descriptives sur les répondant-e-s, telles des données sociodémographiques (âge, genre, revenu, etc.), des questions permettant de mesurer l'intensité de leur engagement avant et pendant la grève, ainsi que des questions abordant certains

thèmes liés spécifiquement à la grève de 2012, comme l'expérience (ou non) de la répression policière.

Pour ce qui est de la forme, sachant que le questionnaire s'adressait à une large population, et que le degré d'enthousiasme vis-à-vis mon sujet de recherche et la complétion d'un questionnaire en ligne pouvait varier fortement d'une personne à l'autre, j'ai cherché à le construire avec une certaine flexibilité, afin de satisfaire autant les personnes souhaitant y répondre rapidement que celles souhaitant préciser leurs expériences. J'ai donc priorisé des questions fermées avec choix de réponse ou invitant parfois à des réponses courtes. Vu la complexité des expériences liées à la grève, et dans une volonté d'apporter un peu de qualitatif au questionnaire (comme le faisait McAdam), j'ai également ajouté à la fin des différents thèmes quelques questions ouvertes, toutes non obligatoires¹¹, afin de permettre aux personnes qui le souhaitaient d'apporter plus de détails sous forme de « commentaires ». Finalement, les contacts des personnes intéressées par un entretien étaient recueillis à la toute fin du questionnaire afin de garder ouverte la possibilité de réaliser des entretiens (qui dépendrait du besoin ou non de plus de données qualitatives pour enrichir les analyses)¹².

Avant de diffuser le questionnaire, je l'ai testé auprès de six personnes s'étant fortement engagées dans le mouvement étudiant. Cela a permis de vérifier qu'il était possible d'y répondre en une vingtaine de minutes et d'identifier les questions posant problème, que j'ai modifiées en prenant en compte leurs commentaires. Une deuxième période de test auprès de deux de ces personnes a permis de valider les modifications et de faire quelques réajustements mineurs, de sorte que mon questionnaire en était à sa troisième version au moment de le diffuser.

¹¹ Étant donné le temps de réponse plus long pour ce genre de questions, et mon souci qu'il soit possible de répondre au questionnaire en une vingtaine de minutes, ces questions étaient toujours introduites avec la formulation « si vous le souhaitez, vous pouvez préciser vos réponses », afin que les répondant-e-s souhaitant répondre rapidement ne sentent aucune pression à préciser leur pensée.

¹² J'avais prévu bonifier les données recueillies par le questionnaire en réalisant 12 entretiens semi-dirigés, mais après avoir reçu 457 réponses et recueilli beaucoup plus de données qualitatives qu'attendu grâce aux nombreux commentaires laissés dans le questionnaire, j'ai dû abandonner cette idée, bien que 239 répondant-e-s aient mentionné leur intérêt à participer à un entretien.

2.1.3 Recrutement

Mon recrutement s'est fait entièrement par le média social Facebook, qui était tout désigné sachant que 95 % des Québécois-e-s de 25-44 ans utilisaient les médias sociaux en 2018 et que Facebook est le plus populaire (CEFRIIO, 2019). J'y ai donc publié l'affiche de recrutement (voir l'annexe C) et le lien vers le questionnaire, le 31 mars 2022. Ma publication a été partagée 83 fois en seulement quatre jours, avec presque aucun effort de recrutement de ma part¹³, et j'ai recueilli 203 réponses. Constatant alors un essoufflement à cet effet « boule de neige » (Le Roy et Pierrette, 2012), j'ai entrepris dans les jours suivants de contacter par Messenger les ex-grévistes que je parvenais à retracer, principalement par des articles de journaux locaux, des archives d'associations étudiantes et B2BHint¹⁴. J'ai ainsi contacté personnellement plus de 350 personnes¹⁵, dont certaines ont à leur tour partagé le questionnaire dans leur réseau, ce qui m'a permis de recueillir 257 réponses supplémentaires¹⁶, et a porté à 102 le nombre total de partages de ma publication. Ainsi, lorsque j'ai fermé le questionnaire le 29 avril 2022, j'avais recueilli un total de 460 réponses, dont trois ont dû être supprimées étant donné que les répondant-e-s ne respectaient pas les critères de sélection.

Malgré tous ces efforts pour élargir mon échantillon, une telle méthode de recrutement demeure non probabiliste, donc les résultats de l'échantillon ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble des grévistes de 2012. Des biais probables sont notamment la surreprésentation des personnes proches de mon réseau (qui se compose principalement de personnes ayant milité à l'ASSÉ et à l'UQAM); de celles qui ont encore beaucoup d'ami-e-s ayant fait la grève de 2012; et de celles gravitant encore dans des réseaux militants¹⁷. Cela dit, ces biais sont atténués par la deuxième méthode de recrutement, qui a favorisé une diversification de l'échantillon (notamment en ciblant

¹³ Durant ces quatre jours, j'ai seulement partagé le questionnaire à une dizaine d'ami-e-s et aux membres du conseil exécutif de la FECQ et de la FEUQ en 2012, en les invitant à le partager à leur tour.

¹⁴ Ce site permet de connaître le nom des administrateurs et administratrices des associations étudiantes enregistrées au Registraire des entreprises du Québec, de 2010 à aujourd'hui.

¹⁵ Pour l'anecdote, j'ai contacté tellement de gens sur Messenger que j'y ai été temporairement bloquée trois fois car j'étais considérée comme un *spam*!

¹⁶ Bien que ces réponses ne proviennent pas toutes de ce recrutement ciblé, la grande majorité semble en provenir, car le nombre de réponses augmentait fortement les jours où je contactais de nouvelles personnes par Messenger.

¹⁷ Bien que j'aie délibérément évité de partager le questionnaire dans des groupes militants pour ne pas nourrir ce biais, des répondant-e-s ont pu le faire, ou encore ont pu partager le questionnaire à des ami-e-s rencontré-e-s après la grève, de par un engagement militant commun.

les grévistes de régions et d'établissements peu représentés dans la première vague de réponses). Bien que cette diversification soit limitée par le fait que ce sont surtout les noms des personnes élues sur un conseil exécutif d'association étudiante ou significativement engagées lors de la grève que j'ai réussi à retrouver, un test de différences de moyennes démontre des différences significatives entre les 203 premier-e-s répondant-e-s et les 254 suivant-e-s. En effet, le deuxième groupe est actuellement un peu moins engagé et a moins d'ami-e-s proches connu-e-s lors de la grève (4 en moyenne versus 6 pour le premier groupe).

Un autre biais est lié à l'aspect volontaire de la participation à la recherche, soit le choix de répondre ou non au questionnaire. Il est probable que les personnes davantage marquées par la grève ou interpellées par le sujet ont eu plus tendance à répondre, surtout considérant la longueur du questionnaire (le temps estimé étant de 15-20 minutes)¹⁸. En effet, Fenneteau (2015, p.59) souligne que lorsque le temps pour répondre à un questionnaire en ligne dépasse une dizaine de minutes, le risque d'abandon est important, à moins que « les personnes contactées se sentent fortement concernées par le sujet de l'enquête et que leur motivation à répondre [soit] importante. » Cela dit, le taux d'abandon (une fois le formulaire de consentement coché) s'est avéré de seulement 18 %, donc la durée du questionnaire ne semble pas avoir rebuté beaucoup de répondant-e-s.

2.1.4 Traitement et analyse des données

L'engouement suscité par mon projet de recherche, combiné à un questionnaire abondant de nombreux thèmes, ont mené à la création d'un fichier de données immense, qui s'est avéré très long et complexe à traiter et à analyser.

D'abord, au niveau du traitement des données, plusieurs questions ont nécessité une vérification rigoureuse des réponses, qui menait parfois à la recatégorisation de certaines d'entre elles. Ces recatégorisations seront systématiquement mentionnées et expliquées en note en bas de page lors de la présentation des résultats. Ensuite, afin de permettre des analyses évaluant si l'intensité de l'engagement des répondant-e-s avant et pendant la grève avait un impact sur leur situation actuelle, j'ai créé des variables synthétiques, c'est-à-dire des variables construites à partir de la combinaison de plusieurs autres (Martin, 2020). Cette catégorisation manuelle des 457 répondant-e-s, dont les

¹⁸ Dans les faits, le temps de réponse médian a été de 20 minutes, et le temps moyen, de 27 min 30 s.

balises sont détaillées à l'annexe D, a permis de réunir en deux variables (qui seront présentées plus tard dans ce chapitre) les informations contenues dans les nombreuses questions mesurant différents aspects de l'engagement des ex-grévistes dans ces deux temporalités. Finalement, la générosité des répondant-e-s dans leurs commentaires, qui faisaient parfois quelques centaines de mots, a nécessité un long travail de lecture et de catégorisation, afin d'en tirer le maximum d'informations. En effet, le questionnaire comprenait quatre thèmes encourageant à laisser des commentaires détaillés, soit les thèmes de la répression policière, de l'idéologie, des amitiés et des causes de désengagement, ainsi que trois sections pour des commentaires plus ouverts (questions 11.1, 19.1 et 33/34). Au total, 908 commentaires ont été recueillis pour toutes ces questions, et plusieurs seront cités dans ce mémoire¹⁹, afin d'illustrer ou d'approfondir des constats ressortant des données quantitatives. En plus de cette sélection d'un certain nombre de commentaires, il a également été possible de coder systématiquement ceux se rattachant à trois questions²⁰, étant donné qu'elles avaient suscité un grand nombre de commentaires comprenant des similitudes dans leur contenu, ce qui a permis d'identifier des catégories de manière inductive pour les regrouper. Ainsi, 320 commentaires ont été codés pour ces trois questions, et j'ai pu réaliser des analyses basées uniquement sur ces données qualitatives.

En parallèle de ce traitement des données, j'ai également réalisé une « pré-analyse » pour tous les thèmes couverts par le questionnaire, qui consistait à relever les constats les plus frappants et à réaliser certaines analyses multivariées pour tenter d'identifier des pistes explicatives aux phénomènes observés. Il était en effet nécessaire de choisir quels résultats présenter, et quelle ampleur donner à l'analyse explicative, pour prendre en compte la longueur limitée d'un mémoire.

Or, il s'est avéré que des résultats intéressants ressortaient de tous les thèmes et sous-thèmes abordés par le questionnaire, ce qui aurait rendu crève-cœur d'en écarter certains de la présentation des résultats. C'est donc plutôt au niveau de la quantité et de la complexité des analyses multivariées réalisées, et de la quantité de commentaires cités que j'ai dû faire des choix. Je me suis ainsi limitée à des analyses descriptives et bivariées simples, en testant seulement les liens

¹⁹ À noter que lorsque ces commentaires contenaient des fautes, j'ai pris la liberté de les corriger. Je n'ai toutefois pas uniformisé leur féminisation.

²⁰ Soit les questions portant sur la vision de la grève comme une victoire ou une défaite, sur l'idéologie et sur les causes de désengagement.

entre deux variables lorsque cela me semblait intuitif de le faire ou que la littérature ou des commentaires suggéraient des pistes d'analyse auxquelles je n'aurais pas pensé autrement. Toutefois, seuls les résultats des analyses les plus concluantes et porteuses d'une explication intéressante seront présentés dans les prochains chapitres.

Il faut également noter que j'ai fait exception à ce principe pour deux variables que j'ai quasi systématiquement testées, soit l'intensité de l'engagement pendant la grève et le genre. Pour la première, c'était dans l'esprit de faire une comparaison semblable à celle de *Freedom Summer*, qui compare les réponses des volontaires à celles des absent-e-s, soit les personnes ayant soumis leur candidature mais n'ayant finalement pas pris part à l'été de lutte dans le Mississippi. Dans le contexte de ma recherche, où l'intensité de l'engagement d'un-e gréviste à l'autre pouvait varier beaucoup, c'est plutôt entre les personnes peu, modérément, fortement et très fortement engagées qu'il était possible de faire des comparaisons. Toutefois, il s'est avéré que les analyses basées sur cette variable étaient souvent peu concluantes, donc elles seront rarement mentionnées dans le mémoire. Un élément qui a contribué à rendre ces analyses rarement concluantes est que les grévistes les plus engagé-e-s pendant la grève étaient souvent des personnes déjà militantes avant celle-ci, contrairement au *Freedom Summer* où les volontaires et les absent-e-s avaient des niveaux d'engagement similaires avant l'été. Lors de plusieurs tests, les écarts étaient fortement réduits lorsque la variable de l'intensité de l'engagement avant la grève était prise en compte, ce qui rendait peu intéressante l'analyse basée sur l'intensité pendant la grève.

Le contraire s'est produit pour la variable du genre, que je comptais initialement tester seulement pour certaines questions précises, mais que j'ai choisi de tester plus systématiquement en constatant que ces tests montraient souvent des différences entre les hommes et les femmes et que ces distinctions étaient cohérentes avec la littérature. Elle sera donc souvent mobilisée dans les prochains chapitres pour rendre visibles certains impacts différenciés selon le genre, et apporter à l'occasion certaines pistes d'explications basées sur la littérature.

2.2 Présentation de l'échantillon

Afin de mettre la table pour la présentation thématique des résultats et des analyses, cette section présentera les caractéristiques générales de l'échantillon de 457 répondant-e-s. D'abord, deux analyses seront réalisées afin d'évaluer la représentativité de l'échantillon, au niveau de la

répartition régionale des répondant-e-s et de leur affiliation nationale durant la grève. Ensuite, des caractéristiques telles que leur programme et leur niveau d'études, leur âge et les formes prises par leur engagement pendant la grève seront présentées.

2.2.1 Représentativité de l'échantillon selon la région et l'affiliation nationale des grévistes

Comme l'illustre le tableau suivant, une première caractéristique marquante de l'échantillon est que la grande majorité des répondant-e-s ont été en grève pendant plusieurs mois²¹ :

Tableau 2.1 Durée de la grève chez les répondant-e-s et chez l'ensemble des grévistes

	Fréquence (échantillon)	Pourcentage (échantillon)	Fréquence (population)	Pourcentage (population)
1 journée	21	4,7%	64 737	21,4%
2 à 10 jours	40	8,9%	56 135	18,5%
3 à 8 semaines	35	7,8%		
9 à 12 semaines	54	12,1%		
Plus de 12 semaines	297	66,4%	181 780	60,1%

On y constate que même s'il n'était exigé que d'avoir participé à une journée de grève pour participer à la recherche, 393 répondant-e-s (86 %) ont été en grève générale illimitée pendant au moins trois semaines, dont 297 l'ont même été pendant plus de 12 semaines. À l'opposé, seul-e-s 21 répondant-e-s (5 %) ont été en grève pour une journée seulement. Pourtant, ces proportions sont fort différentes parmi l'ensemble des 302 652 grévistes de 2012 : 60 % ont été en grève générale illimitée au moins trois semaines²², et 21 % l'ont été une journée seulement. Pour évaluer la représentativité de l'échantillon selon la région et l'affiliation nationale des grévistes, je ne baserai donc mes comparaisons que sur les personnes ayant été en grève au moins trois semaines. D'abord, comme l'illustre ce tableau, une assez bonne représentativité régionale est présente :

²¹ La mémoire pouvant faire défaut après 10 ans, j'ai uniformisé les réponses des répondant-e-s d'une même association étudiante, en effectuant au besoin des recherches pour connaître la durée exacte de la grève. J'ai fait de même pour l'affiliation à une association étudiante nationale (présentée au tableau 2.3).

²² À noter que bien qu'elles s'approchent beaucoup de la réalité, ces statistiques sont un peu approximatives, car elles sont basées sur des données internes de la CLASSE compilant le nombre quotidien de grévistes par région, et non par association étudiante. Le nombre total de grévistes retenu est donc le sommet atteint pour chaque région durant 3 semaines consécutives.

Tableau 2.2 Répartition selon la région des étudiant-e-s ayant été en grève au moins trois semaines

	Île de Montréal	Environs de Montréal	Ville de Québec	Sherbrooke et Centre-du-Québec	Outaouais et Mont-Laurier	Trois-Rivières et Joliette	Bas-St-Laurent et Gaspésie	Autre (Sag-Lac et Abitibi)	Total
Nb de répondant-e-s	254	48	27	20	18	11	10	5	393
% de l'échantillon	64,6%	12,2%	6,9%	5,1%	4,6%	2,8%	2,5%	1,3%	100%
Nb total de grévistes	103 784	31 015	6798	13 145	11 340	4602	7690	3416	181 790
% du total de grévistes	57,1%	17,1%	3,7%	7,2%	6,2%	4,2%	2,5%	1,9%	100%
Écart	7,5%	-4,9%	3,2%	-2,1%	-1,6%	-1,4%	0,0%	-0,6%	

On y constate malgré tout une surreprésentation des grévistes de Montréal et de Québec, qui s'explique principalement par une forte surreprésentation de l'Université Laval et des facultés de sciences humaines ainsi que de science politique et droit de l'UQAM. Toutefois, ce relatif équilibre régional cache un déséquilibre plus important, qui touche la répartition des répondant-e-s selon leur association étudiante nationale :

Tableau 2.3 Répartition selon l'association étudiante nationale des étudiant-e-s ayant été en grève au moins trois semaines

	CLASSE seulement	CLASSE + Autre affiliation	FEUQ seulement	FECQ seulement	TaCEQ seulement	Non affilié	Total
Nb de répondant-e-s	209	72	49	27	10	26	393
% de l'échantillon	53,2%	18,3%	12,5%	6,9%	2,5%	6,6%	100%
Nb total de grévistes	71 279	17 004	37 560	22 250	6518	27 179	181 790
% du total de grévistes	39,2%	9,4%	20,7%	12,2%	3,6%	15,0%	100%
Écart	14,0%	9,0%	-8,2%	-5,4%	-1,0%	-8,3%	

On y constate une surreprésentation considérable des membres de la CLASSE. Cela s'explique principalement par une sous-représentation de certains campus peuplés non-membres de la CLASSE, tels que le cégep Montmorency (à Laval), le cégep Ahunatic (à Montréal) et les départements en grève de l'Université de Montréal non membres de la CLASSE. Au niveau du recrutement, cette difficulté à retrouver des grévistes de ces établissements s'explique d'abord par mon propre réseau (ayant longuement milité à l'ASSÉ, les ex-grévistes que je connais étaient presque tous et toutes membres de la CLASSE). Il était également plus facile de retrouver ces contacts car seules les archives de la CLASSE sont accessibles en ligne. Finalement, même parmi les contacts retracés de grévistes non membres de la CLASSE, une plus faible proportion semble avoir répondu au questionnaire, ou l'avoir partagé dans son réseau.

2.2.2 Autres caractéristiques de l'échantillon

D'abord, lors de la grève, deux répondant-e-s étaient au secondaire, 205 étaient au cégep, et 250 étaient à l'université. Parmi les répondant-e-s universitaires, 194 étaient au 1^{er} cycle, 43 étaient au 2^e cycle et neuf étaient au 3^e cycle (quatre réponses sont manquantes²³). Au niveau du domaine d'études, les tableaux suivants montrent une forte surreprésentation des étudiant-e-s en sciences humaines, ainsi qu'une sous-représentation des étudiant-e-s de programmes techniques, de sciences pures et d'économie et gestion :

Tableau 2.4 Programme d'études des 205 étudiant-e-s collégiaux

	Fréquence	Pourcentage
Sciences humaines	90	43,9%
Arts et lettres/Arts plastiques	31	15,1%
Sciences de la nature	17	8,3%
Autre prog. préuniversitaire	20	9,8%
Programme technique	40	19,5%
Non précisé	7	3,4%

Tableau 2.5 Domaine d'études des 250 étudiant-e-s universitaires

	Fréquence	Pourcentage
Sciences humaines/sociales	139	55,6%
Arts	36	14,4%
Sciences pures et appliquées	28	11,2%
Éducation	20	8,0%
Communication/Langues	19	7,6%
Économie et gestion	5	2,0%
Non précisé	4	1,6%

Au niveau universitaire, de telles données sont assez représentatives des associations étudiantes en grève. En effet, dans son analyse de la grève au 1^{er} cycle universitaire selon les disciplines, Warren (2013) constate que seul-e-s 12 à 15 % des grévistes étaient issu-e-s des programmes de « sciences pures et appliquées », qui comptaient pour 32,6 % de l'effectif étudiant. Par ailleurs, 59 à 67 % des grévistes étaient issu-e-s des programmes d'« humanités » (qui incluent principalement les arts, les lettres, les communications, l'éducation, le droit, la philosophie et l'histoire), bien qu'ils ne comptaient que pour 37,7 % de l'effectif étudiant²⁴. Cette analyse n'est toutefois pas transposable aux cégeps, où les mandats de grève d'un établissement touchaient l'ensemble des programmes.

²³ À noter que des réponses sont manquantes pour presque toutes les questions, donc tout au long du mémoire, les fréquences présentées donneront rarement un total de 457.

²⁴ La troisième catégorie définie par Warren est celle des « sciences sociales », qui « englobe principalement l'administration, les sciences économiques, les sciences politiques, l'administration publique, la psychologie, la sociologie, l'anthropologie et le service social. » (Ibid., p.454) Warren constate que la proportion des grévistes était assez fidèle au nombre d'étudiant-e-s composant ce groupe, ce qui semble toutefois cacher, à la lumière de mes données, une forte disparité entre le faible nombre de grévistes dans les programmes d'administration et d'économie (regroupé-e-s dans le tableau 2.5 dans la catégorie « économie et gestion »), versus leur grand nombre dans les autres programmes de cette catégorie (inclus dans la catégorie « sciences humaines/sociales » du tableau 2.5).

Les données collectées semblent donc démontrer un niveau d'appui et d'engagement dans la grève beaucoup plus fort chez les étudiant-e-s collégiaux en sciences humaines et en arts.

Au niveau de l'âge, 89 % des répondant-e-s ont 27 à 35 ans et l'âge moyen est de 31,6 ans. Cela est peu surprenant, considérant que 401 répondant-e-s (88 %) étudiaient au cégep ou au 1^{er} cycle universitaire en 2012, et avaient donc pour la plupart 17 à 25 ans. L'échantillon est relativement paritaire au niveau du genre, avec 222 femmes, 211 hommes et 24 personnes d'un genre « autre ». Également, seulement 22 répondant-e-s (5 %) sont Autochtones ou membres d'une minorité visible, ce qui est largement inférieur à la proportion de 2016 de 16,7 % des Québécois-e-s de 15 à 34 ans appartenant à une minorité visible (Statistique Canada, 2017). Bien qu'une piste d'explication partielle de cette sous-représentation soit que plusieurs groupes de minorités visibles favorisent les domaines scientifiques et du commerce comme domaine d'études (Brunet et Galarneau, 2022), soit des domaines ayant peu fait la grève, cette statistique semble être une preuve frappante de la « blancheur » du mouvement étudiant, décrite depuis plusieurs années par des militant-e-s étudiant-e-s racisé-e-s (ASSÉ, 2019; Comité Antiraciste de l'ASSÉ, 2016).

Un autre élément important à souligner est qu'un grand nombre de répondant-e-s avaient déjà au moins une expérience d'engagement avant la grève de 2012, comme c'était le cas des candidat-e-s du *Freedom Summer* dont 85 % militaient dans au moins une organisation politique avant l'été. C'est ce que montre ce tableau, qui catégorise l'intensité de leur engagement avant la grève (une variable synthétique dont le processus de codage est expliqué à l'annexe D) :

Tableau 2.6 Intensité de l'engagement avant la grève

	Fréquence	Pourcentage
Pas engagé-e	227	49,7%
Un peu engagé-e	149	32,6%
Modérément engagé-e	42	9,2%
Très engagé-e	39	8,5%

Il en ressort que le tiers des répondant-e-s étaient un peu engagé-e-s avant la grève, alors que 18 % étaient modérément ou très engagé-e-s. Le codage de cette variable m'a également amenée à constater qu'un nombre anormalement élevé de personnes avaient commencé à s'engager en 2004 ou en 2005, soit au moment de la grève étudiante de 2005, qui a été déclenchée pour contrer la

conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts. Sa durée de sept semaines et son sommet de 185 000 grévistes faisaient alors d'elle une mobilisation étudiante sans précédent (Lacoursière, 2008). Une analyse plus fine des données a permis de constater que 20 personnes semblent effectivement s'y être engagées, en étant alors âgées de 17 à 19 ans (pour 18 d'entre elles). Cela illustre une dynamique bien connue dans le mouvement étudiant, où il est fréquent que des militant-e-s ayant vécu une grande campagne de mobilisation (souvent au cégep) occupent des rôles centraux (souvent au niveau national) dans la planification et la coordination de la campagne nationale de grève suivante. Dans ce cas-ci, il s'avère que 19 des 20 grévistes de 2005 ont effectivement commencé leur engagement dès les débuts de la préparation de la grève en 2010, et 12 de ces dernier-e-s étaient fortement engagé-e-s durant la grève de 2012.

Cela introduit bien le dernier élément essentiel à aborder dans cette section, qui concerne l'intensité de l'engagement des répondant-e-s durant la grève :

Tableau 2.7 Intensité de l'engagement durant la grève

	Fréquence	Pourcentage
Peu engagé-e	125	27,4%
Modérément engagé-e	106	23,2%
Fortement engagé-e	66	14,4%
Très fortement engagé-e	160	35,0%

À nouveau, on y constate un engagement généralement fort des répondant-e-s (malgré des critères d'inclusion peu restrictifs), et afin d'y voir plus clair, voici d'abord trois tableaux qui précisent la période et le temps d'engagement des répondant-e-s :

Tableau 2.8 Moment du début de l'engagement dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité

	Fréquence	Pourcentage
Avant l'année 2011-12	148	32,6%
À la session d'automne 2011	129	28,4%
Au début de la session d'hiver 2012	73	16,1%
Lors du déclenchement de la grève	104	22,9%

Tableau 2.9 Nombre d'heures d'engagement par semaine avant le déclenchement de la grève

	Fréquence	Pourcentage
Pas engagé-e/0 heure	122	27,0%
1 à 5 heures	158	35,0%
6 à 15 heures	91	20,1%
16 à 30 heures	42	9,3%
31 à 45 heures	18	4,0%
46 à 60 heures	7	1,5%
61 à 75 heures	1	0,2%
Plus de 75 heures	13	2,9%

Tableau 2.10 Nombre d'heures d'engagement par semaine durant la grève:

	Fréquence	Pourcentage
1 à 5 heures	46	10,1%
6 à 15 heures	98	21,4%
16 à 30 heures	135	29,5%
31 à 45 heures	74	16,2%
46 à 60 heures	47	10,3%
61 à 75 heures	26	5,7%
Plus de 75 heures	31	6,8%

On constate que la majorité des répondant-e-s ont commencé à s'engager avant la session d'hiver 2012. Bien que cela était souvent avec une faible intensité (soit 1 à 5 heures par semaine), cela est compréhensible étant donné qu'il n'y avait pas encore de temps libéré par la grève pour militer davantage. Malgré tout, 21 personnes rapportent s'être investies plus de 45 heures par semaine avant le déclenchement de la grève, dont 13 pendant plus de 75 heures, et la majorité d'entre elles avaient commencé leur engagement au moins un an avant la grève! Pour ce qui est de l'engagement pendant la grève, le temps hebdomadaire consacré à des activités touchant de près ou de loin la grève est beaucoup plus grand. En effet, 30 % des répondant-e-s y ont consacré 16 à 30 heures, 32 % y ont consacré 31 à 75 heures, et 31 personnes (7 %) y ont consacré plus de 75 heures! Ce tableau dresse finalement le portrait des formes plus précises prises par l'engagement :

Tableau 2.11 Engagement des répondant-e-s dans des comités et événements durant la grève

	Fréquence	Pourcentage
Élu-e sur le conseil exécutif d'une association étudiante	177	38,7%
Comité mobilisation	210	46,0%
Autre type de groupe ou de comité	196	42,9%
Aucun des 3 choix ci-haut	106	23,2%
Assemblées générales	450	98,5%
Manifestations mensuelles du 22 (ex: 22 mars)	444	97,2%
Manifestations et actions diverses se tenant le jour	437	95,6%
Levées de cours/Piquetage	421	92,1%
Manifestations de soir/nocturnes	372	81,4%
Manifestations de casseroles	359	78,6%
Occupations ou blocages	289	63,2%
Congrès d'une association étudiante nationale	183	40,0%
Manifestation du Plan Nord (20 avril)	140	30,6%
Manifestation à Victoriaville (4 mai)	110	24,1%

On y constate notamment la participation d'une vaste majorité des répondant-e-s aux assemblées générales, aux diverses manifestations et aux levées de cours/piquetage, ainsi que la participation d'un grand nombre à des événements réunissant pourtant un plus faible nombre de participant-e-s, soit les occupations et blocages, les congrès et les manifestations du Plan Nord et de Victoriaville. Cela témoigne à nouveau de l'intensité de l'engagement des répondant-e-s durant la grève, qui est également visible par le nombre de manifestations auxquelles iels ont participé. En effet, 16 % ont participé à plus de 100 manifestations; 20 % ont participé à 51 à 100; 47 % ont participé à 11 à 50; alors que seulement 17 % ont participé à 1 à 10 manifestations²⁵. En voyant ces statistiques, il n'est pas étonnant que 90 % des répondant-e-s soient totalement en accord (65 %) ou en accord (25 %) avec l'énoncé « Durant la session d'hiver 2012, la grève a été le centre de ma vie. »

2.3 Conclusion du chapitre

Ce chapitre a d'abord permis de préciser la méthodologie mixte employée pour collecter les données, qui a reposé sur un questionnaire auto-administré en ligne, diffusé avec le réseau social Facebook et son application de messagerie Messenger. Des mises en garde ont également été faites sur les biais de l'échantillon qui, malgré une bonne représentativité régionale, n'est pas aléatoire et surreprésente grandement les grévistes les plus engagé-e-s en 2012. Finalement, les principales caractéristiques de l'échantillon ont été présentées, et seront à l'occasion mobilisées pour les analyses dans la suite de ce mémoire.

²⁵ En comparaison, dans le cadre de la recherche de Stolle et al. (2013), 15 491 étudiant-e-s de l'Université de Montréal, de l'UQAM et de l'Université McGill ont répondu en septembre 2012 à un questionnaire portant notamment sur leur participation à la grève de 2012. Pour les près de 7500 répondant-e-s (48% de l'échantillon) qui ont déclaré avoir participé à au moins une manifestation, leur participation moyenne n'a été qu'à sept manifestations, et seul-e-s 15% ont participé à 20 manifestations ou plus. Bien que ces 7500 personnes ne répondaient probablement pas toutes aux deux autres critères de recrutement de ma recherche, ces données sur un très grand échantillon illustrent bien à quel point mes 457 répondant-e-s étaient très engagé-e-s en comparaison de la population étudiante en général.

CHAPITRE 3

PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES : THÈME DE L'ENGAGEMENT

Dans ce chapitre et le suivant, je présenterai et analyserai de manière thématique les principaux faits saillants des données collectées. Ce chapitre portera uniquement sur le thème de l'engagement, qui est le plus central de ma recherche. Je parlerai d'abord de l'engagement des ex-grévistes dans la dernière décennie, je poursuivrai avec leur engagement actuel, et je terminerai avec les causes de réduction ou d'arrêt de leur militantisme. Le chapitre suivant traitera des trois autres thèmes, soit l'emploi, l'idéologie et les relations interpersonnelles.

3.1 Engagement dans la dernière décennie

Les ex-grévistes se sont fortement engagé-e-s dans la dernière décennie, à l'instar des volontaires du *Freedom Summer* et des soixante huitard-e-s, qui se sont ensuite engagé-e-s massivement dans les autres mouvements majeurs qui ont secoué leur pays. Ces tableaux présentent leurs réponses à la question portant sur leur degré d'implication au sein de 13 différentes luttes et activités politiques depuis la fin de la grève de 2012 :

Tableau 3.1 Degré d'implication dans différentes luttes et activités politiques depuis la fin de la grève de 2012

	Mouvement étudiant	Luttes contre l'austérité	Luttes écologistes	Mouvement féministe	Luttes antiracistes	Luttes syndicales	Brutalité policière
0 Pas impliqué-e	88	119	107	164 (46)	162 (1)	245	205
1 Impliqué-e à la marge	108	119	145	132 (64)	185 (11)	96	153
2 Modérément impliqué-e	119	119	148	86 (64)	83 (6)	60	73
3 Très impliqué-e	142	100	57	75 (72)	27 (4)	56	26
Moyenne	1,69	1,44	1,34	1,16 (1,66)	0,95 (1,59)	0,84	0,82
	Luttes autochtones	Luttes LGBTQ+	Élections provinciales	Élections municipales	Mouvement souverainiste	Élections fédérales	
0 Pas impliqué-e	200	249 (1)	323	353	359	390	
1 Impliqué-e à la marge	182	137 (8)	54	43	56	39	
2 Modérément impliqué-e	58	54 (9)	45	41	24	16	
3 Très impliqué-e	17	17 (6)	35	20	18	12	
Moyenne	0,76	0,65 (1,83)	0,54	0,40	0,35	0,23	

Les nombres entre parenthèses, respectivement, excluent les réponses des hommes (mouvement féministe); n'incluent que celles des personnes racisées (luttes antiracistes); et que celles des personnes de la diversité de genre (luttes LGBTQ+).

Tableau 3.2 Degré d'implication des répondant-e-s depuis la fin de la grève de 2012²⁶

	Fréquence	Pourcentage
0 point	19	4,2%
1-5 points	78	17,1%
6-10 points	112	24,5%
11-15 points	120	26,3%
16-20 points	87	19,0%
21 points et +	41	9,0%

Moyenne: 11,51 points

On constate d'une part que la grande majorité de l'échantillon (79 %), avec 6 points et plus, s'est engagée dans au moins quelques luttes et mouvements, et même que 28 % des répondant-e-s, avec 16 points et plus, se sont très fortement engagé-e-s, et ce, dans un grand nombre de luttes. On constate d'autre part un engagement particulièrement fort dans quatre luttes et mouvements, soit le mouvement étudiant, les luttes contre l'austérité et pour le financement des services publics, les luttes écologistes, et le mouvement féministe.

Outre ces quatre luttes, il est digne de mention que la lutte pour le droit au logement et contre la gentrification a été nommée par 19 personnes dans l'option « autres », alors qu'aucune autre lutte n'y a été nommée plus de deux fois. Si elle avait été incluse dans les choix, on peut donc s'attendre à ce que beaucoup plus de gens aient mentionné s'y engager. D'ailleurs, une personne témoigne avoir participé à la fondation d'un comité logement en région avec d'autres grévistes de 2012, et une deuxième, qui travaille aujourd'hui dans un comité logement à Montréal, a commenté avoir observé que plusieurs des jeunes travailleurs et travailleuses dans ce milieu ont eu comme premier engagement militant la grève étudiante de 2005 ou de 2012.

Dans les prochaines pages, j'apporterai quelques éléments contextuels et pistes d'analyse sur l'engagement dans plusieurs des luttes et mouvements présentés au tableau 3.1, à la lumière

²⁶ Pour chacun des 13 choix du tableau 3.1, être « impliqué-e à la marge » donnait 1 point, être « modérément impliqué-e » donnait 2 points, et être « très impliqué-e » donnait 3 points. En plus de ces 13 choix, la question donnait aussi l'option « autres », en demandant aux répondant-e-s de préciser les luttes et l'intensité de leur engagement. Ainsi, 46 personnes y ont mentionné une lutte (ce qui leur a donné 1 à 3 points supplémentaires), et 10 autres personnes ont précisé deux luttes et plus (ce qui leur a donné 2 à 10 points supplémentaires).

d'analyses plus transversales des données du questionnaire, de diverses lectures, et de mes propres observations participantes et discussions informelles avec des militant-e-s.

3.1.1 Du Sommet sur l'enseignement supérieur à la grève étudiante de 2015 contre l'austérité

L'ampleur de l'engagement dans le mouvement étudiant après la grève est frappante, car ce sont 369 personnes (81 %) qui ont continué de s'y engager. Cela peut sembler un peu surprenant, considérant l'essoufflement de la mobilisation à l'automne 2012, qui s'expliquait par l'épuisement post-grève des militant-e-s et le manque de temps causé par la reprise condensée des cours. Mais d'un autre côté, le mouvement étudiant s'avérait un lieu d'engagement organique, car la grande majorité des grévistes ont poursuivi leurs études plusieurs années après la grève, dans une période qui s'est avérée très mouvementée pour le mouvement étudiant. En effet, seul-e-s 12 répondant-e-s ont terminé leurs études en 2012, et 80 % des répondant-e-s étaient encore aux études trois ans après la grève, soit lors de la grève étudiante de 2015 contre l'austérité.

D'abord, bien que dans une moindre ampleur qu'au printemps, la lutte pour l'accessibilité à l'éducation supérieure s'est poursuivie en 2012-13, dans la foulée du Sommet sur l'enseignement supérieur organisé par le Parti québécois et tenu les 25 et 26 février 2013. L'ASSÉ a continué de mettre de l'avant la gratuité scolaire au cours de cette année-là, ce qui l'a amenée à boycotter le Sommet étant donné que ce scénario n'y était pas considéré (Teisceira-Lessard, 2013). Les fédérations étudiantes, de leur côté, formulaient une série de recommandations, parmi lesquelles figurait le gel des droits de scolarité. Elles sont donc ressorties très déçues du Sommet, où le gouvernement Marois a imposé leur indexation (Dutrisac, 2013). Ce dénouement, vécu par plusieurs grévistes comme une trahison, contribue à ce que 10 ans plus tard, iels soient encore très partagé-e-s à savoir si « la grève de 2012 a été une victoire » :

Tableau 3.3 Réponses à l'énoncé « La grève de 2012 a été une victoire. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	30	124	107	163	28
Pourcentage	6,6%	27,4%	23,7%	36,1%	6,2%

Avec 34 % des répondant-e-s en désaccord, 24 % neutres et 42 % en accord, ce tableau montre l'hétérogénéité des réponses. Également, un angle d'analyse intéressant est celui de l'association

étudiante nationale. En effet, 38 % des 281 répondant-e-s membres de la CLASSE voient la grève comme une défaite (contre seulement 28 % des non-membres), alors que seul-e-s 35 % la voient comme une victoire (contre 55 % des non-membres). Cela pourrait s'expliquer par les revendications plus larges et ambitieuses portées par la CLASSE (et donc ses membres), qui militaient en faveur de la gratuité scolaire, et espéraient des changements sociaux profonds, qui sauraient rompre avec le virage néolibéral emprunté par le Québec. Cela dit, cette analyse sociale plus large n'était pas propre qu'aux membres de la CLASSE, car 96 % des répondant-e-s sont totalement en accord (82 %) ou en accord (14 %) avec l'énoncé « Pour moi, la grève de 2012 portait une critique sociale beaucoup plus profonde que le seul enjeu de la hausse des frais de scolarité. »

Outre ces analyses statistiques, les commentaires des 40 répondant-e-s ayant précisé leur réponse s'avèrent aussi très riches. Alors que 13 personnes (souvent neutres sur l'énoncé) reconnaissent l'importance d'avoir bloqué la hausse²⁷, elles trouvent difficile de qualifier la grève d'une « victoire », tant celle-ci s'est avérée partielle, avec l'indexation des frais de scolarité et le retour de gouvernements de droite à partir de 2014. Cela a laissé plusieurs militant-e-s avec un sentiment d'amertume et d'échec, comme le précisent notamment sept personnes en commentaires, celles-ci étant en désaccord ou fortement en désaccord avec l'énoncé.

Il convient de souligner que les 20 autres personnes, qui ont des réponses partagées sur l'énoncé, insistent sur les gains sociaux plus « intangibles » que la grève a permis, en considérant son processus de politisation et de mobilisation comme une forme de victoire. Par exemple, tout en considérant que la grève a été un échec au niveau de ses revendications, une personne parle du « gain précieux [qu'a été] la formidable école politique de la grève », et une autre y voit « un grand succès de mobilisation collective et de solidarité ». Une troisième considère qu'elle a été « une école pour des milliers de personnes » et a permis « l'éveil politique et social d'une génération », et une dernière voit comme une victoire la reprise de possession du pouvoir collectif qu'elle a permis, la radicalisation des gens ainsi que la création de nouveaux liens entre militant-e-s.

²⁷ Deux d'entre elles témoignent même qu'elles n'auraient probablement pas pu poursuivre leurs études à l'université sans l'annulation de la hausse.

3.1.2 Mobilisations contre l'austérité en 2015

Dépassant la seule condition étudiante, la grève étudiante de 2015 s'opposait aux mesures d'austérité budgétaire mises en place par le gouvernement libéral de Philippe Couillard (élu en 2014), qui mettaient à mal les services publics. De manière plus secondaire, elle s'opposait également à l'exploitation d'hydrocarbures (Breton Fontaine, 2016). Cette grève, qui a été fortement réprimée et n'a pas permis l'obtention de gains concrets, a malgré tout pris une ampleur considérable, en atteignant un sommet de 130 000 grévistes (dont 55 000 en grève générale illimitée²⁸) à l'occasion de la manifestation nationale du 2 avril 2015 (ibid.). En plus de ces 130 000 grévistes, il est digne de mention que les étudiant-e-s de quatre facultés de médecine ont été en grève le 30 mars, afin de protester contre le projet de loi 20 du ministre de la Santé Gaétan Barrette (Lacoursière, 2015).

Toutefois, le mouvement a échoué dans son ambition de s'élargir en une grève sociale; les centrales syndicales ayant annoncé rapidement l'exclusion de la grève illégale comme moyen d'action, préférant attendre à l'automne que l'exercice de la grève devienne légal dans leur processus de négociation des conventions collectives (Leduc, 2015). Il y a toutefois eu comme exception la journée internationale des travailleurs et travailleuses du 1^{er} mai 2015, où une très forte mobilisation a réuni quelque 860 organisations (soit des associations étudiantes, des organismes communautaires et des syndicats – ceux-ci étant en grève illégale) dans une centaine d'actions locales à travers tout le Québec (FAE, 2015).

Après une fin hâtive de la grève étudiante au printemps, la mobilisation contre l'austérité a repris à l'automne, en étant cette fois principalement menée par les syndicats. Les grandes centrales syndicales, réunies dans un Front commun représentant 400 000 employé-e-s du secteur public, ont d'abord tenu des grèves tournantes régionales en octobre et novembre à raison de trois jours par région. Devant l'impasse des négociations, elles ont ensuite tenu une journée de grève nationale le 9 décembre 2015, qui s'est avérée la plus imposante journée de grève au Québec depuis 1972 (Scali, 2015). Une entente de principe a finalement été conclue le 17 décembre 2015 et adoptée par les membres, laissant toutefois plusieurs militant-e-s amer-e-s, car iels considéraient « que le potentiel

²⁸ La grève n'aura toutefois duré que quelques semaines pour la majorité de ces 55 000 grévistes.

de mobilisation offrait un bien meilleur rapport de force », qui aurait pu permettre d'obtenir plus de gains (Lacoursière, 2016, p.207). De plus, il était déploré par plusieurs que cette entente ne s'attaquait en rien au sous-financement des services publics.

Bien que mon questionnaire ne permette pas de savoir avec certitude le lieu d'engagement des 219 personnes rapportant s'être modérément ou fortement mobilisées contre l'austérité, il est possible de le deviner pour la majorité d'entre elles. D'abord, 148 de ces personnes (68 %) étaient encore aux études en 2015 et rapportent un engagement fort ou modéré dans le mouvement étudiant, ce qui laisse croire qu'elles ont milité durant la grève étudiante de 2015. Certaines témoignent même explicitement s'être senties « sur une lancée » suite à 2012 qui les a amenées à rester engagées dans le mouvement étudiant précisément jusqu'en 2015, mais avoir ensuite vécu durement cet « échec retentissant ». Malgré l'absence de gains et l'épuisement militant qu'elle a engendré, ce qui amène à voir cette grève étudiante comme un échec, il reste important de souligner que ce grand bassin de militant-e-s expérimenté-e-s a pu contribuer à l'ampleur prise par le mouvement et à la visibilité qu'a obtenu leur discours critique de l'austérité.

Pour les personnes n'étant plus aux études en 2015, seule une fraction d'entre elles précise son emploi à cette époque, mais cela permet malgré tout de voir que sept personnes modérément ou très engagées dans les luttes contre l'austérité travaillaient alors dans des organismes communautaires. Des travailleuses d'expérience du milieu communautaire m'ont également témoigné qu'elles ont senti que l'arrivée dans le milieu communautaire d'un grand nombre de militant-e-s ayant vécu la grève de 2012 a contribué à ramener le débat sur la grève comme moyen de lutte, et à valoriser celui-ci²⁹. Comme l'explique le MÉPACQ (2017, p.4), dans le contexte du communautaire, la grève est une interruption des activités régulières, généralement avec l'accord des membres et du conseil d'administration, afin d'« exiger du gouvernement un réinvestissement dans le communautaire, les services publics et les programmes sociaux. » Alors que les 2 et

²⁹ Ce phénomène présente des similitudes avec celui observé lors du retour des volontaires du *Freedom Summer* dans les États du Nord. Ils se sont retrouvé-e-s au cœur d'une importante mobilisation étudiante pour la liberté d'expression (le « Free Speech Movement »), pendant laquelle des discours et des stratégies du *Freedom Summer* (tels les slogans, les chansons, les sit-in, les « freedom classes » et le fonctionnement par démocratie directe) ont été repris (McAdam, 2012).

3 novembre 2015, ce sont 1431 organismes qui ont fait la grève, ce moyen d'action s'est répété depuis, notamment en novembre 2016, en février 2018 et en février 2022.

Finalement, un autre lieu d'engagement pour certain-e-s a été l'engagement syndical, parfois en tant que conseiller-e-s syndicaux, mais le plus souvent en tant qu'employé-e-s de la fonction publique (souvent dans le domaine de l'enseignement). En effet, sept personnes occupant ce type d'emplois en 2015 rapportent à la fois un fort engagement contre l'austérité et dans les luttes syndicales, et l'une d'elles témoigne également avoir participé à la création d'un collectif local regroupant les organismes communautaires, les associations étudiantes et les syndicats locaux pour sensibiliser la population de son quartier sur les politiques d'austérité mises de l'avant par les libéraux. Finalement, l'expérience de la grève de 2012, qui avait « démontré d'une façon éclatante que les militantes et les militants peuvent analyser des ententes, se prononcer et maîtriser les éléments clés de la négociation et de la mobilisation » (Lacoursière, 2016, p.207), a également été utilisée comme exemple pour inviter à ce que les structures syndicales favorisent une plus grande participation de « la base » militante dans tout le processus de mobilisation et de négociation entourant le renouvellement des conventions collectives.

3.1.3 Lutttes écologistes

Puisqu'elles arrivent au 3^e rang, il s'avère incontournable de glisser quelques mots sur les luttes écologistes, bien que les données du questionnaire apportent peu de précisions sur cet engagement, qui n'est presque jamais abordé en commentaires. Cela s'explique probablement par le fait que les luttes écologistes sont plus dans l'ère du temps aujourd'hui, et qu'elles rejoignent un grand nombre de gens au Québec, comme en attestent les deux immenses manifestations en 2019, qui s'inscrivaient dans le mouvement de grève mondiale pour le climat lancé par Greta Thunberg. En effet, faisant suite à l'immense mobilisation du 15 mars³⁰, la manifestation du 27 septembre 2019, à laquelle a pris part Greta Thunberg, a réuni 500 000 personnes dans les rues de Montréal, ce qui

³⁰ En cette première journée de grève mondiale pour le climat, 150 000 étudiant-e-s québécois-e-s étaient en grève, ainsi que des milliers d'élèves du secondaire, pour participer aux nombreuses manifestations régionales; celle de Montréal ayant réuni plus de 100 000 personnes (*La Presse*, 2019).

a fait de cette manifestation non seulement la plus importante de l'histoire du Québec, mais aussi la plus importante de la planète en cette journée de grève mondiale pour le climat (Léveillé, 2019).

Ainsi, l'engagement des répondant-e-s dans cette lutte semble davantage s'expliquer par son importance dans la société et par leur jeune âge — les changements climatiques affectant surtout l'avenir des plus jeunes — que par l'engagement massif de cette cohorte dans des groupes porteurs de cette lutte. D'une part, une telle hypothèse est cohérente avec ma propre observation participante du mouvement en 2019, qui m'a permis de constater que le mouvement de grève étudiante pour le climat était porté par une nouvelle vague d'étudiant-e-s, précédemment aucunement engagée dans le mouvement étudiant. D'autre part, l'engagement dans les luttes écologistes se fait surtout « à la marge » ou « modérément »; seulement 57 des 350 personnes engagées (16 %) l'étant fortement (alors que pour les trois autres luttes et mouvements les plus investis, ce sont près du tiers des répondant-e-s impliqué-e-s qui le sont fortement).

Parmi ces 57 répondant-e-s très impliqué-e-s, il est malgré tout digne de mention que neuf ont un emploi s'inscrivant dans les luttes écologistes, le plus souvent comme chargé-e-s de projet en environnement (par exemple dans un éco-quartier, un OBNL ou une municipalité). Plusieurs ont également des engagements bénévoles dans des groupes, organismes ou partis politiques s'inscrivant dans les luttes écologistes, et une personne témoigne qu'à l'université McGill, les assemblées suite à la grève étudiante ont mené au mouvement « Divest McGill », qui demande à l'université de désinvestir des énergies fossiles. Finalement, une hypothèse, que mes données ne permettent toutefois pas de valider, est que plusieurs personnes peuvent militer par leur emploi, sans que celui-ci s'inscrive directement dans les luttes écologistes. En effet, les récentes grèves pour le climat au Québec ont eu la particularité de s'élargir aux syndicats et aux organismes communautaires³¹, où un grand nombre d'ex-grévistes travaillent aujourd'hui (comme cela sera précisé dans le prochain chapitre).

³¹ Déjà en 2019, environ 5000 travailleurs et travailleuses étaient en grève le 27 septembre. Avec la reprise progressive des grèves pour le climat suite à la pandémie de Covid-19, le 23 septembre 2022, ce nombre a augmenté à 15 000, auxquels s'ajoutent plusieurs organismes communautaires (Shields, 2022).

3.1.4 Mouvement féministe

L'engagement dans le mouvement féministe arrive au 4^e rang, mais il serait presque au 1^{er} rang si on excluait les réponses des hommes. Bien que mon questionnaire ne permette pas d'avoir une vue exhaustive des formes prises par cet engagement, le milieu communautaire féministe se démarque par le grand nombre de femmes y travaillant ou s'y impliquant bénévolement. En effet, les centres de femmes, les maisons d'hébergement et les regroupements nationaux féministes sont le lieu d'emploi d'une dizaine de répondantes, et plusieurs autres s'engagent bénévolement dans ce genre d'organismes ou de regroupements. Cela est cohérent avec les observations que m'a partagées une travailleuse de longue date du milieu communautaire féministe, qui a constaté que l'arrivée de la cohorte des grévistes de 2012 s'y est fait sentir et a contribué au renouvellement du mouvement féministe, de par sa forte politisation et sa radicalité sur certaines questions féministes, mais aussi par son arrivée en grand nombre combinée à plusieurs départs à la retraite de travailleuses plus anciennes.

En plus de ces données sur l'emploi et les lieux d'engagement, de nombreuses femmes et personnes de la diversité de genre précisent en commentaires l'impact de la grève sur leur politisation et engagement féministe; en soulignant souvent être devenu-e-s féministes grâce à la grève. Par exemple, une personne, qui était la seule femme de son conseil exécutif, rapporte qu'il s'agissait de ses « premières expériences d'émancipation féministe ». Une deuxième affirme que « les critiques féministes de la grève ont été profondément influentes pour [elle] ». Une troisième considère que la grève a été son « éveil féministe », ce qui a « changé littéralement [les] dix dernières années [de sa vie] », autant au niveau de sa carrière, que de ses luttes et de son choix de sujet de mémoire. Puis, une quatrième, dans un long témoignage, mentionne entre autres s'être « reconnue pour la première fois comme une féministe en 2012 », en constatant durant la grève les dynamiques sexistes, autant à l'intérieur du mouvement étudiant que dans la répression de celui-ci. Cela l'a amenée à poursuivre aux cycles supérieurs à l'université, en faisant ses recherches de maîtrise et de doctorat dans une perspective féministe, et en étant aujourd'hui chercheuse en études féministes. Et dans la continuité de ce témoignage, une autre femme partage son impression que l'expérience de la grève pour les femmes a été très différente de celle des hommes, et constate que « 2012 a eu un impact important sur la mobilisation féministe », notamment en permettant « la rencontre de plusieurs [femmes] qui par la suite se sont rassemblées et mobilisées ensemble. »

Ce thème des amitiés féministes sera approfondi au prochain chapitre, mais ces deux témoignages d'un vécu différencié de la grève en tant que femmes rejoignent les analyses féministes faites sur la grève de 2012. En effet, bien que les écrits d'hommes soient de loin les plus abondants, l'ouvrage *Les femmes changent la lutte* (Surprenant et Bigaouette, 2013) a donné la parole à plusieurs femmes³², qui ont pu témoigner de l'apport des femmes dans le mouvement et de leur expérience féministe de la grève. Jeanne Reynolds, qui était co-porte-parole de la CLASSE, y témoigne par exemple qu'elle fait partie du grand nombre de femmes qui, pendant la grève, « ont fait l'expérience de la discrimination liée à leur sexe et des obstacles qu'elles avaient à franchir. » (Ibid, p. 49). Elle ajoute que « [l]a grève a amené une prise de conscience féministe et il s'agit d'un gain important. [...] C'était l'un des réveils de 2012. » (Ibid.) Dans la même lignée, Martine Desjardins, qui était présidente de la FEUQ, raconte plusieurs épisodes sexistes qu'elle a vécus avec les médias, et constate qu'« [i]l faut se battre pour que les médias comprennent qu'une femme peut mener les négociations avec le gouvernement, qu'elle peut faire des discours enflammés devant ses associations étudiantes pour les maintenir en grève. » (Ibid, p.111) Tout en reconnaissant, à son tour, que « [c]ette crise aura tout de même permis à plusieurs femmes de s'affirmer comme féministes, de comprendre ce que cela signifiait dans le cadre d'une lutte populaire. » (Ibid., p.116)

En complément de ces témoignages, le mémoire de Katherine Ruault (2017), qui porte sur les rapports sociaux de sexe dans l'action sociale opposée au néolibéralisme, s'avère particulièrement riche pour analyser avec un certain recul la place du féminisme à l'ASSÉ, qui est l'une des deux organisations étudiées dans sa recherche. Ruault souligne d'abord que par ses pratiques et discours féministes, l'ASSÉ pouvait s'avérer un excellent lieu d'apprentissage et de politisation féministe. En effet, l'ASSÉ avait comme pratiques, entre autres, la tenue d'ateliers et de formations féministes et l'existence d'un comité femmes non-mixte. Elle avait également adopté au fil des ans de nombreuses revendications féministes, et était tenue d'intégrer à son discours une analyse anti-sexiste. Et ce discours féministe servait aussi de levier d'éducation populaire sur les questions

³² Parmi ce qui m'apparaît être les cinq principaux ouvrages sur la grève de 2012, outre celui-ci qui fait figure d'exception, les quatre autres sont écrits uniquement ou majoritairement par des hommes : *Tenir tête*, de Gabriel Nadeau-Dubois (2013); *De l'école à la rue : dans les coulisses de la grève étudiante*, de Renaud Poirier St-Pierre et Philip Ethier (2013); *Printemps de force*, d'Arnaud Theurillat Cloutier (2017); et *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, dirigé par Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (2014), dans lequel sept des 13 chapitres sont écrits uniquement par des hommes, trois par des femmes et trois par des hommes et des femmes.

féministes chez ses propres militant-e-s et membres, en plus d'avoir un impact externe à l'organisation (notamment au niveau médiatique).

Toutefois, comme c'est fréquemment le cas dans les organisations mixtes, l'ASSÉ n'était pas exempte de dynamiques sexistes à l'intérieur même de sa structure, ce qui pouvait amener des femmes à quitter l'organisation, ou au contraire à s'unir afin de construire un rapport de force féministe et transformer l'organisation de l'intérieur. Un exemple de ces dynamiques sexistes, recensées par Ruault, est la division sexuelle du travail militant, où le travail productif tel que les réflexions stratégiques, la communication publique et la représentation externe, plus visible et valorisé, est majoritairement accompli par des hommes. Alors que les femmes font davantage du travail reproductif, fortement invisibilisé, tel que les tâches administratives et logistiques, le travail affectif, et le maintien de lien avec les groupes locaux. Une autre dynamique importante est la présence de rapports de pouvoir, majoritairement exercés par des hommes sur des femmes, qui peuvent notamment utiliser leur popularité, leur expérience militante et leur facilité à s'exprimer de la « bonne » manière pour imposer leurs points de vue.

De telles frustrations et blessures quant aux dynamiques sexistes internes au mouvement étudiant et à la secondarisation du féminisme ont d'ailleurs amené des militantes à lancer en 2016 une mobilisation nationale sur des bases féministes, en réclamant la rémunération de tous les stages (Berthiaume *et al.*, 2021). Cette revendication mettait en lumière l'iniquité entre les stages dans des domaines traditionnellement masculins (tels que le droit et le génie), qui sont rémunérés, et ceux dans les domaines traditionnellement féminins (tels que l'enseignement, le travail social et les soins infirmiers), qui ne le sont pas (Chartier, 2017). Cette mobilisation, qui a permis en 2019 l'obtention d'une modeste bourse (de 900 \$ à 4000 \$) pour les stages finaux d'un grand nombre de programmes d'études (Dion-Viens, 2019), a aujourd'hui été reprise par de nouvelles cohortes de stagiaires qui souhaitent une plus juste rémunération pour leur travail effectué en stage.

3.1.5 La répression de la grève de 2012 et l'engagement subséquent contre la brutalité policière

Bien qu'au 7^e rang, une autre lutte mérite attention, considérant son lien fort avec la grève de 2012. Il s'agit de la lutte contre la brutalité policière ou pour le définancement de la police. En effet, la grève de 2012 a été marquée par une répression sans précédent, avec plus de 3500 arrestations, de

nombreux cas de blessures graves³³, une loi spéciale liberticide et de nombreuses injonctions judiciaires (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014). Bien que la répression semble avoir davantage encouragé que freiné la mobilisation durant la grève³⁴, elle a ensuite forcé le mouvement étudiant et les personnes judiciarisées à consacrer beaucoup d'énergie à la lutte devant les tribunaux, pour faire tomber les accusations pesant contre elles, ou encore pour tenter des recours collectifs concernant des conditions de détention et d'arrestations illégales lors d'arrestations de masse³⁵ (Bourbeau, 2016; Dufour, 2016). Bien que longs et exigeants, ces recours n'auront pas été vains. Au moment d'écrire ces lignes, un règlement hors cour vient juste de survenir avec la Ville de Montréal dans le cadre de 16 actions collectives, en majorité liées à des arrestations de masse durant la grève de 2012. Ce règlement contenait l'obligation pour la Ville de s'excuser publiquement en reconnaissant que les arrestations de masse briment la liberté d'expression et d'association, et de verser six millions de dollars aux milliers d'arrêté-e-s, soit environ 1500 \$ par manifestant-e (une partie du montant global servant à payer les frais de leurs avocat-e-s) (Teisceira-Lessard, 2023). Une reconnaissance semblable a également été faite par la Ville de Gatineau en décembre 2022, dans le cadre d'une entente de règlement versant un total 725 000 \$ aux centaines de personnes ayant été victimes de l'arrestation de masse du 18 avril 2012 (Sabourin, 2022).

Et outre ces luttes juridiques, la répression a également eu des impacts variables sur les militant-e-s l'ayant subie; certain-e-s en ayant gardé des séquelles qui ont réduit leur volonté de manifester, alors que d'autres ont persévéré dans leur engagement, souvent en se radicalisant (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014). Ces phénomènes sont visibles dans l'échantillon, qui comporte 166 personnes (36 %) arrêtées ou blessées par la police durant la grève, ce qui a parfois laissé de lourdes conséquences sur leur vie. Pour ce qui est des 108 personnes arrêtées, 66 l'ont été lors d'arrestations

³³ Parmi les blessures les plus graves, on retient notamment celles de Maxence Valade et de Francis Grenier qui ont perdu un œil, blessés par des projectiles lancés par la police à travers la foule de manifestant-e-s. Ils ont tous les deux obtenu une indemnisation devant les tribunaux, qui ont reconnu l'abus commis par les policiers (Tanguay, 2022).

³⁴ Le meilleur exemple est sans doute la loi spéciale, qui a mené à un élargissement du mouvement (avec le « mouvement citoyen des casseroles ») plutôt qu'à son affaiblissement. Un second exemple est celui des injonctions imposant un retour en classe, qui ont elles aussi été largement défiées. Ainsi, malgré leur multiplication (Dufour (2016) en a répertorié 63), pratiquement aucune administration d'établissement postsecondaire n'a réussi à les appliquer (Savard et Cyr, 2014).

³⁵ Bien que ces recours collectifs s'avéraient moins une « obligation », les militant-e-s avec qui Dufour (2016, p.32) s'est entenu considéraient que leur engagement dans ces processus très éprouvants n'était « pas un choix, mais davantage une obligation de "posture militante", afin de défendre le droit à la contestation dans une société démocratique. »

de masse, sept ont fait l'objet uniquement d'une arrestation ciblée, 11 ont été relâchées sans accusations, et 24 ont fait face à des accusations criminelles. Bien que leurs accusations aient généralement été abandonnées, ces arrestations impliquaient souvent de longues heures de détention sans accès à de l'eau, de la nourriture ou des toilettes, et pouvaient s'accompagner de conditions de remises en liberté parfois très restrictives pour la poursuite de la lutte, celles-ci pouvant aller jusqu'à l'interdiction complète de manifester ou d'être sur le territoire de la Ville de Montréal. Pour ce qui est des 100 personnes blessées³⁶, certaines rapportent que la violence était tellement fréquente qu'il devenait presque banal de recevoir quelques coups de matraque et d'avoir des ecchymoses; d'être affecté quelques jours par le gaz lacrymogène ou le poivre de Cayenne; ou encore de souffrir d'une « légère » blessure psychologique. Et 22 répondant-e-s rapportent des conséquences plus graves, soit d'importants traumatismes psychologiques, des fractures, des hémorragies internes, ou encore des problèmes respiratoires persistants.

Ces expériences pénibles avec la police ont contribué à ce que ce groupe s'engage contre la brutalité policière. En effet, 72 % des 166 personnes arrêtées ou blessées se sont engagées à différents niveaux dans cette lutte, contre 45 % du reste de l'échantillon. Plus spécifiquement, parmi les 93 personnes modérément ou très impliquées dans la lutte, 57 (61 %) ont été arrêtées et possiblement judiciarisées. En plus des recours collectifs victorieux décrits précédemment et de l'annulation de la vaste majorité des constats d'infraction, la mobilisation devant les tribunaux a permis de faire invalider l'article 500.1 du Code de la sécurité routière qui « interdis[ait] [...] de manifester dans la rue sans que les entraves à la circulation aient d'abord été approuvées »; ainsi que les articles les plus controversés des règlements municipaux P-6 (à Montréal) et 19-2 (à Québec), qui obligeaient de fournir l'itinéraire à la police lors de manifestations, et interdisait (à Montréal seulement) de se couvrir le visage « sans motif raisonnable » avec un foulard ou un masque (Corriveau, 2019; Gagné, 2016; Rémillard, 2022).

3.1.6 Un faible engagement dans le mouvement souverainiste et les élections fédérales

Le tableau 3.1 montre que le degré d'implication des répondant-e-s en politique partisane est relativement faible en comparaison des autres luttes et mouvements. Cela dit, il demeure très élevé en comparaison des données de Statistique Canada (2018) qui rapporte que 4,3 % des Canadien-

³⁶ À noter que 42 personnes ont été arrêtées et blessées, ce qui explique le total de 166.

ne-s de 15 ans et plus étaient membres ou participant-e-s d'un parti politique en 2013, et seulement 1,9 % s'y sont impliqué-e-s comme bénévoles. Il est donc assez frappant que 172 répondant-e-s (38 %) se soient engagé-e-s en politique partisane dans la dernière décennie, dont 134 aux élections provinciales, 104 aux élections municipales et 67 aux élections fédérales³⁷.

Au palier provincial, 97 personnes se sont engagées à Québec solidaire. C'est majoritairement pour les élections de 2018 qu'elles ont rejoint le parti, et leur engagement s'est souvent poursuivi en vue de celles de 2022. Il y a aussi eu 26 personnes impliquées au Parti québécois, mais généralement seulement lors des élections de 2012 et de 2014. En effet, seules cinq personnes y ont poursuivi leur engagement en 2018 ou 2022, tandis que huit l'ont plutôt poursuivi à Québec solidaire³⁸. L'une de ces personnes témoigne d'ailleurs avoir cessé de s'engager suite à l'élection de Jean-François Lisée à la chefferie du Parti québécois (en 2016), car elle lui a fait « perdre espoir qu'il était possible de faire quelque chose avec ce véhicule politique », et une autre renchérit en précisant avoir quitté le parti en 2017 car il « s'éloignait toujours plus de [s]es valeurs ». Finalement, 13 personnes ont milité à Option nationale (qui a fusionné à Québec solidaire en 2017 – huit personnes y ont d'ailleurs poursuivi leur engagement), et trois personnes ont milité dans d'autres partis³⁹.

Au palier municipal, cet engagement s'est majoritairement fait pour les élections de 2017 et de 2021. Il a eu lieu dans une grande diversité de villes, et seul le parti Projet Montréal est fréquemment nommé (23 fois). Finalement, au palier fédéral, l'engagement est significativement plus faible et, contrairement aux autres paliers, il n'a pas augmenté pour les élections plus récentes, restant donc similaire en 2015, 2019 et 2021. Parmi les 45 personnes ayant précisé leur engagement⁴⁰, 19 ont milité pour le Nouveau Parti démocratique, 18 pour le Bloc québécois, cinq pour le Parti libéral du Canada et trois pour le Parti communiste du Canada.

³⁷ 43 personnes se sont engagées à deux de ces paliers, et 45 se sont engagées aux trois niveaux.

³⁸ Ce mouvement dans l'engagement des jeunes suit d'ailleurs celui observé dans les intentions de vote. Durant la campagne électorale de 2022, un sondage estimait que Québec solidaire obtenait l'appui de 36 % des 18-34 ans, alors que le Parti québécois ne recueillait les appuis que de 11 % de cette tranche d'âge (Yakabuski, 2022).

³⁹ Ces partis sont le Parti libéral du Québec, le Parti conservateur du Québec et le Parti marxiste-léniniste du Québec.

⁴⁰ Les questions demandant de préciser l'engagement partisan comptent en moyenne 21 % de données manquantes (10 pour les partis provinciaux, 22 pour les partis fédéraux et 34 pour la politique municipale).

Finalement, un autre fait saillant du tableau 3.1 est le faible engagement dans le mouvement souverainiste. Ainsi, même s'il y a longtemps eu des liens forts entre cette lutte et d'autres mouvements sociaux⁴¹, les réponses des 457 répondant-e-s montrent que cette lutte semble maintenant assez peu investie par les nouvelles générations de militant-e-s. Cela dit, il est intéressant de noter que 63 des 98 personnes engagées dans le mouvement souverainiste se sont également engagées dans un ou des partis politiques souverainistes. Mais, alors que toutes les personnes engagées à Option nationale et au Bloc québécois rapportent un engagement dans le mouvement souverainiste, elles sont 5 sur 26 (19 %) à ne pas le faire pour le Parti québécois, et 54 sur 97 (56 %) pour Québec solidaire. Une telle statistique, très frappante pour Québec solidaire, est toutefois cohérente avec sa plateforme et son discours médiatique, où la souveraineté occupe une place plutôt secondaire à côté des engagements liés à l'environnement, à la lutte à la pauvreté, aux services publics et au logement (Québec solidaire, 2018, 2022).

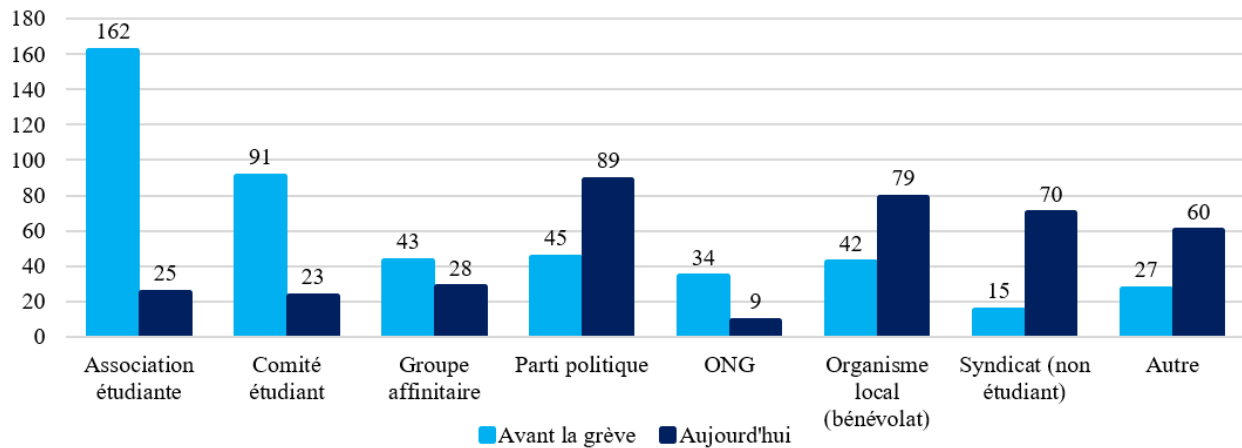
3.2 Engagement actuel

L'engagement actuel des répondant-e-s a été mesuré à l'aide de trois questions, qui portaient sur les engagements actuels dans des organisations politiques et sur le nombre d'heures d'engagement par semaine (bénévole et salarié). D'abord, 234 répondant-e-s (51 %) s'engagent actuellement dans au moins une organisation politique. La figure suivante⁴² illustre dans quels types d'organisations politiques se font leurs engagements, et permet de faire une comparaison avec les organisations politiques investies par les répondant-e-s avant la grève de 2012 :

⁴¹ Par exemple, dès 1980, Gérald Larose appelait le mouvement syndical « à faire de la question nationale un levier pour la question sociale. » (Boudreau, 2011, p.218-219) Et en 1990, les centrales syndicales et la Fédération des femmes du Québec ont pris position en faveur de la souveraineté. Ces appuis se sont toutefois effrités dès 1996, soit au lendemain de l'échec du 2^e référendum et dans le contexte du « déficit zéro » de Lucien Bouchard, qui a fait apparaître « d'importantes fissures [...] dans le bloc social qui s'était coalisé autour du projet de souveraineté. » (Ibid., p.220)

⁴² Cette figure est le fruit d'une vérification rigoureuse des données, qui a mené à la modification de plusieurs réponses. Pour les engagements aujourd'hui, j'ai dû en supprimer 21 (4 car ils n'étaient aucunement politiques, 7 car ils étaient des engagements étudiants aujourd'hui terminés, 5 car ils étaient des engagements salariés dans des organismes locaux (alors que la question parlait d'engagements bénévoles), et 5 autres car les personnes étaient des membres non engagé-e-s de partis politiques.) J'ai également ajouté 21 engagements à Québec solidaire, car les répondant-e-s avaient mentionné à la question 21.3 s'engager pour Québec solidaire lors de l'élection de 2022, mais n'avaient pas mentionné le parti dans leurs engagements actuels. Pour les engagements avant la grève, j'ai dû en supprimer 19 (10 car ils n'étaient aucunement politiques, 7 car ils n'avaient pas commencé avant l'année 2011-12 et 2 car ils étaient entièrement liés à la grève). Pour les deux temporalités, j'ai également recatégorisé plusieurs engagements d'un type d'organisation politique à l'autre, afin d'assurer une uniformité. Il faut finalement noter que 167 engagements (sur 842) n'étaient pas précisés, ce qui m'a empêchée de valider leur pertinence et leur catégorisation.

Figure 3.1 Nombre de répondant-e-s engagé-e-s dans différents types d'organisations politiques



On constate d'abord que trois organisations politiques sont aujourd'hui investies par un grand nombre de répondant-e-s, soit les partis politiques (89 personnes), les organismes locaux (79 personnes) et les syndicats (70 personnes). Ces données sont fidèles à l'analyse d'Ancelevici et Guzmán-Concha (2019) qui, bien que n'ayant pas de données systématiques pour quantifier le phénomène, constataient qu'un des impacts durables de la grève de 2012 était l'entrée de plusieurs de ses militant-e-s dans des organisations sociopolitiques, soit principalement les groupes communautaires, les syndicats et Québec solidaire. La figure permet également de constater un important changement dans les lieux d'engagement, qui étaient principalement, avant la grève, les associations étudiantes (162 personnes) et les comités étudiants (91 personnes). Bien que de grande ampleur dans ce cas-ci, un tel changement est en soi peu surprenant, considérant que les répondant-e-s ont en très grande majorité terminé leurs études (seulement 89 sont encore aux études à temps plein, dont 47 sont au doctorat ou postdoctorat⁴³, et 55 sont aux études à temps partiel). Également, ils sont à un stade de leur vie qui les amène souvent à côtoyer des milieux différents de ceux côtoyés durant leurs années d'études, tels que des syndicats et des organismes s'adressant aux jeunes familles.

Une analyse plus fine des résultats à l'intérieur de chaque catégorie fait également ressortir quelques constats intéressants. D'abord, comme cela a été expliqué dans la section précédente, il y

⁴³ Aucune question ne permettait de connaître directement cette information, mais certain-e-s répondant-e-s l'ont spécifié dans leur emploi, et j'ai assumé qu'à moins d'indications contraires, les personnes encore aux études après avoir complété une maîtrise étaient au doctorat.

a eu beaucoup de mouvement au sein des partis politiques. Alors qu'avant la grève, l'engagement se faisait surtout à Québec solidaire (20 personnes) et au Parti québécois (14 personnes), il se fait aujourd'hui presque exclusivement à Québec solidaire (71 personnes) ou en politique municipale (9 personnes à Projet Montréal, et 6 dans des partis municipaux hors Montréal). De plus, seules 18 des 45 personnes engagées dans un parti politique avant la grève le sont encore aujourd'hui, ce qui témoigne d'un renouvellement dans l'engagement en politique partisane. Pour les ONG, il est frappant de constater que seules neuf personnes s'y engagent aujourd'hui, alors que plusieurs répondant-e-s s'engageaient dans des organisations telles qu'Amnistie internationale (11 personnes) et Greenpeace (6 personnes) avant la grève. Cela amène à croire qu'il s'agit d'un type d'engagement plus fréquent à l'école secondaire que dans la vie adulte. Finalement, dans la catégorie « Autre », deux types d'engagement fréquemment nommés aujourd'hui sont les coopératives d'habitation⁴⁴ (17 personnes) et les regroupements nationaux tels que l'Association des juristes progressistes (5 personnes) et la Fédération des femmes du Québec (4 personnes).

Ces engagements sont le plus souvent bénévoles, bien que 95 personnes militent également à travers leur emploi, et que 16 autres militent exclusivement à travers celui-ci. Les tableaux suivants montrent également que ce sont généralement 1 à 5 heures par semaine qui sont consacrées à l'engagement bénévole, tandis que le temps consacré à l'engagement salarié est très variable :

Tableau 3.4 Temps consacré chaque semaine aux activités militantes de façon bénévole

	Fréquence	Pourcentage
0 heure	178	38,9%
1 à 5 heures	217	47,5%
6 à 10 heures	34	7,4%
11 à 20 heures	24	5,3%
Plus de 20 heures	4	0,9%

Tableau 3.5 Temps consacré chaque semaine aux activités militantes de façon salariée

	Fréquence	Pourcentage
0 heure	342	75,5%
1 à 5 heures	36	7,9%
6 à 10 heures	11	2,4%
11 à 20 heures	16	3,5%
21 à 30 heures	16	3,5%
31 à 40 heures	20	4,4%
Plus de 40 heures	12	2,6%

Il est intéressant de noter que la majorité des 48 personnes consacrant plus de 20 heures par semaine à des activités militantes salariées occupent un emploi soit dans un syndicat (18 personnes,

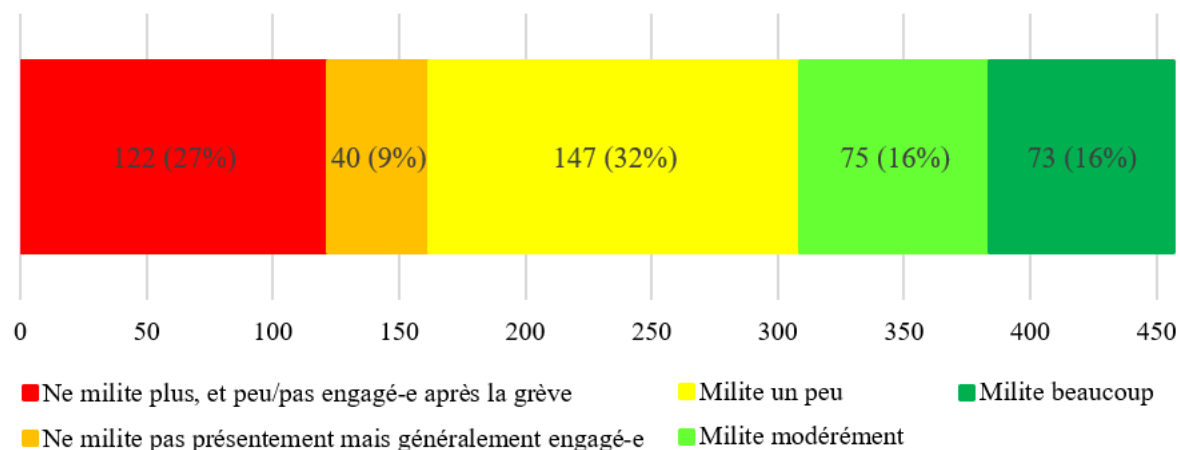
⁴⁴ Une répondante précise d'ailleurs à propos de son engagement dans une coopérative d'habitation que c'est la grève qui l'a amenée à s'intéresser aux formes d'organisation coopératives et horizontales, et que son expérience de la grève l'a énormément outillée pour ce type d'environnement.

dont 14 sont conseillères syndicales) ou dans un organisme communautaire (17 personnes, qui ont généralement des postes d'organisation communautaire, de mobilisation ou de coordination). Finalement, plusieurs des personnes déclarant consacrer 1 à 5 heures par semaine aux activités militantes salariées le font par leur syndicat, par exemple en étant membres de comités ou en faisant partie de l'exécutif syndical. Cela porte donc à 37 (sur 70) le nombre de personnes engagées dans un syndicat de façon salariée.

3.2.1 Création d'une variable synthétique sur l'intensité actuelle de l'engagement

Afin de présenter un portrait plus global de l'engagement des grévistes aujourd'hui, j'ai créé une troisième variable synthétique principalement basée sur les données présentées dans les pages précédentes. Comme expliqué à l'annexe D, j'ai donc réalisé un codage manuel pour chacun-e des 457 répondant-e-s, dont les données sont présentées dans la figure suivante :

Figure 3.2 Intensité actuelle de l'engagement des grévistes de 2012



Cette catégorisation permet d'abord de constater que 73 répondant-e-s militent beaucoup, 75 militent modérément et 147 militent un peu, ce qui veut dire qu'un total de 295 répondant-e-s (64 %) militent encore présentement à différents degrés d'intensité. Comme expliqué à l'annexe D, les personnes militant un peu (qui représentent la moitié des personnes engagées présentement) consacrent généralement 1 à 5 heures par semaine à un seul engagement, tandis que les personnes qui militent modérément ou beaucoup ont souvent trois engagements ou plus ou s'engagent plus de 10 heures par semaine. D'ailleurs, pour 57 de ces 148 personnes (39 %), leur engagement passe principalement par leur emploi.

À l’opposé, 122 personnes (27 %) ont complètement cessé de militer, soit une proportion non négligeable et significativement plus grande que celle de 11 % observée chez les soixante huitard-e-s (Pette et Sommier, 2018)⁴⁵. Plusieurs causes de ce désengagement seront présentées à la section 3.3, mais en plus de celles-ci, une piste d’explication est que l’intensité de l’engagement durant la grève était très variable d’une personne à l’autre; certaines s’y étant dévouées corps et âme, tandis que d’autres s’y sont engagées plus à la marge. Un plus faible engagement durant la grève a pu rendre l’expérience moins transformatrice, et c’est ce que confirment mes données, car parmi les 125 répondant-e-s peu engagé-e-s durant la grève, 55 (44 %) ont cessé de militer après la grève (contre 20 % pour le reste des répondant-e-s). Cela dit, comme expliqué au chapitre 2, la variable de l’intensité de l’engagement avant la grève est aussi une variable explicative importante, car les personnes déjà militantes avant la grève étaient souvent fortement engagées pendant celle-ci. Dans leur cas, c’est l’intensité de l’engagement avant la grève qui explique le plus la continuité de leur engagement aujourd’hui⁴⁶.

3.2.2 Impact de la grève sur l’engagement actuel

Dans la continuité de l’analyse précédente, cette section cherchera à évaluer la part d’impact de la grève de 2012 sur l’engagement actuel des répondant-e-s, à partir de leurs réponses à l’énoncé « Sans la grève de 2012, je ne serais probablement pas autant engagé-e socialement aujourd’hui » :

Tableau 3.6 Réponses à l’énoncé « Sans la grève de 2012, je ne serais probablement pas autant engagé-e socialement aujourd’hui. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	26	83	79	120	135
Pourcentage	5,9%	18,7%	17,8%	27,1%	30,5%

⁴⁵ Cette statistique n’est pas donnée clairement pour les volontaires du *Freedom Summer*, mais il est mentionné qu’au moment de la recherche, « la moitié [des volontaires] ne participe à aucune lutte, et 30 % ne sont membres d’aucune organisation politique. » (McAdam, 2012, p.358) Pour un certain nombre, il pourrait s’agir uniquement d’une interruption temporaire de leur militantisme, notamment due au climat politique difficile du début des années 1980 et à un certain pessimisme quant à la possibilité de transformer la société grâce aux luttes sociales.

⁴⁶ Afin d’isoler l’impact de l’intensité de l’engagement pendant la grève, j’ai fait la même comparaison, mais seulement avec les 227 personnes pas du tout engagées avant la grève. Cette comparaison montre une différence semblable à celle de l’ensemble de l’échantillon : parmi les 81 personnes qui étaient peu engagées pendant la grève, 41 (51 %) ont cessé de militer, contre seulement 36 des 146 personnes (25 %) plus fortement engagées pendant la grève.

Ce tableau montre que 58 % des répondant-e-s sont en accord (27 %) ou totalement en accord (31 %) avec l'énoncé, ce qui témoigne que la majorité des répondant-e-s considèrent que leur participation à la grève a eu un impact sur leur engagement actuel. Leurs commentaires permettent de mettre en lumière deux dynamiques opposées, qui peuvent être généralisées à un plus grand nombre de répondant-e-s grâce à des analyses statistiques.

D'abord, plusieurs personnes souvent neutres ou en désaccord avec l'énoncé disent considérer la grève davantage comme un accélérateur ou un catalyseur de leur engagement. Elles la décrivent comme un moment de lutte mémorable qui leur aura parfois permis pour la première fois de leur vie de profondément incarner leurs valeurs et se battre pour leurs idéaux, bien qu'elles croient qu'elles auraient fini par être engagées de manière semblable aujourd'hui s'il n'y avait pas eu la grève. Deux répondant-e-s précisent ainsi leur réponse :

La grève a été un catalyseur important de mon identité militante et de la place que la justice sociale prend dans plusieurs sphères de ma vie (académique, professionnelle, etc.). Cependant, cette « fibre » militante sommeillait déjà en moi, et donc il est difficile pour moi de dire que sans la grève, je ne serais pas politisé.

Je pense que le printemps 2012 a eu un impact via toutes ses composantes et pas juste la grève – les AG, les manifs, les prises de paroles, la mobilisation. 2012 a servi de catalyseur pour cristalliser mon désir d'engagement dans le mouvement étudiant, puis cette implication-là m'a poussée à m'impliquer encore plus loin [...] ça a ouvert une porte qui ne se refermera pas, je pense :).

Un exemple plus extrême de cette dynamique touche les 39 personnes déjà très engagées avant la grève de 2012 qui, comme l'illustre cette femme, l'ont souvent vécue davantage comme une continuité dans leur parcours plutôt qu'un éveil militant :

Comme je n'étais pas jeune [...] que j'étais déjà maman et [très] impliquée [...] la grève de 2012 a joué un rôle beaucoup plus important dans mon espoir face à la mobilisation citoyenne que dans le développement de mon identité comme ce fut probablement plus le cas pour les étudiant-e-s plus jeunes.⁴⁷

⁴⁷ À noter que la variable de l'âge mise de l'avant par cette répondante a effectivement un impact statistique : alors que l'âge moyen de l'échantillon est de 31,6 ans, il est de 34,4 ans pour son sous-groupe de 39 répondant-e-s, et de 30,9 ans pour le sous-groupe de 59 répondant-e-s attribuant leur fort engagement actuel à la grève.

Cela est cohérent avec la littérature sur la socialisation politique, qui explique qu'« un événement peut avoir de puissants effets sur une personne largement inexpérimentée », ceux-ci ont tendance à être moins forts chez les personnes qui ont déjà vécu des expériences de socialisation (Ihl, 2002, p.142). D'ailleurs, 26 de ces 39 personnes ont répondu être en désaccord avec l'énoncé, bien que 20 d'entre elles militent encore modérément ou beaucoup aujourd'hui, ce qui démontre clairement qu'en majorité, ce sous-groupe de répondant-e-s n'attribue pas son engagement actuel à la grève.

À l'opposé, un autre sous-groupe de 59 répondant-e-s se démarque pour le phénomène inverse, soit l'attribution de leur fort engagement actuel à la grève. En effet, ces 59 personnes, toutes totalement en accord avec l'énoncé, militent modérément ou beaucoup aujourd'hui. Le fait probablement le plus saillant sur ce groupe est que 35 d'entre elles (59 %), dont 22 femmes, n'étaient pas du tout engagées avant la grève. Comme l'illustre cette sélection de commentaires, ces 35 personnes sont nombreuses à avoir précisé les impacts de la grève sur leur engagement :

Aujourd'hui, je travaille à temps plein dans le milieu communautaire. Je milite pour plus de justice sociale en santé et je suis membre active de plusieurs groupes militants comme Ma place au travail, la FFQ, la Coalition pour la pratique sage-femme et Mères au front.

Je pense que la grève de 2012 a changé ma trajectoire de vie et surtout m'a donné un sentiment d'appartenance à la société québécoise. Avant 2012, j'étais politisée, mais davantage par les enjeux internationaux, même si je m'intéressais à la "politique" québécoise. Ma participation à un mouvement social, et surtout de cette ampleur, a changé mon rapport aux enjeux politiques au Québec.

Ça a politisé mon indignation face aux inégalités sociales et ça m'a appris l'importance de la canaliser dans un engagement militant, rémunéré ou non. Un élément important que j'ai retenu de la grève, et qui marque fortement ma pratique en éducation populaire, est que c'est en luttant qu'on se politise.

[Avant 2012, je] ne m'informais pas vraiment sur ce qui se passait dans l'actualité, je ne m'intéressais pas aux élections, je n'étais pas impliquée dans aucune cause ou auprès d'aucun organisme. 2012 m'a ouvert les yeux sur l'importance de s'intéresser à la politique, qui a des impacts majeurs sur nos vies et notre société. Je suis passée de "je ne m'intéresse pas du tout à la politique" à aller étudier en science politique, et j'ai commencé à m'impliquer auprès de partis politiques. [...] Depuis 2012, je cherche à donner un sens plus large à mes actions, à mon travail, à mes implications. Je ressens constamment le besoin de faire changer les choses.

Il y avait un réel espoir d'un mouvement vers quelque chose de nouveau. On n'était pas des enfants, mais des citoyens de demain. Depuis 2012, je me considère comme militant à temps plein et travaillant pour seulement subvenir à mes besoins de base.

Cela démontre donc que la grève a contribué à ce qu'un nombre significatif de répondant-e-s s'engagent politiquement. Cela est particulièrement le cas chez les femmes et les personnes de la diversité de genre (qui sont 35 % à être totalement en accord avec l'énoncé, contre 25 % pour les hommes), ainsi que chez les personnes pas engagées avant la grève (qui sont 40 % à être totalement en accord avec l'énoncé, contre 21 % des autres).

3.3 Causes d'un plus faible engagement

La figure 3.2 montre un portrait contrasté de l'engagement des grévistes de 2012 aujourd'hui, et cette section tentera d'en éclairer certaines causes. Mon questionnaire comptait deux questions sur les périodes de désengagement et leurs causes, dont voici la compilation des réponses :

Tableau 3.7 Choix de réponse sélectionné à la question « Y a-t-il eu des périodes, depuis 2012, où vous n'étiez pas du tout actif/active dans les luttes sociales? »⁴⁸

	Fréquence	Pourcentage
Oui, j'ai complètement cessé de militer après la grève de 2012	54	12,1%
Oui, j'ai cessé de militer pendant certaines périodes de temps	241	53,8%
Non, mais il m'est arrivé de réduire beaucoup mon engagement	130	29,0%
Non, j'ai toujours continué de militer avec une intensité semblable	23	5,1%

⁴⁸ À noter que j'ai reclassé six personnes ayant déclaré avoir « complètement cessé de militer après la grève de 2012 » dans la catégorie « Oui, j'ai cessé de militer pendant certaines périodes de temps », car certains de leurs commentaires ainsi que leurs réponses aux questions portant sur l'engagement aujourd'hui démontraient que bien qu'elles aient cessé de militer durant plusieurs années, elles sont un peu engagées aujourd'hui.

Tableau 3.8 Choix de réponses sélectionnés à la question « Pour quelle(s) raison(s) avez-vous réduit ou cessé votre militantisme? »

	Fréquence	Pourcentage
Par manque de temps	243	57,2%
Par manque d'énergie ou de motivation	231	54,4%
Je ne trouvais pas de groupe dans lequel je me sentais bien/j'avais du plaisir à militer	146	34,4%
Le contexte social et politique ne me semblait pas propice et stimulant pour mener des luttes sociales	125	29,4%
Mon engagement m'a amené-e à faire un <i>burnout</i>	109	25,6%
Mon engagement m'a amené-e à faire une dépression	81	19,1%
Je ne croyais plus en l'efficacité des luttes sociales pour changer la société	75	17,6%
J'ai quitté/perdu mon emploi, et c'est à travers cet emploi que je militais	15	3,5%
Mon réseau social (ex. famille, ami-e-s) critiquait mon engagement	8	1,9%

À noter que cette question s'affichait seulement pour les répondant-e-s ayant sélectionné l'une des trois premières options à la question précédente. Seul-e-s 425 répondant-e-s y ont donc répondu.

Le premier tableau montre qu'une majorité de personnes a « cessé de militer pendant certaines périodes de temps », alors que rares sont celles qui ont « toujours continué de militer avec une intensité semblable ». Cela est cohérent avec ce qui a été observé chez les soixante-huitard-e-s, chez qui un mélange de facteurs personnels (tels que la maladie, la parentalité ou le début d'une carrière professionnelle) et de facteurs externes (comme les périodes plus « sombres » sur le plan politique) explique que « nombreux sont les parcours faits de défections temporaires, de déprises et de reprises, de reconversions. » (Masplet *et al.*, 2018, p.942)

Le deuxième tableau montre les causes les plus fréquentes d'un plus faible engagement chez les ex-grévistes, grâce aux propositions de choix de réponse qui ont généralement rejoint un grand nombre de répondant-e-s (seulement 19 personnes n'en ont coché aucun, et en moyenne, chaque personne a coché 2,43 choix⁴⁹). En plus de ces choix de réponses à sélectionner, les répondant-e-s étaient invité-e-s à préciser en commentaires d'autres causes de désengagement, ainsi qu'à donner plus de détails sur leur vécu. C'est ce que 192 personnes ont fait, et une analyse exhaustive de leurs commentaires a fait émerger de manière inductive 10 catégories (dont deux recoupent toutefois le choix « par manque de temps »). Dans les prochaines sous-sections, j'aborderai d'abord la cause la plus fréquemment invoquée, soit le manque de temps, pour ensuite me pencher sur le nombre

⁴⁹ Bien que le choix « par manque d'énergie ou de motivation » recoupe légèrement d'autres choix, aucune combinaison de choix n'est quasi systématiquement choisie ensemble. Il est aussi intéressant de noter que le manque de temps est le choix le plus souvent invoqué seul (58 fois), loin devant le 2^e choix qui est le manque d'énergie et de motivation (16 fois).

préoccupant de *burnouts* et de dépressions déclarés, puis terminer avec la présentation des autres causes qui ont émergé grâce à l'analyse des commentaires.

3.3.1 Manque de temps

Considérant que les grévistes de 2012 sont maintenant des adultes âgé-e-s de 27 ans et plus, il n'est pas surprenant que le manque de temps soit invoqué par la majorité des répondant-e-s pour expliquer la réduction de leur militantisme. En effet, alors que le degré de « disponibilité biographique » est généralement grand chez les jeunes étudiant-e-s, les engagements sociaux parallèles et concurrents à l'engagement, tels que les engagements familiaux et professionnels, ont tendance à augmenter avec l'âge (McAdam, 2012). D'ailleurs, Pette et Sommier (2018) soulignent que pour les soixante-huitard-e-s, le fait que les nouvelles opportunités d'engagement liées aux luttes altermondialistes aient coïncidé avec leur plus grande disponibilité biographique liée à la retraite et au départ des enfants du foyer a probablement contribué à l'engagement plus massif de cette cohorte dans les années 2000. Selon Barré (2009), qui a étudié le maintien de l'engagement au sein du mouvement écologiste, ce manque de temps pour l'engagement n'est toutefois pas une fatalité, car des stratégies permettent de diminuer la dissonance entre ses sphères de vie et d'augmenter sa disponibilité par rapport à la sphère militante. Ces stratégies sont notamment la réduction de son temps de travail, le choix d'un domaine d'études et d'un emploi en lien avec son engagement militant, ainsi que le choix d'ami-e-s et d'un-e partenaire partageant ses valeurs. Le prochain chapitre montrera d'ailleurs que plusieurs militant-e-s en adoptent certaines. Il est également intéressant de souligner que la grève est un moyen conscient d'agir sur cet enjeu de manque de temps, car elle permet de libérer du temps aux étudiant-e-s ou aux travailleurs et travailleuses pour s'engager dans la mobilisation et l'action, en plus d'être un moyen de pression lié à l'interruption du travail.

Pour dresser un portrait plus précis des répondant-e-s, 72 % ont un emploi à temps plein, et 30 % sont parents⁵⁰. Ces caractéristiques sont directement liées au fait d'avoir sélectionné le choix « par manque de temps ». En effet, 68 % des parents (contre 53 % des non-parents) et 61 % des personnes travaillant à temps plein (contre 46 % des autres) l'ont sélectionné. Également,

⁵⁰ D'ailleurs, parmi ces parents, 18 ont répondu avoir rencontré le père ou la mère de leur(s) enfant(s) lors de la grève!

27 personnes (dont 19 femmes) mentionnent plus spécifiquement en commentaires la période suivant la naissance d'enfants comme une période d'interruption ou de forte réduction de leur militantisme, tandis que 21 personnes spécifient que leur emploi à temps plein ou le début d'un nouvel emploi est une cause importante de leur manque de temps. En considérant cela, il n'est pas étonnant que chez les 73 personnes qui « militent beaucoup » aujourd'hui, 48 militent en grande partie ou exclusivement à travers leur emploi.

3.3.2 *Burnouts* et dépressions

Bien que cela ne soit pas la principale cause d'interruption ou de réduction du militantisme, de constater que le militantisme a amené 135 répondant-e-s⁵¹, soit près du tiers, à faire un *burnout* ou une dépression dans la dernière décennie⁵² a de quoi laisser sous le choc. Il s'agit même probablement d'une des rares quantifications du phénomène, pourtant déjà largement connu dans le milieu militant, au point où il n'est pas rare que des activistes en parlent sans tabou dans les médias. Par exemple, le sujet a fait les manchettes en 2017 lorsque Françoise David a annoncé son départ de la vie politique, voyant venir le *burnout* (Teisceira-Lessard, 2017). Un autre exemple est celui du militant Dexter Xurukulasuriya qui a décidé de créer et d'animer une classe de méditation de « repos et résistance », après que ses nombreuses années d'activisme l'aient amené à faire un *burnout* et en ayant vu plusieurs de ses proches subir le même sort (Rousseau, 2018). Plus récemment, un reportage de La Presse (Simard, 2022) s'est penché sur le sujet de l'épuisement militant, en allant à la rencontre de plusieurs militant-e-s issu-e-s de différents mouvements. Il ressortait de plusieurs témoignages la présence d'un « sentiment d'urgence qui [anime les militant-e-s et] les pousse à tout donner, quitte à parfois se perdre dans une lutte qui avance trop lentement »; une militante témoignant sentir que « [p]rendre soin de soi peut sembler vraiment égoïste dans un contexte où il y a tellement de choses à faire » (ibid.). Il était malgré tout précisé que le discours sur l'importance de prendre soin de soi se taillait tranquillement une place dans les organisations militantes, cette nécessité s'avérant une responsabilité à la fois collective et individuelle.

Plus spécifiquement sur les grévistes de 2012, le psychologue Nicolas Lévesque affirme avoir traité un grand nombre de militant-e-s, entre autres pour *burnout*, dépression, syndrome du stress post-

⁵¹ Comme 55 répondant-e-s ont fait un *burnout* et une dépression, cela porte leur total à 135 plutôt que 190.

⁵² Bien qu'il y ait de fortes chances que le *burnout* ou la dépression soit survenu en lien avec la grève de 2012, la question portait sur l'ensemble de la décennie, donc pour certaines personnes il peut ne pas être lié à la grève.

traumatique et dépendance à la drogue ou à l'alcool. Il a constaté que « [plusieurs] activistes se donnent à une cause au-delà de leurs limites physiques et psychologiques [et qu'à] un moment donné, le corps n'est plus capable. » (Rousseau, 2018) Hausfather (2017) constate également dans sa thèse se penchant sur les expériences émotionnelles liées aux grèves étudiantes de 2005, 2007 et 2012 que les militant-e-s ont généralement traversé une période émotionnellement difficile à la fin de la grève, et cela indépendamment du bilan qu'ils pouvaient faire quant aux « gains » obtenus. En effet, la fatigue accumulée et le brusque « retour à la normale » créaient un écoeurement souvent accompagné d'un sentiment de vide, de solitude, de déprime et de cynisme, que chacun-e traversait différemment. Alors que les personnes engagées moins intensément ont souvent réussi à rapidement surmonter ces émotions difficiles, d'autres ont traversé un *burnout* ou une dépression et ont cessé — parfois de façon définitive — tout activisme. Cela a aussi été observé chez les volontaires du *Freedom Summer* et les soixante-huitard-e-s lors des reflux de vague militante, alors que plusieurs se retrouvaient soudainement désengagé-e-s et isolé-e-s; ce vide dans leur vie pouvant engendrer une grande détresse psychologique.

Pour revenir à mes données, un premier constat est l'absence de lien entre le fait d'avoir fait un *burnout* ou une dépression et une diminution de l'activisme aujourd'hui. Il semble donc qu'après une pause complète ou une forte réduction de leur militantisme, les militant-e-s se sont généralement remis-e-s sur pied, bien que certain-e-s témoignent que leur besoin de repos aura parfois été de plusieurs années. Cela dit, bien que leur proportion soit inférieure à celle de l'ensemble de l'échantillon, 22 des 135 personnes (16 %) ont complètement cessé de militer. Bien que leur *burnout* ou leur dépression ne soit généralement pas la seule cause invoquée, quelques répondant-e-s témoignent de son lourd impact sur leur incapacité à militer, comme cette personne qui dit « vi[vre] encore les conséquences de 2012 sur [s]a santé mentale », cette autre qui mentionne que « ce sont vraiment des problèmes de santé mentale (dépression et anxiété) qui [l'ont poussée] à "lâcher" », et cette dernière qui témoigne qu'elle s'est « enfoncée dans un cycle de dépressions à répétition et a fait un *burnout* qui laisse encore aujourd'hui des traces. »⁵³

⁵³ Dans son cas, elle précise toutefois que son état n'est pas lié à la grève de 2012, car il a plutôt fait suite à « l'échec retentissant qu'a été [la grève de] 2015 ».

Un deuxième constat intéressant est le lien entre l'intensité de l'engagement pendant la grève et le fait de faire un *burnout* ou une dépression⁵⁴. Comme le montre le tableau suivant, alors que 32 % des répondant-e-s affirment avoir fait un *burnout* ou une dépression, cette proportion n'est que de 15 % chez les peu engagé-e-s, et monte à 46 % chez les très fortement engagé-e-s :

Tableau 3.9 Lien entre l'intensité de l'engagement pendant la grève et le fait d'avoir fait un *burnout* ou une dépression

	Peu engagé-e	Modérément engagé-e	Fortement engagé-e	Très fortement engagé-e	Total
N'a pas fait de burnout/dépression	93 (85%)	73 (72%)	42 (69%)	82 (54%)	290 (68%)
A fait un burnout/dépression	17 (15%)	28 (28%)	19 (31%)	71 (46%)	135 (32%)
Total	110	101	61	153	425

Finalement, un impact de genre est également présent, mais cette fois uniquement sur le fait de faire un *burnout*. En effet, alors que 26 % des répondant-e-s ont fait un *burnout*, cette proportion n'est que de 19 % chez les hommes, alors qu'elle est de 29 % chez les femmes et de 55 % chez les personnes de la diversité de genre⁵⁵. Une piste d'explication probable de ces écarts genrés est que comme le souligne Ruault (2017), les femmes accomplissent plus de tâches associées à la sphère reproductive que les hommes, et les luttes féministes reposent majoritairement sur leurs épaules. Elles se retrouvent donc souvent avec une double, voire une triple tâche dans leur militantisme. Bien que les recherches à ce sujet se fassent rares, Gorski et Erakat (2019) soulignent également que les personnes marginalisées, et plus particulièrement les personnes de couleur, souffrent plus souvent de *burnout* en raison des injustices systémiques auxquelles elles sont confrontées; ces injustices rendant leur vie quotidienne plus éprouvante⁵⁶.

3.3.3 Se préserver d'un militantisme « usant »

Le type de commentaires le plus fréquent et qu'on retrouve chez 39 personnes se rapporte au fait d'avoir dû interrompre ou ralentir son militantisme car celui-ci était usant et difficile

⁵⁴ Pour cette analyse statistique, les *burnouts* et les dépressions ont été réunis car ces deux variables présentaient un lien similaire lorsqu'elles étaient traitées séparément.

⁵⁵ Outre la prudence requise vu leur faible nombre, un facteur explicatif partiel de cette statistique effarante est l'engagement particulièrement fort de ce sous-groupe durant la grève. En effet, 12 des 24 personnes étaient très fortement engagées durant la grève, et de ce nombre, 10 ont fait un *burnout*.

⁵⁶ Mes données sont d'ailleurs cohérentes avec cette affirmation : parmi les 19 personnes autochtones ou membres d'une minorité visible ayant répondu à la question, 10 (53 %) ont fait un *burnout*.

psychologiquement. La majorité l'a d'ailleurs appris à la dure; 23 personnes (59 %) déclarant dans les choix de réponses avoir fait un *burnout* ou une dépression.

Plusieurs précisent que c'est vraiment l'après 2012 qui a été difficile, par exemple une personne aujourd'hui très engagée mentionne avoir « eu besoin de repos durant au moins 5 ans », alors qu'une autre dit être ressortie de la grève « épuisé[e] mentalement et physiquement » et avoir eu « besoin de temps pour "guérir" des événements ». Une troisième témoigne qu'elle et ses ami-e-s se sont longtemps dit qu'ils « ne se remetta[ent] pas de la grève, que [leur] épuisement était trop grand », et un quatrième répondant, tout en levant son chapeau aux personnes qui ont continué à militer, précise s'être « senti lessivé durant la période post-grève » et avoir éventuellement « eu le besoin de [se] recentrer ailleurs dans [sa] vie que dans le militantisme [car cela] avait plus tendance à [le] drainer qu'à [lui] donner espoir d'un monde meilleur. »

Pour quelques personnes, ce sont plutôt leurs longues années de militantisme qui les ont usé-e-s, comme cet homme travaillant précédemment dans un organisme communautaire de défense de droits qui a choisi de réorienter sa carrière pour se préserver, car il considérait « qu'être toujours dans un rapport de confrontation usait [son] moral et [son] énergie ». Ou cette femme qui dit suivre présentement une thérapie car elle est « aux prises avec des traumatismes liés à [ses] 15 années de militantisme ». Finalement, sept personnes parlent plus précisément de l'impact traumatique de la répression policière, dont elles gardent encore aujourd'hui des séquelles. L'une d'elles précise dans son témoignage qu'elle a « développé un trouble panique » et qu'aujourd'hui encore elle « ne peu[t] plus aller dans des manifestations » car cela la stresse trop.

3.3.4 Cynisme et désillusion

Le deuxième type de commentaires le plus fréquent, qu'on retrouve chez 35 personnes, se rapporte au fait de ressentir du cynisme, de la désillusion ou un désenchantement vis-à-vis le militantisme. D'entrée de jeu, 15 de ces personnes précisent que leur état découle directement d'un découragement (voire de ressentiment et de colère) lié au dénouement de la grève de 2012, ce qui est cohérent avec le fait que 22 des 35 personnes (63 %) considèrent la grève comme une défaite (contre 34 % pour l'ensemble des répondant-e-s). Et cinq autres personnes attribuent plutôt leur état principalement à l'échec de la grève de 2015. Outre ces éléments communs, deux réalités différentes sont toutefois observables chez ces 35 personnes.

D'abord, 18 d'entre elles militent encore aujourd'hui, et précisent que leur désillusion, bien que souvent profonde, s'est avérée plutôt temporaire. Celle-ci était souvent liée à une grande détresse psychologique (11 de ces 18 répondant-e-s [61 %] déclarent d'ailleurs avoir fait un *burnout* ou une dépression⁵⁷). Par exemple, une personne explique « avoir eu besoin de s'éloigner de l'actualité et de la politique » pendant son *burnout*, car elle n'avait « plus d'espoir en aucun mouvement à ce moment ». Une autre mentionne avoir eu besoin de quelques années pour retrouver une énergie positive, car l'échec de la grève de 2015 l'avait menée à un « nihilisme cynique et enragé ». Une dernière témoigne ainsi :

Je dirais que c'est cyclique, je vis parfois de grands moments de découragement et de "désillusion" et d'épuisement face aux luttes sociales. Ensuite, je me repose, je recharge mes batteries et je réalise que mon indignation n'a pas disparu.

Cela n'empêche pas, toutefois, que ces périodes difficiles laissent des traces pour certain-e-s, comme témoigne cette personne qui, bien qu'ayant repris le militantisme après avoir « perdu foi en beaucoup de luttes sociales », nomme que ce sentiment d'impuissance lui « est malheureusement toujours un peu resté ».

Le portrait est toutefois plus sombre pour les 17 autres répondant-e-s, qui ont cessé tout militantisme. Deux hommes expliquent par exemple être sortis de la grève « vraiment blasé », ou encore « désillusionné au plus haut point ». Un autre se dit profondément découragé que malgré l'urgence de changement, on continue d'élire des gens de droite et de tout privatiser, ce qui le rend « de plus en plus cynique par rapport à nos chances de changer quoi que ce soit. » Finalement, cet autre témoignage est particulièrement explicite :

J'ai encore toutes mes convictions, mais la grève de 2012 et son non résultat sur la société me désole et je préfère me trouver une parcelle de terre dans la forêt avec un bon livre sur la permaculture que de perdre une seule minute de plus à me battre contre ce système politique défaillant et déshumanisant.

Il est frappant de constater malgré tout que comme cette personne, plusieurs des 35 répondant-e-s témoignent avoir conservé leurs convictions. D'ailleurs, une analyse de leurs réponses aux

⁵⁷ Alors que cette proportion n'est que de 36 % dans l'autre sous-groupe, soit les personnes complètement désengagées aujourd'hui.

questions portant spécifiquement sur la fidélité à leurs convictions et leur idéologie montre même qu'ils s'avèrent aujourd'hui un peu plus à gauche que le reste de l'échantillon!

3.3.5 Luites intestines et violence interne au mouvement étudiant

Un autre type de commentaires douloureux à lire, mais qui montre que ce phénomène est loin d'être anecdotique, porte sur la violence interne au mouvement étudiant, notamment dans le contexte de luites intestines. En effet, 23 personnes nomment ce problème, et de ce nombre, 10 ont complètement arrêté de militer. Les commentaires dénoncent par exemple le « manque d'humanité » des groupes militants, le « manque de respect entre militant-e-s », les « *games politiques* » du mouvement étudiant, le « noyautage de personnes avides de pouvoir », l'« environnement militant parfois toxique » (dont cette personne en garde encore aujourd'hui des séquelles), ou encore le « sectarisme » de certaines organisations militantes. Une personne, encore fortement engagée aujourd'hui, résume ces constats en affirmant que « le milieu syndical et politique est un milieu politiquement violent en général ».

Ce genre de témoignages n'est pas propre aux grévistes de 2012. Par exemple, dans le reportage de Simard (2022) mentionné plus tôt, la professeure Anne-Sophie Gousse-Lessard, qui a consacré son doctorat au bien-être des militant-e-s, rapporte avoir entendu lors de ses entretiens « plusieurs militantes [montrer] du doigt les relations interpersonnelles toxiques et les luites de pouvoir qui ont cours au sein des milieux militants. » Dans un reportage similaire réalisé en France (Eychenne, 2020), les guerres intestines sont décrites comme « coutumières, mais usantes [et drainant] une énergie folle ». Une militante féministe témoigne à ce sujet que :

Les divergences avec les personnes dont on se sent proches idéologiquement sont souvent les plus blessantes. Comme il y a un affect fort, les désaccords semblent intolérables et nous empêchent de faire corps. Or, entre bénévoles, si l'on n'a plus le plaisir de se retrouver et d'échanger, quelle compensation retire-t-on? (Ibid.)

Une autre militante parle également dans le reportage de son expérience des violences sexistes et sexuelles, témoignant que cela lui a fait vivre une grande période de découragement, et qu'elle « ne [s]e reme[t] pas d'avoir vu des militantes écartées parce qu'elles ont subi des agressions », cela lui faisant vivre « une colère [qu'elle] n'arrive pas à gérer. » (Ibid.)

Cet aspect genré des violences est également visible parmi mes répondant-e-s; 15 des 23 personnes nommant la violence interne au mouvement étudiant étant des femmes. D’abord, une d’elles décrit avec émotion s’être retrouvée coincée entre la violence de camarades militant-e-s qui jugeaient qu’elle n’adoptait pas le « bon » féminisme, et celle de collègues de classe qui la jugeaient « trop à gauche », ce qui l’a amenée à quitter tous ses engagements politiques et à cesser définitivement de militer. Également, trois autres femmes témoignent plus spécifiquement avoir vécu de l’antiféminisme dans les milieux de gauche, des violences sexistes et, pour une d’entre elles, une agression sexuelle. Ce témoignage est malheureusement loin d’être anecdotique, car dans les mois suivant la fin de la grève, de nombreuses militantes ont dénoncé les agressions sexuelles qu’elles y avaient subies, parfois dans la crainte de voir leur parole remise en question vu le grand « prestige » de certains militants dénoncés (Ruault, 2017).

3.3.6 Autres raisons mentionnées

Parmi les cinq autres raisons mentionnées par plusieurs répondant-e-s, la plus fréquente (29 personnes) est le fait d’avoir effectué un long voyage ou d’avoir déménagé dans un autre pays ou région, ce qui transformait leur réseau social et leurs lieux d’engagement. Une autre raison fréquemment mentionnée (par 27 personnes) est le fait d’avoir dû traverser diverses épreuves de la vie non liées au militantisme, telles que le décès d’un-e proche⁵⁸, la rupture amoureuse, la maladie ou les problèmes de santé mentale non liés au militantisme. Ces deux éléments n’ont toutefois généralement qu’un impact temporaire sur l’intensité d’engagement des répondant-e-s; seulement sept de ces 55 personnes⁵⁹ ayant définitivement cessé leur militantisme.

Ensuite, 20 personnes (dont 14 femmes) disent incarner leurs valeurs de justice sociale de façon différente, considérée comme moins « militante ». Pour la plupart peu engagées (9 personnes) ou complètement désengagées (7 personnes), elles s’investissent par exemple dans la recherche

⁵⁸ [Avertissement : suicide] À ce sujet, deux personnes témoignent plus spécifiquement du suicide d’ami-e-s militant-e-s. Bien que ces deux témoignages ne permettent pas de tirer des conclusions générales, ils semblent malgré tout souligner une réalité bien présente dans le milieu militant; quelques volontaires du *Freedom Summer* et soixante-huitard-e-s rapportant aussi des cas de suicide chez d’ancien-ne-s camarades de lutte. Une des deux répondantes, qui témoigne que « plusieurs personnes autour [d’elle] se sont enlevé la vie », propose d’ailleurs quelques hypothèses à ce sujet : « Je pense que la détresse psychologique en milieu militant est extrêmement forte. Un, c’est épuisant au quotidien de se sentir à contre-courant. Deux, je pense que nous sommes sans doute des personnes qui ont tendance à être plus sensibles, vivre davantage d’empathie? Et trois, on est constamment en train de s’auto-analyser et critiquer. »

⁵⁹ Une personne a nommé ces deux raisons, ce qui explique le total de 55.

engagée ou à teneur politique (6 personnes), dans de petits projets très locaux (3 personnes) ou dans la création de milieux de vie alternatifs (2 personnes). Une personne témoigne également ne pas vraiment avoir la fibre militante et « préférer mettre [ses] valeurs en application dans [sa] vie quotidienne (ex. véganisme, écologisme, féminisme) ».

Généralement causée par un déménagement, par la fin des études ou par l'effritement de liens amicaux, 18 personnes invoquent la perte de leur réseau militant comme cause de désengagement. Bien que ces personnes réussissent parfois à se construire un nouveau réseau militant, plusieurs demeurent peu engagées (6 personnes) ou complètement désengagées (7 personnes). Finalement, neuf personnes mentionnent la Covid-19 comme cause temporaire de désengagement, soit car leurs projets militants ont été freinés par la pandémie, ou car elles sont rebutées par le militantisme en ligne.

3.4 Conclusion du chapitre

Ce chapitre, qui s'est uniquement penché sur le thème de l'engagement, a permis de présenter les données recueillies sur trois dimensions de ce thème. D'abord, pour ce qui est de l'engagement dans la dernière décennie, il a montré un fort engagement des répondant-e-s dans un grand nombre de luttes et mouvements, et a présenté des analyses plus spécifiques sur certains d'entre eux, notamment pour mieux comprendre le fort engagement dans le mouvement étudiant, les luttes contre l'austérité, les luttes écologistes et le mouvement féministe. Ensuite, un portrait de l'engagement actuel montre que 64 % des répondant-e-s militent encore présentement, le plus souvent dans des partis politiques (surtout Québec solidaire), des organismes locaux et des syndicats. Finalement, plus de 90 % des répondant-e-s nomment avoir par moments réduit ou cessé (parfois de façon définitive) leur militantisme, le plus souvent par manque de temps. Toutefois, de nombreuses autres raisons, souvent rattachées à la détresse psychologique, sont également invoquées, telles que le fait d'avoir fait un *burnout* ou une dépression, la volonté de se préserver d'un militantisme « usant », le cynisme, et la violence vécue à l'intérieur du milieu militant.

CHAPITRE 4

PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES : THÈMES DE L'EMPLOI, DE L'IDÉOLOGIE ET DES RELATIONS INTERPERSONNELLES

De la même manière que le chapitre précédent, ce chapitre continuera et terminera la présentation et l'analyse des principaux faits saillants des données collectées; cette fois autour de tous les thèmes autres que l'engagement. En effet, comme l'a montré ma revue de littérature, la sphère des engagements est en interaction avec les autres sphères de vie d'une personne, et par conséquent, la participation à un grand mouvement social a souvent des impacts sur plusieurs sphères de vie. Ainsi, ce chapitre se divisera en trois sections, portant respectivement sur l'emploi, l'idéologie et les relations interpersonnelles.

4.1 Emploi

Le chapitre précédent a montré que 111 personnes militent à travers leur emploi, dont 48 pendant plus de 20 heures par semaine. Cette section cherchera maintenant à voir plus largement les types d'emplois occupés par l'ensemble des répondant-e-s, pour ensuite analyser l'impact (ou non) de la grève sur leur choix d'emploi et de domaine d'études, et terminer avec quelques analyses liées au salaire.

4.1.1 Types d'emplois occupés

Bien que 408 répondant-e-s occupent une grande diversité d'emplois, ce qui ne permet pas d'en faire la présentation exhaustive, il est intéressant de constater que certains types ou domaines d'emploi sont fréquemment nommés. On recense d'abord 53 personnes dans le domaine de l'enseignement : 15 au primaire ou secondaire, 22 au cégep, 12 à l'université (7 professeur-e-s et 5 chargé-e-s de cours), ainsi que 4 professeur-e-s de francisation. On compte ensuite 40 personnes dans des emplois liés à la recherche, soit principalement des emplois d'agent-e-s, d'assistant-e-s ou de professionnel-le-s de recherche. Dans un tout autre registre, 25 personnes travaillent dans des professions d'intervention et de relation d'aide, principalement comme travailleuses sociales (8 personnes), comme intervenantes psychosociales (8 personnes) ou comme psychologues (4 personnes). Finalement, d'autres emplois fréquents sont ceux de conseiller-e-s syndicaux (15 personnes), d'organisateur/trices communautaires (14 personnes) et d'avocat-e-s

(12 personnes). Il est intéressant de noter que le grand nombre de personnes travaillant dans l'enseignement ou l'intervention (78 personnes, soit 19 % des personnes à l'emploi) présente des similitudes avec les soixante-huitard-e-s, dont 35 % ont fait carrière dans l'éducation nationale et dans les professions intermédiaires de la santé et du travail social (Fillieule, 2018a).

La popularité de ce type d'emplois contribue à ce qu'une grande proportion des répondant-e-s travaille dans le secteur public ou dans le milieu communautaire, alors qu'une relativement faible proportion travaille dans les entreprises privées :

Tableau 4.1 Type de milieu de travail des 408 répondant-e-s ayant un emploi⁶⁰

	Fréquence	Pourcentage
Secteur public	172	42,2%
Entreprise privée	72	17,6%
Organisme communautaire	68	16,7%
Travailleur/euse autonome	35	8,6%
Syndicat	26	6,4%
OBNL, coopérative ou entreprise d'économie sociale	23	5,6%
Autre	19	4,7%

À noter que 7 répondant-e-s ont deux emplois dans des milieux de travail différents, d'où le total de 415.

Ces proportions sont très loin de celles recensées par Statistique Canada (2022) qui, en découpant en trois grandes catégories les 4 269 000 emplois au Québec en 2021, en rattache 64 % au secteur privé, 24 % au secteur public et considère le 12 % restant comme des formes de travail autonome. Également, bien qu'ils n'arrivent qu'en 3^e place comme milieux de travail, 16,7 % des répondant-e-s travaillent dans un organisme communautaire, alors que les 72 000 emplois dans le communautaire (CSMO, 2015, cité par ATTACA, 2018) ne constituent que 1,7 % des emplois au Québec.

Il est toutefois important de mettre en contexte ces données en prenant en compte qu'avec leur haut niveau de scolarité (90 % des répondant-e-s ont un diplôme universitaire, et le plus souvent, il s'agit d'un diplôme de cycles supérieurs), iels occupent généralement des emplois « hautement qualifiés », qui sont particulièrement concentrés dans le secteur public (Roy *et al.*, 2004).

⁶⁰ Cette question demandait aux répondant-e-s de choisir parmi 10 catégories ainsi que l'option « autre ». Vu le très faible nombre de réponses pour certaines catégories, j'ai finalement regroupé les réponses en six catégories. J'ai également reclassé une vingtaine de personnes ayant choisi l'option « autre » parmi ces six catégories.

Également, 73 % des répondant-e-s étudiaient en sciences humaines, en arts ou en langues et communication durant la grève, et seul-e-s 14 % étudiaient en sciences pures et appliquées⁶¹; un domaine d'études où les emplois sont souvent dans le secteur privé. Ce ne sont d'ailleurs que 14 % des répondant-e-s de la 1^{re} catégorie qui travaillent dans le secteur privé, contre 31 % pour la 2^e catégorie. Bien que pertinents, ces axes d'analyse sont toutefois loin d'expliquer à eux seuls l'immense écart entre les données sur la population québécoise et celles de l'échantillon.

4.1.2 Impact de la grève sur le choix d'emploi et de domaine d'études

Cette sous-section tentera d'évaluer la part d'impact de la grève de 2012 sur le choix d'emploi des répondant-e-s. Cette analyse aura comme point de départ les réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 m'a amené-e à remettre en question mon projet de carrière »; énoncé avec lequel 34 % des répondant-e-s sont en accord (17 %) ou totalement en accord (17 %)⁶².

D'abord, il est intéressant de constater que plus les répondant-e-s étaient engagé-e-s intensément durant la grève, plus ils sont nombreux/ses à avoir remis en question leur projet de carrière suite à celle-ci. En effet, alors que seulement 22 % des personnes peu engagées durant la grève sont en accord avec l'énoncé, cette proportion monte à 33 % chez les personnes modérément ou fortement engagées, et à 46 % chez les personnes très fortement engagées. Également, au niveau du milieu de travail, ce sont 54 % des personnes travaillant aujourd'hui dans un syndicat qui sont en accord avec l'énoncé, contre seulement 21 % pour celles travaillant dans une entreprise privée. Ce sont donc 14 des 26 personnes travaillant aujourd'hui dans un syndicat qui ne projetaient vraisemblablement pas du tout de travailler dans ce milieu avant la grève.

Outre l'éclairage apporté par ces analyses statistiques, les quelques commentaires de personnes totalement en accord avec l'énoncé donnent des exemples de l'impact de la grève sur leur carrière. Deux personnes, sans se réorienter complètement, tentent par exemple de trouver un emploi dans

⁶¹ Ces statistiques sont basées sur les tableaux 2.4 et 2.5 présentés au chapitre 2. À noter que parmi les 60 répondant-e-s du cégep classé-e-s dans les catégories « programmes techniques » et « autres programmes préuniversitaires », 20 étudiaient dans des programmes de sciences humaines, d'arts ou de langues et communication, et 19 étudiaient dans des programmes de sciences pures ou appliquées.

⁶² Bien que cette proportion soit considérable, elle est largement inférieure à celle des volontaires du *Freedom Summer*, qui étaient près de la moitié à être totalement en accord avec l'énoncé « Ma participation dans les mouvements sociaux a eu un impact sur mes choix professionnels » (McAdam, 2012). Le tiers avait même été employé comme militant-e à temps plein dans la période 1964-70.

leur domaine le plus cohérent possible avec leurs valeurs, ce qui ne s'avère toutefois pas simple. L'un deux, travaillant en gestion, nomme avoir perdu plusieurs emplois pour ses convictions, et travaille aujourd'hui dans la fonction publique plutôt qu'au privé. Un autre répondant, qui a radicalement revu son projet de carrière suite à la grève, témoigne « [être arrivé] à l'université avec l'intention de devenir policier et militaire », et en être sorti « complètement critique de l'instrumentalisation de l'État au profit des intérêts des classes dominantes. » Il a finalement travaillé dans le domaine du droit, en défendant les personnes marginalisées et victimes d'abus d'autorité, et bien qu'il représente aujourd'hui l'État en tant qu'avocat, il témoigne être « très critique de [son] rôle et [s'attacher] davantage à des dossiers qui ont une visée constructive pour la société. » Deux autres personnes indiquent aussi s'être réorientées professionnellement afin de vivre en cohérence avec leurs valeurs de justice sociale. Alors que la première est devenue attachée politique, la seconde a tardivement quitté la philosophie pour se réorienter en travail social :

Mes orientations professionnelles (retour aux études en travail social, intervention collective, développement communautaire régional, etc.) sont inextricablement reliées à mon expérience du mouvement de 2012, et mon réseau socioprofessionnel également. [...] [La grève m'a aussi] permis de développer plusieurs compétences d'organisation et de mobilisation qui me servent encore aujourd'hui.

Et ce témoignage n'est pas anecdotique, car 27 autres personnes ont vu la remise en question de leur projet de carrière passer par un changement de programme. Pour la moitié de ces personnes, il s'agit de changements assez drastiques. L'exemple le plus frappant est probablement celui d'un étudiant en sciences de la nature souhaitant s'orienter vers la médecine, qui étudie aujourd'hui au doctorat en sociologie. Trois autres personnes, travaillant aujourd'hui dans le communautaire, sont passées respectivement de la physiothérapie aux sciences humaines, de la kinésiologie à la sociologie, et de la musique au travail social. Également, quatre répondant-e-s se sont réorienté-e-s vers la science politique, alors que l'une d'elles témoigne pourtant qu'elle « ne s'intéress[ait] pas du tout à la politique » avant la grève. Un deuxième précise que la grève lui a permis de « prendre le temps, de réellement [comprendre] le sens de la démocratie [et de voir et analyser] plusieurs facettes de la société », ce qui l'a orienté vers des études en science politique.

4.1.3 Salaire

Un autre angle d'analyse intéressant lié à l'emploi est celui du salaire, et de l'importance qui y est accordée. Afin de faire des comparaisons valides, je n'ai toutefois retenu pour cette section que le revenu brut annuel des 329 personnes ayant un emploi à temps plein, car il est en moyenne beaucoup plus élevé (56 700 \$) que celui des 80 personnes travaillant à temps partiel (25 400 \$) et des 39 personnes n'occupant pas d'emploi (19 900 \$)⁶³. D'entrée de jeu, ces revenus sont significativement inférieurs au revenu brut moyen des diplômé-e-s universitaires au Québec (travaillant ou non à temps plein), qui était de 68 600 \$ en 2020 (77 000 \$ pour les hommes et 61 100 \$ pour les femmes) (Institut de la statistique du Québec, 2022). Outre leur jeune âge, qui explique en partie des revenus moins élevés⁶⁴, cet écart peut également s'expliquer par les réponses à l'énoncé « J'accorde plus d'importance au salaire qu'au sens politique de mon emploi et à sa cohérence avec mes valeurs » :

Tableau 4.2 Réponses à l'énoncé « J'accorde plus d'importance au salaire qu'au sens politique de mon emploi et à sa cohérence avec mes valeurs. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	181	183	57	18	9
Pourcentage	40,4%	40,8%	12,7%	4,0%	2,0%
Salaire moyen	49 700 \$	58 000 \$	61 000 \$	71 700 \$	51 700 \$

Ce tableau montre que 81 % des répondant-e-s sont en désaccord avec l'énoncé, et que le salaire moyen augmente considérablement d'une catégorie à l'autre (augmentation de 22 000 \$ entre les personnes totalement en désaccord et celles en accord)⁶⁵.

⁶³ Aux fins de calcul de la moyenne, j'ai chiffré dans l'ensemble de cette sous-section à 125 000 \$ le revenu des 23 personnes qui ont répondu avoir un revenu supérieur à 100 000 \$. Également, bien que la médiane soit souvent choisie comme mesure de tendance centrale des revenus car elle n'est pas affectée par les revenus extrêmes, j'ai choisi d'utiliser la moyenne vu le faible nombre de données extrêmes de mon échantillon et leur plafonnement à 125 000 \$.

⁶⁴ D'autres données, qui datent toutefois de 2016 (il faudrait donc ajouter 9 % pour convertir ces chiffres en dollars courants de 2021), montrent que particulièrement pour les diplômé-e-s universitaires, la variable de l'âge a un impact sur le revenu. Ainsi, pour les hommes travaillant à temps plein, le revenu *médian* était de 58 800 \$ pour les 25-34 ans, 82 500 \$ pour les 35-54 ans et 97 000 \$ pour les 55-64 ans. Pour les femmes, le revenu *médian* était de 50 400 \$ pour les 25-34 ans, 65 800 \$ pour les 35-54 ans et 53 200 \$ pour les 55-64 ans. (Institut de la statistique du Québec, 2018)

⁶⁵ Étonnamment, la dernière catégorie fait toutefois exception, ce qui peut cela dit s'expliquer par son faible nombre de répondant-e-s, ou encore par la vision du travail expliquée par l'un des répondant-e-s de cette catégorie, qui

Certains types de milieu de travail ont également un impact sur la réponse choisie, car alors que seulement 21 % des personnes travaillant dans une entreprise privée sont totalement en désaccord avec l'énoncé, cette proportion monte à 56 % chez les personnes travaillant dans le communautaire. Cela est très cohérent avec leur salaire, qui est en moyenne inférieur de 16 500 \$ aux autres répondant-e-s à l'emploi à temps plein (43 000 \$ versus 59 500 \$), et ce, malgré un niveau de scolarité identique. Cet écart de salaire dans ce secteur à 80 % féminin est d'ailleurs semblable à celui relevé en 2015 par le Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et en action communautaire (CSMO), qui calculait que le salaire horaire moyen de 18,54 \$ dans le milieu communautaire ne représentait que 74 % du salaire horaire moyen de 24,94 \$ au Québec, et ce, bien que 64 % des personnes salariées aient un diplôme collégial (35 %) ou universitaire (29 %) (CSMO, 2015, cité par ATTACA, 2018).

À ce sujet, deux personnes ayant étudié en travail social témoignent avoir choisi de travailler dans le communautaire plutôt que dans le réseau car cela rejoignait plus leurs valeurs, malgré « une moins bonne rémunération et de moins bons avantages sociaux que dans le réseau public. » À l'opposé, une autre personne témoigne plutôt avoir quitté le communautaire en acceptant de se retrouver avec « un employeur qui respecte moins [s]es valeurs », car elle était « tannée d'être payée une misère! » Elle essaie donc en parallèle de s'impliquer davantage à côté du travail.

Ces trois témoignages portant plus spécifiquement sur le milieu communautaire illustrent bien deux tendances qui ressortent plus globalement de la trentaine de commentaires sur l'énoncé. D'abord, parmi les personnes priorisant la cohérence et le sens de leur travail à son salaire, quatre témoignages de personnes gagnant toutes moins de 30 000 \$ par année sont particulièrement explicites. L'une d'elles, qui pratique la « traduction engagée », nomme « n'accept[er] que rarement les contrats qui vont à l'encontre de [s]es valeurs ». Une autre témoigne avoir longtemps travaillé à bas salaire malgré les offres que lui ont fait le milieu syndical, par refus « que [s]on implication devienne un tremplin vers un nouvel emploi ». Pour les deux autres, respectivement permanente d'association étudiante et permanente d'un groupe politique, le sens politique et la cohérence de leur emploi avec leurs valeurs compensent leur bas salaire. Finalement, dans une tout

considère que comme tout emploi est incompatible avec ses valeurs anarchistes et anticapitalistes, il cherche donc « le plus gros salaire pour travailler le moins possible », ce qui l'amène à ne travailler que quelques mois par année.

autre trajectoire professionnelle, une cinquième personne témoigne avoir quitté un emploi avec un salaire supérieur à 100 000 \$ pour se rapprocher de ses valeurs en allant enseigner l'éthique et culture religieuse au secondaire, malgré la précarité du domaine.

L'autre tendance se dégageant des commentaires est celle de personnes nommant le besoin d'un bon salaire pour gagner leur vie ou rembourser leurs dettes, quitte à faire des compromis sur le sens politique et les valeurs de leur emploi. Par exemple, une personne a accepté d'enseigner au privé car c'est ce milieu qui lui offrait une meilleure sécurité d'emploi. Deux autres disent voir leur emploi avant tout comme une nécessité pour combler leurs besoins matériels, et non comme un lieu de réalisation de soi, ce qu'elles compensent en s'investissant bénévolement dans leur communauté et dans des groupes militants. Finalement, cinq parents témoignent que le fait d'avoir des enfants les force à accorder une certaine importance au salaire et à la stabilité d'emploi, en précisant toutefois ne pas être prêt-e-s à accepter un emploi allant à l'encontre de leurs valeurs⁶⁶.

Un dernier élément qui mérite d'être souligné à propos du salaire est que l'échantillon n'échappe pas aux inégalités sociales de salaire selon l'origine ethnique et le genre⁶⁷, et ce, malgré un niveau de scolarité et une moyenne d'âge presque identiques entre tous les groupes de l'échantillon⁶⁸. Ainsi, les personnes autochtones ou appartenant à une minorité visible gagnent en moyenne 7000 \$ de moins que les personnes blanches, et au niveau du genre, les hommes gagnent en moyenne 61 500 \$, un revenu qui baisse à 53 600 \$ pour les femmes, et qui chute à 37 300 \$ pour

⁶⁶ Bien que ces témoignages puissent laisser croire le contraire, le fait d'avoir ou non des enfants n'a pas d'impact au niveau statistique sur les réponses de l'ensemble des répondant-e-s à cette question.

⁶⁷ The Conference Board of Canada (2022) affirme qu'au Canada, « les membres d'une minorité visible qui sont nés au Canada et ont fait des études universitaires gagnent, en moyenne, 87,4 cents contre un dollar pour leurs pairs de race blanche. » Et au niveau du genre, bien qu'elles soient plus scolarisées que les hommes, en 2021, le salaire horaire moyen des femmes au Québec n'était que de 27,39\$, contre 30,16\$ pour les hommes (La Presse canadienne, 2022).

⁶⁸ Comme expliqué précédemment, ces variables s'avèrent essentielles à prendre en compte lorsqu'on compare les revenus, car le salaire a tendance à augmenter avec l'expérience de travail (donc l'âge) et le niveau de scolarité. Cela est d'ailleurs visible dans l'échantillon. Chez les répondant-e-s de 27 à 35 ans (qui composent 89% de l'échantillon), une régression linéaire montre que l'âge explique 1,8% de la variance dans le revenu (ce qui est faible, mais statistiquement significatif à un intervalle de confiance de 95%); celui-ci augmentant en moyenne de 1700\$/an. Pour ce qui est du niveau de scolarité, les 30 répondant-e-s avec un diplôme d'études secondaire ou collégial ont un revenu moyen de 49 000\$. Celui-ci monte à 53 400\$ pour les 131 diplômé-e-s de 1^{er} cycle universitaire; à 57 300\$ pour les 144 diplômé-e-s de 2^e cycle, et à 80 400\$ pour les 24 diplômé-e-s de 3^e cycle. Toutefois, comme ces variables sont presque identiques entre les groupes comparés, elles ne peuvent pas expliquer les écarts constatés. La seule exception à cette affirmation touche les personnes de la diversité de genre, qui sont en moyenne deux ans plus jeunes que les hommes et les femmes, ce qui expliquerait donc une petite partie (3400\$) de leur écart de revenu.

les 13 personnes de la diversité de genre travaillant à temps plein. Cela contribue sans doute à ce que seulement 31 % des hommes soient totalement en désaccord avec l'énoncé, contre 47 % des femmes et 63 % des personnes de la diversité de genre.

L'explication principale de cet écart de revenu entre les hommes et les femmes se situe toutefois dans les revenus extrêmes, car 27 des 37 personnes gagnant plus de 90 000 \$ annuellement sont des hommes. En analysant leurs métiers, il ressort que plusieurs exercent des professions traditionnellement masculines (tels que les métiers liés à l'informatique, les postes de haute direction et le poste de professeur-e à l'université). Il s'agit probablement de l'explication principale de la surreprésentation des hommes dans les emplois les mieux rémunérés, mais un autre phénomène qui semble être présent, bien qu'un peu marginal, est celui décrit dans le mémoire de Ruault (2017). Il s'agit de la plus grande visibilité du travail productif, réalisé majoritairement par des hommes, ce qui permet à certains d'acquérir un plus grand capital politique grâce à leur engagement, qui peut notamment mener à l'offre de postes bien rémunérés dans les syndicats et les partis politiques. Parmi les 37 répondant-e-s ayant un revenu très élevé, quatre hommes et une femme semblent correspondre à ce profil, étant devenu-e-s conseiller-e-s syndicaux suite à une remise en question de leur projet de carrière engendrée par la grève, parfois très peu de temps après la grève.

4.1.4 Conclusion de la section

En résumé, il ressort de cette section que la grande majorité des répondant-e-s occupent des emplois en cohérence avec leurs valeurs et leurs convictions, notamment dans le domaine de l'enseignement, de la recherche, de la relation d'aide et de l'organisation syndicale ou communautaire. Également, le tiers des répondant-e-s considèrent que la grève a contribué à une remise en question de leur projet de carrière, qui est parfois passée par un changement de domaine d'études. Finalement, certains écarts de salaire sont constatés selon l'origine ethnique et le genre; les hauts salaires étant surtout touchés par les hommes, alors que les emplois dans les organismes communautaires, un secteur majoritairement féminin, sont considérablement sous-payés.

4.2 Idéologie

L'analyse de l'idéologie se centrera sur l'évolution du positionnement politique des répondant-e-s entre le début de la grève, sa fin et aujourd'hui. Cette analyse se fera à l'aide d'une échelle sur l'axe gauche-droite, ainsi qu'avec les nombreux commentaires de répondant-e-s souhaitant préciser leur pensée. Finalement, cette section se terminera avec l'analyse d'un tout autre élément idéologique, soit l'opinion à l'égard de différentes institutions.

4.2.1 Évolution du positionnement idéologique

Toutes les questions portant sur l'idéologie montrent une forte fidélité aux idées de gauche défendues durant la grève. Le tableau suivant l'illustre probablement de la façon la plus flagrante, en montrant que 94 % des répondant-e-s considèrent être « resté-e-s fidèles à la vision politique et aux principes défendus en 2012 » :

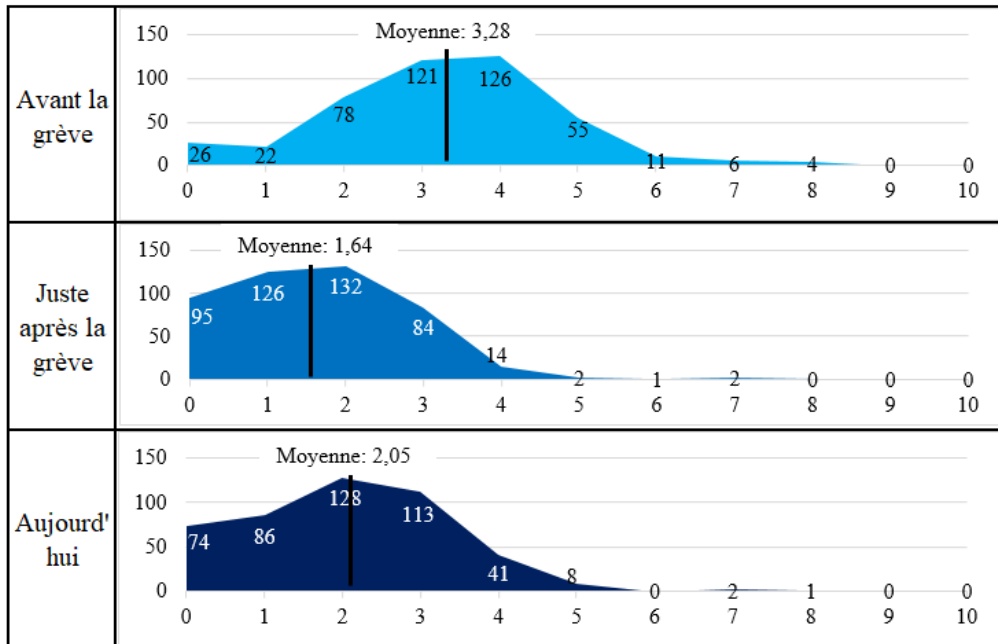
Tableau 4.3 Réponses à l'énoncé « Je suis resté-e fidèle à la vision politique et aux principes que j'ai défendus en 2012. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	0	13	13	157	265
Pourcentage	0,0%	2,9%	2,9%	35,0%	59,2%

Une deuxième question, utilisant cette fois une échelle sur l'axe gauche-droite allant de 0 à 10 (où 0 représente l'extrême gauche, 5 le centre et 10 l'extrême droite)⁶⁹, et distinguant trois différentes temporalités, permet de voir avec plus de précision cette fidélité à gauche :

⁶⁹ À noter que j'ai dû corriger les réponses de 17 répondant-e-s qui avaient clairement répondu en inversant l'échelle (par exemple, une personne se disant anarchiste se positionnait à 10, soit l'extrême droite, et plusieurs personnes militant à Québec solidaire se positionnaient à droite).

Figure 4.1 Nombre de répondant-e-s s'auto-positionnant à chaque degré d'une échelle de 0 à 10 mesurant leur positionnement politique sur l'axe gauche-droite



Malgré la prudence à adopter dans l'interprétation de ce genre de données, étant donné que le positionnement politique est auto-rapporté et rétrospectif, cette figure témoigne d'un déplacement idéologique significatif selon les temporalités. On y voit que la grande majorité des répondant-e-s se situaient aux échelons 2 à 4 avant la grève (moyenne de 3,28); puis aux échelons 0 à 3 juste après la grève et aujourd'hui (moyennes de 1,64 et de 2,05). Malgré un léger déplacement vers le centre entre la fin de la grève et aujourd'hui, la radicalisation à gauche des répondant-e-s pendant la grève s'est donc fortement maintenue, ce qui est cohérent avec leur taux élevé d'accord avec l'énoncé. D'ailleurs, les 265 personnes totalement en accord avec l'énoncé se sont beaucoup moins déplacées au centre que les autres. Alors qu'elles ont aujourd'hui un positionnement moyen de 1,63 et n'ont eu un déplacement moyen que de 0,22 point entre la fin de la grève et aujourd'hui, ce déplacement est plutôt de 0,66 point chez les 183 autres répondant-e-s, qui ont aujourd'hui un positionnement moyen de 2,55 (soit presque 1 point moins à gauche).

D'autres faits saillants qui ressortent de l'échelle sont d'abord le fait que près des deux tiers (64 %) des répondant-e-s se positionnent aujourd'hui fortement à gauche (degrés 0-1-2 de l'échelle)⁷⁰,

⁷⁰ Cette proportion est d'ailleurs exactement la même que les volontaires du *Freedom Summer*, 20 ans plus tard (McAdam, 2012).

alors qu’iels n’étaient que 28 % à se positionner ainsi avant la grève. Également, dans la continuité de cette observation, 65 % des répondant-e-s rapportent être plus à gauche aujourd’hui qu’avant la grève (généralement de -1 à -3 points), 23 % gardent le même positionnement, et 12 % sont un peu plus au centre (généralement de 1 point).

Un tel maintien des idées de gauche ainsi qu’un tel degré d’accord avec l’énoncé peuvent toutefois paraître surprenants, considérant les données sur l’engagement actuel présentées au chapitre précédent, qui montrent un engagement assez contrasté, notamment avec 27 % des répondant-e-s qui ne militent plus du tout aujourd’hui. Or, cette variable de l’intensité de l’engagement aujourd’hui s’avère un angle d’analyse pertinent pour comprendre cette forte fidélité des répondant-e-s à leurs convictions de l’époque. En effet, le tableau suivant montre que plus leur militantisme est fort aujourd’hui, plus iels ont tendance à être totalement en accord avec l’énoncé :

Tableau 4.4 Lien entre l’intensité actuelle de l’engagement et le fait d’être totalement en accord avec l’énoncé «Je suis resté-e fidèle à la vision politique et aux principes que j’ai défendus en 2012.»

	Ne milite plus	Ne milite pas présentement	Milite un peu	Milite modérément	Milite beaucoup	Total
Est totalement en accord	53 (45%)	22 (55%)	93 (65%)	45 (63%)	52 (71%)	265
N'est pas totalement en accord	66 (55%)	18 (45%)	51 (35%)	27 (37%)	21 (29%)	183
Total	119	40	144	72	73	448

Ainsi, alors que 71 % des personnes militant beaucoup aujourd’hui sont totalement en accord avec l’énoncé, cette proportion baisse à 45 % chez les personnes ne militant plus. Cela dit, cette proportion de 45 % demeure relativement élevée, mais il a été possible de trouver des pistes d’explication en analysant les réponses de ces 53 personnes à d’autres questions. Il ressort d’abord que 37 d’entre elles (70 %) n’étaient pas non plus engagées avant la grève, ce qui voudrait dire que bien que la grève ne les ait pas amenées à s’engager durablement, elle aura malgré tout réussi à les politiser durablement. Également, un autre profil qui se dégage cette fois chez 10 personnes, qui étaient de leur côté généralement engagées avant la grève, est de vivre du cynisme et de la désillusion (comme nommé au chapitre précédent), ce qui leur enlève aujourd’hui toute motivation à s’engager, bien qu’elles conservent leurs idées de gauche.

Finalement, dans la continuité de cette première analyse, il est intéressant de noter que l'intensité de l'engagement aujourd'hui est également liée au positionnement politique sur l'axe gauche-droite. En effet, alors que la moyenne de l'échantillon est de 2,05, celle-ci est de 2,58 chez les gens ne militant plus, et elle baisse progressivement d'un groupe à l'autre, jusqu'à atteindre 1,45 chez les gens militant beaucoup.

4.2.2 Commentaires sur l'idéologie

Comme l'axe gauche-droite est très limité pour saisir les nuances des transformations idéologiques, le questionnaire prévoyait la possibilité de préciser sa pensée en commentaires, et c'est ce que 142 personnes ont fait. Une analyse exhaustive de leurs commentaires a permis d'en regrouper plus de la moitié dans des catégories plus larges, qui seront présentées ici.

D'abord, 12 personnes témoignent que la grève les a fait passer de social-démocrate (elles se situaient aux degrés 3-4 avant la grève) à anarchiste (degré 0, parfois 1 après la grève), alors que cinq autres ont vu leur tendance anarchiste ou leur esprit libertaire préexistants être renforcés par la grève. Ce processus s'est opéré notamment par la désillusion vis-à-vis l'État engendrée par la grève, mais parfois aussi par l'enthousiasme suscité par la découverte de la démocratie directe dans le mouvement étudiant, ou encore la lecture d'écrits anarchistes. Une répondante, passée de 4 à 0 sur l'axe gauche-droite, témoigne ainsi :

Mes valeurs ont toujours été à gauche (justice sociale, inclusion, lutte contre les inégalités, valorisation du filet social, etc.) mais avant 2012, je croyais naïvement que le système et les appareils politiques, judiciaires, voire policiers, pouvaient être cohérents avec ces valeurs. Mes constats en 2012 ont été difficiles à digérer.

Ces 17 personnes maintiennent aujourd'hui leurs idées et valeurs anarchistes, mais cinq d'entre elles nomment que leurs tactiques ont changé. Elles considèrent désormais que vu l'urgence d'intervenir sur des enjeux sociaux urgents, comme la crise climatique, des changements rapides pourraient passer par le maintien temporaire des États et des structures politiques actuelles. Deux de ces personnes ajoutent avoir senti ne pas être à leur place « dans le monde parfois sectaire et exclusif des groupes anarchistes », ce qui a nourri leur reconsidération des stratégies de luttes.

Ce changement de tactiques et de moyens est également nommé par 16 autres personnes, dont la plupart se considèrent autant à gauche qu'en 2012 (c'est-à-dire aux degrés 1 à 3 de l'axe gauche-droite). Sept d'entre elles s'engagent désormais à Québec solidaire, en nommant par exemple chercher « à faire des gains tangibles plutôt que la révolution », ou considérer aujourd'hui « la politique électorale comme un vecteur important (sans être le seul) de changement social, chose qui était loin de mes valeurs à l'époque. » Une autre personne, modérément engagée, témoigne ainsi à propos de son militantisme en région éloignée :

J'ai déménagé en région quelques années après la grève et la mobilisation sociale y prend une forme différente dans des milieux ruraux éloignés. La politique municipale peut alors être plus proche des gens qui habitent le territoire. Je me mobilise aujourd'hui sur des enjeux plus locaux, sentant moins de légitimité ou de capacité à le faire autrement.

Un autre exemple est celui de cette organisatrice communautaire dans un centre de femmes, qui milite principalement à travers son emploi :

J'ai toujours une rage de transformation radicale de la société avec une analyse allant aux racines des enjeux sociaux, mais dans le contexte du milieu communautaire où je travaille et milite, je dois prendre conscience des limites que nous avons et espérer transformer localement notre monde directement avec les personnes impliquées en passant par l'éducation populaire et la sensibilisation.

Si on s'éloigne maintenant des moyens de lutte pour revenir au positionnement politique, en plus des 17 personnes présentées plus tôt pour leur radicalisation vers l'anarchisme, 33 autres personnes témoignent de leur processus de radicalisation déclenché par la grève; radicalisation qui s'est maintenue ou poursuivie après celle-ci. En effet, le positionnement idéologique moyen de ce groupe de personnes est passé de 3,18 avant la grève, à 1,46 après celle-ci, et est aujourd'hui de 0,63. Alors qu'elles adhéraient souvent à des idées plutôt « social-démocrates » avant la grève, l'ampleur de leur « radicalisation » varie toutefois. À un extrême, 20 répondant-e-s se positionnent aujourd'hui au degré « 0 » de l'échelle. Une première livre ce témoignage éclairant :

La grève de 2012 a été pour moi un long processus de radicalisation puisque ma compréhension du monde a été fortement nourrie au contact d'idées radicales découlant des luttes sociales (anarchisme, socialisme, féminisme, etc.) et de la répression politique que l'on a vécue tant symboliquement que directement. Alors que je m'identifiai[s] aux idées sociales-démocrates avant la grève, le fonctionnement de la grève a approfondi dans la pratique mon attachement à un mode d'organisation

de la société qui est non hiérarchique. Mes 10 dernières années tant au niveau des idées que de mon action politique n'ont fait qu'affiner ma compréhension communiste libertaire du monde.

Un deuxième dit « Avant la grève j'étais un militant de QS qui flirtait avec les idées d'extrême gauche. Aujourd'hui, je considère que je consacre désormais ma vie à la révolution. » Une troisième mentionne que « la grève de 2012 a éveillé [s]a conscience politique » et que « deux ans plus tard [elle a joint] un groupe politique révolutionnaire. » Une quatrième nomme avoir une vision de gauche plus radicale qu'en 2012, car elle a depuis acquis plus de maturité et comprend mieux les enjeux globaux. Et un cinquième écrit :

J'avais déjà des tendances de gauche avant la grève (socialisme à socio-démocrate) mais la grève m'a poussé légèrement plus à gauche, entre autres sur les liens entre le pouvoir politique, la répression policière et les médias de masse. Cependant, je me suis beaucoup plus radicalisé dans les dernières années pour diverses raisons (changements climatiques, pandémie, crise du logement, etc.).

Comme l'illustre cette répondante, la radicalisation a été plus modérée pour les 13 autres personnes, qui se situent aujourd'hui aux degrés 1-2 de l'échelle :

2012 a été pour moi un moment où j'ai commencé à m'impliquer, à défendre mes propres valeurs et à mener mes propres combats. Ça m'a éveillée encore plus aux enjeux de justice sociale et ça a donc cristallisé ma position plus à gauche. J'étais toutefois dans les personnes les plus modérées et cette modération m'est restée longtemps après [...] C'est à l'université [en 2015] que ma position par rapport aux enjeux sociaux s'est radicalisée et qu'elle s'est précipitée encore plus à gauche.

Dans un spectre semblable, huit personnes nomment cette fois être passées à gauche avec la grève et l'être relativement restées aujourd'hui. En effet, leur positionnement idéologique moyen est passé de 5,88 avant la grève, à 1,25 après celle-ci, et est aujourd'hui de 2,5. Les commentaires de trois de ces personnes, qui sont toutes aujourd'hui modérément ou très engagées, sont particulièrement intéressants. Une première, qui vient d'une famille libérale, explique que la grève lui « a permis de sortir de ce carcan et de former [s]a propre pensée, ce qui perdure encore aujourd'hui. » Une deuxième considère que la grève lui a ouvert les yeux sur l'importance de la solidarité et des luttes pour les droits humains, ce qui lui a fait voir « l'importance des mouvements sociaux et de ce fait de rester politiquement à gauche à long terme. » Finalement, un troisième répondant dit :

J'ai voté ADQ en 2008, pour ensuite être exposé à Occupy et virer dans le champ gauche durant la grève. Les aléas de la vie ont ensuite adouci et nuancé certaines positions, mais je reste ancré dans une gauche libertaire.

Également, neuf répondant-e-s, appartenant en majorité aux catégories présentées précédemment, parlent de leur politisation sur d'autres luttes sociales s'inscrivant mal dans l'axe gauche-droite, telles que le féminisme et, parfois, l'antiracisme. L'une d'elles affirme par exemple que la grève l'a amenée « à mieux comprendre et revendiquer des enjeux tels que la gratuité scolaire, le féminisme et les luttes intersectionnelles », alors qu'une autre, déjà critique des élites détentrices des moyens de production, a élargi sa définition des élites suite à la grève, en y incluant notamment la police et les médias, « mais aussi les privilèges de classe, genre, race, etc. ». Également, une troisième personne témoigne ainsi :

La grève de 2012 m'a sensibilisée à l'importance de l'analyse structurelle, de la politisation plus approfondie des citoyen.ne.s et de la convergence des luttes sociales (antiracistes, autochtones, écologistes, anticapacistes, LGBTQIIA++, anticapitalistes).

Finalement, bien que ce changement idéologique soit survenu après la grève, il est intéressant de souligner que 10 personnes précisent être devenues critiques du nationalisme, et ne plus s'y identifier. L'une d'elles détaille son cheminement :

Pendant la grève et même un peu après, j'ai senti que le mouvement de séparation du Québec avait gagné en popularité. J'étais moi-même très enthousiaste par rapport à cette idée, je me suis même impliquée auprès d'un parti souverainiste lors des élections de 2014. 10 ans plus tard, j'avoue que c'est un mouvement que je remets maintenant en question, surtout en raison de ses tendances nationalistes anti-immigration.

Ce témoignage explicite, mais surtout le nombre significatif de commentaires portant sur le nationalisme, semble être une autre démonstration de la diminution de l'adhésion des jeunes au mouvement souverainiste.

4.2.3 Perte de confiance envers les institutions

Un autre élément idéologique mesuré par le questionnaire est la perte de confiance des répondant-e-s envers les institutions suite à la grève. Ce sujet était déjà évoqué dans certains des commentaires cités précédemment, et ce tableau présente des données sur l'ensemble des répondant-e-s :

Tableau 4.5 Impact de la grève sur l’opinion des répondant-e-s envers la police, les institutions démocratiques, les médias de masse et le système de justice

		Estime beaucoup plus basse	Estime un peu plus basse	Pas de changement	Estime un peu plus haute	Estime beaucoup plus haute
Police	Fréquence	295	97	60	1	1
	Pourcentage	65,0%	21,4%	13,2%	0,2%	0,2%
Institutions démocratiques	Fréquence	166	163	104	17	3
	Pourcentage	36,6%	36,0%	23,0%	3,8%	0,7%
Médias de masse	Fréquence	145	187	114	7	0
	Pourcentage	32,0%	41,3%	25,2%	1,5%	0,0%
Système de justice	Fréquence	138	145	157	3	2
	Pourcentage	31,0%	32,6%	35,3%	0,7%	0,4%

Il en ressort une perte d’estime générale envers les institutions, nommée par 86 % des gens pour la police; 73 % pour les institutions démocratiques et les médias de masse; et 64 % pour le système de justice. On constate d’abord que cette perte d’estime est particulièrement forte envers la police⁷¹, pour laquelle 65 % des répondant-e-s nomment avoir une estime beaucoup plus basse, ce qui est près du double des autres institutions. Cette perte de confiance envers la police est fréquemment mentionnée en commentaires, une personne écrivant par exemple que « la grève a changé [sa] relation à la police pour toujours, [qu’elle ne sera] plus jamais capable de leur faire confiance ». Une autre témoigne que bien qu’elle n’ait jamais été blessée physiquement, elle « considère qu’il a résulté de plusieurs manifestations et violences perpétrées par les forces de l’ordre une blessure psychologique », et elle conserve un sentiment de perte de confiance et d’injustice sociale profonde.

Cette perte de confiance est encore plus forte chez les personnes arrêtées, judiciairisées ou ayant subi une blessure, ainsi que chez celles ayant participé à la manifestation de Victoriaville, qui sont 75 % (contre 60 % dans le reste de l’échantillon) à nommer une grande perte d’estime envers la police. Quelques individus témoignent d’ailleurs spécifiquement de la manière dont cet événement les a amenés à questionner leurs principes de non-violence, dont celui-ci :

J’ai toujours été contre la violence, contre la guerre et j’ai toujours évité la confrontation policière lors des manifs auxquelles j’ai participé. Mais, le soir après la journée de violence de Victoriaville,

⁷¹ À noter que les deux seules personnes qui nomment avoir gagné de l’estime envers la police ont des profils assez particuliers. L’une d’elles milite aujourd’hui pour le Parti conservateur du Québec, et l’autre nomme être maintenant « beaucoup plus pragmatique » et que ses « actions politiques seraient considérées de droite par les gens de gauche ».

il y avait une rage tellement intense qui m'habitait que j'aurais pu devenir violent dans mes actions. Je me suis finalement raisonné, mais j'ai mis plusieurs mois à m'en remettre.

À l'opposé, on constate une moins grande perte d'estime envers le système de justice, qui semble s'expliquer en partie par le plus faible nombre de répondant-e-s qui ont été fortement exposé-e-s à cette institution. En effet, alors que 88 des 108 (81 %) personnes arrêtées ou judiciairisées témoignent d'une baisse d'estime, cette proportion n'est que de 57 % dans le reste de l'échantillon.

Finalement, les données révèlent que les personnes très engagées avant la grève sont beaucoup plus nombreuses (43 % en moyenne) à avoir choisi l'option « pas de changement » pour chacune des questions que le reste de l'échantillon (22 % en moyenne). Plusieurs de ces 39 personnes semblent donc avoir commencé la grève en ayant déjà une très faible estime envers ces institutions, ce qui expliquerait qu'elle n'ait pas provoqué de changement chez une grande proportion d'entre elles. L'une d'elles, qui a répondu « pas de changement » à toutes les questions, explique d'ailleurs en commentaire que comme elle a vécu la grève en tant qu'adulte déjà très impliquée, elle ne se « faisai[t] pas une très haute opinion des institutions et les événements ont confirmé [s]on point de vue ».

4.2.4 Conclusion de la section

En résumé, il ressort de cette section que malgré leur degré d'engagement variable aujourd'hui, les ex-grévistes considèrent être resté-e-s fidèles à leurs convictions. Leur radicalisation à gauche, qui se maintient généralement aujourd'hui, est non seulement très visible au niveau quantitatif, mais est également nommée par une soixantaine de personnes en commentaires. Finalement, les répondant-e-s sont nombreux/ses à rapporter une perte d'estime envers la police, les institutions démocratiques, les médias de masse et le système de justice.

4.3 Relations interpersonnelles

Cette dernière analyse thématique réunira tout ce qui touche les relations interpersonnelles des répondant-e-s, soit leurs relations familiales, amicales et de couple. C'est toutefois l'aspect des amitiés qui sera analysé avec le plus de profondeur, avec comme point de départ la question des amitiés nouées durant la grève et s'étant maintenues jusqu'à aujourd'hui, et leur impact notamment sur la transformation du cercle social et la découverte de nouveaux lieux d'engagement.

4.3.1 Famille

Bien qu'il ne s'agissait pas d'une sphère de vie très discutée dans la littérature, j'ai inclus dans mon questionnaire trois énoncés se rattachant à la famille, qui portaient sur la présence de soutien ou de conflit au sein de la famille autour des enjeux liés à la grève, ainsi que sur la politisation (ou non) de membres de la famille grâce à la grève. Toutefois, comme l'ont souligné certains commentaires, une limite importante de ces énoncés est qu'ils ne précisaient pas s'ils faisaient mention de la famille proche ou élargie, ce qui a mené à des interprétations variées chez les répondant-e-s.

D'abord, un portrait très hétérogène se dessine quant à la présence de soutien ou de conflit dans la famille vis-à-vis l'engagement durant la grève : 154 répondant-e-s (34 %) ne rapportent que la présence de soutien, 94 (21 %) ne rapportent que la présence de conflit, et 60 (13 %) rapportent la présence simultanée de soutien et de conflit⁷². Parmi ces 60 personnes, l'une d'elles, qui n'est probablement pas la seule dans cette situation, témoigne que c'est sa famille rapprochée qui l'a soutenue, alors que les conflits étaient uniquement avec des membres de sa famille élargie. Mais cette division pouvait également avoir lieu au sein de sa cellule familiale directe, comme en témoigne un jeune cégépien très engagé durant la grève, qui a été énormément soutenu par sa mère, alors que son père accusait le mouvement étudiant de l'avoir « brainwashé ». Finalement, parmi les personnes ne rapportant que la présence de conflit, l'une témoigne avoir « fini par aménager en appartement en 2012, les tensions familiales étant rendues beaucoup trop intenses », alors qu'une autre nomme que l'investissement dans la grève était si intense et important « que de profondes amitiés ont été brisées et des liens familiaux mis à mal ».

Sur un autre aspect des relations familiales, il ressort que la moitié des répondant-e-s sont d'accord que leur engagement lors de la grève a contribué à politiser des membres de leur famille :

⁷² Pour entrer dans la 1^{re} catégorie, les répondant-e-s devaient être en accord avec l'énoncé portant sur la présence de soutien, et en désaccord avec l'énoncé portant sur la présence de conflit. Le contraire les faisait entrer dans la 2^e catégorie, et un accord avec les deux énoncés les faisait entrer dans la 3^e catégorie. Ainsi, 141 personnes (31 %) ne font partie d'aucune des trois catégories, car 126 sont neutres sur l'un ou l'autre des énoncés, et 15 sont en désaccord avec les deux énoncés.

Tableau 4.6 Réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 a contribué à politiser des membres de ma famille. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	23	94	105	177	47
Pourcentage	5,2%	21,1%	23,5%	39,7%	10,5%

Il est toutefois difficile d'évaluer la forme et l'ampleur de cette politisation, bien que les quelques commentaires recueillis laissent croire que les personnes seulement « en accord » avec l'énoncé parlent d'impacts relativement modestes, comme en témoigne cette personne : « Le contexte de la grève a été propice à des discussions politiques plus approfondies dans la famille, mais je suis la seule personne qui en est ressortie plus impliquée politiquement qu'avant. »

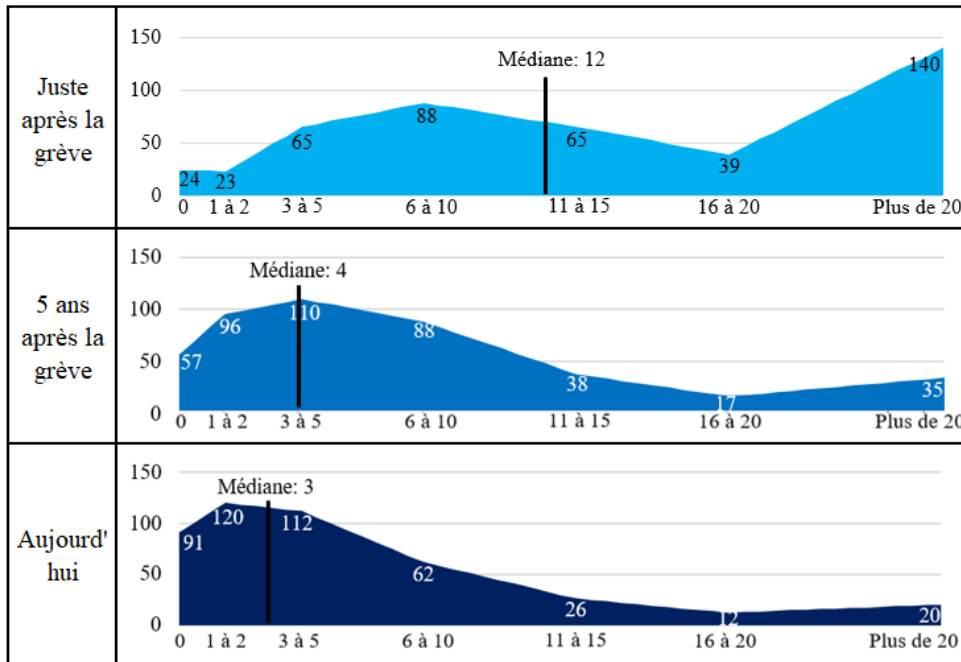
4.3.2 Nouvelles amitiés et transformation du cercle social

Le rôle des amitiés était exploré de plusieurs manières par mon questionnaire, puisqu'il est plus central dans la littérature. En effet, comme expliqué dans ma revue de littérature, Gaxie (2005) a inclus le « réseau social » dans son modèle de rétributions du militantisme. Pour sa part, Agrikoliansky (2017) a insisté sur la nécessité de considérer plus spécifiquement les liens de camaraderie, d'amitié et d'amour entre les militant-e-s dans son modèle, bien que ces liens soient difficiles à analyser en termes de coûts et de rétributions. Les féministes s'intéressent également et depuis longtemps à l'importance de l'amitié et de la sororité dans leurs luttes, Marilyn Friedman (1989, p.287) affirmant même que « [l]'amitié entre les femmes a été le ciment [...] des différentes vagues historiques du mouvement féministe [traduction libre] ». Jasper et Goodwin (2006) ont notamment observé que l'adhésion à une cause commune renforce les liens d'amour et d'amitié qui unissent les membres d'un groupe, ce qui contribue à rendre leur engagement profond. De plus, ces liens affectifs entre militant-e-s peuvent perdurer au-delà des phases de mobilisation et contribuer au maintien de « structures dormantes »⁷³, qui permettent à des mouvements de renaître après une période de mise en veille (Sommier, 2010).

⁷³ Cette expression est l'une des nombreuses traductions de la notion d'« abeyance structure » introduite par Verta Taylor en 1989 afin d'analyser les phénomènes de continuité des mouvements sociaux. (Johsua, 2009)

La première des questions portant sur les amitiés demandait d'indiquer le nombre de militant-e-s connu-e-s lors de la grève qui sont resté-e-s des ami-e-s proches :

Figure 4.2 Nombre de militant-e-s connu-e-s lors de la grève de 2012 qui sont resté-e-s des ami-e-s proches des répondant-e-s, pour trois différentes temporalités.



*À noter qu'exceptionnellement la médiane a été utilisée plutôt que la moyenne, car les valeurs extrêmes faisaient augmenter trop fortement la moyenne, ce qui en faisait une moins bonne mesure de tendance centrale.

D'abord, avec une médiane de 12, cette figure montre que la majorité des répondant-e-s avaient un grand nombre d'ami-e-s proches à la fin de la grève, près du tiers en ayant même plus de 20! Cela est cohérent avec le fait que pour la grande majorité, la grève était le centre de leur vie au printemps 2012, ce qui faisait en sorte que leur réseau social se composait principalement d'autres grévistes, qui étaient souvent des personnes rencontrées durant la grève, mais pouvaient aussi avoir déjà été des ami-e-s avant celle-ci (ce qui les exclut alors de la réponse)⁷⁴. Ce phénomène est d'ailleurs visible au niveau statistique, car alors que les grévistes peu engagé-e-s ont une médiane de six ami-e-s proches à la fin de la grève, celle-ci monte à 20 pour les très fortement engagé-e-s.

⁷⁴ Deux personnes témoignent d'ailleurs que bien qu'elles étaient entourées d'un grand nombre d'ami-e-s durant la grève, toutes ces relations étaient antérieures à 2012. Elles n'ont donc pas développé de nouvelles amitiés en 2012, ce qui les a amenées à répondre « 0 » à la question. Également, quelques personnes témoignent que les amitiés avec d'ex-grévistes se sont majoritairement créées après la grève; leur vécu commun de la grève et leurs convictions politiques semblables facilitant la création de liens. Une répondante écrit même que « [lorsqu'elle] rencontre de nouvelles personnes, la question qui revient toujours est "Où étais-tu en 2012?" »

Bien que ce nombre ait baissé au fil des ans, ce que certain-e-s expliquent notamment par le fait d'être devenu-e-s « des adultes avec des responsabilités », des départs en région à la fin de leurs études, ou tout simplement car « [leurs] parcours de vie [les] ont séparés », il reste qu'un grand nombre d'amitiés ont survécu au passage du temps, et ce, particulièrement chez les personnes les plus engagées aujourd'hui. En effet, alors que les 118 personnes plus du tout engagées ont comme médiane un-e seul-e ami-e proche, celle-ci monte progressivement selon l'intensité de l'engagement, pour atteindre six chez les 69 personnes très fortement engagées aujourd'hui.

Et ces amitiés peuvent s'avérer très fortes, comme en attestent ces quatre témoignages. D'abord, une femme indique qu'en plus d'avoir renforcé des amitiés de longue date qui durent encore aujourd'hui, la grève lui a permis de rencontrer « plein de personnes, de plein de facultés et de milieux d'étude différents, qui sont maintenant des ami-e-s proches. » Une autre personne considère que les rencontres et amitiés, dont elle souligne le caractère multidisciplinaire, sont « peut-être une des choses les plus importantes qui [lui] reste [de la grève]. » Une troisième personne souligne qu'en plus d'y avoir connu son époux, « toutes [s]es amitiés d'aujourd'hui sont celles [qu'elle a] développées durant cette époque. » Finalement, un homme, qui a encore aujourd'hui plus de 20 ami-e-s connu-e-s en 2012, rapporte que grâce à son poste sur le conseil exécutif d'une association étudiante nationale, il « a eu la chance de fréquenter des gens extraordinaires, partout au Québec. »

Quatre autres témoignages, plus éclectiques, mettent en lumière d'autres aspects forts des amitiés forgées en 2012. D'abord, une femme témoigne que « les amitiés nouées [lui] ont fait du bien [car elle rencontrait pour la première fois] des gens partageant [son] orientation politique. » Une autre explique qu'elle a « développé une communauté avec des racines vraiment profondes » et qu'« [e]n tant qu'immigrante, la grève étudiante [l]'a fait tomber amoureuse avec Montréal et [l]'a incitée à construire [sa] vie ici. » Puis, un homme indique qu'« avoir des liens permet de se serrer les coudes et de passer à travers les moments plus difficiles. Ça permet de rester motivé et de s'engager. » Finalement, un autre homme exprime ceci :

Je garderai toujours et pour toute ma vie un grand respect pour tous les camarades et pour nos porte-paroles qui nous ont défendus avec panache. J'ai l'impression que nous partageons le même lien qui unit parfois les vétérans.

Cela est cohérent avec les écrits de la sociologue Claire Bidart (2010) sur la transformation des formes de la socialisation au cours d'une vie. Elle a constaté dans ses recherches que l'évolution des rôles sociaux selon l'âge a un fort impact sur la manière dont se construisent et se maintiennent les amitiés. De plus, des enquêtes statistiques ont montré que « l'âge est la variable la plus déterminante pour la sociabilité en général », car en vieillissant, « la disposition à rencontrer des gens, à établir et à maintenir des liens avec eux, se rétrécit de façon très nette. » (Ibid, p.67) Ainsi, il est fréquent chez les jeunes adultes de 20 à 30 ans, qui s'investissent généralement dans une grande variété d'activités, d'avoir des relations « de circonstances », relativement dépendantes de leur contexte d'origine. En vieillissant, ces cercles sociaux sont souvent dissous et les amitiés maintenues sont généralement individualisées et dissociées des environnements relationnels. Cela dit, des recompositions de réseau peuvent se produire indépendamment de l'âge lors de moments de « mutation personnelle », et c'est ce qui semble s'être produit lors de la grève, car une majorité de répondant-e-s considèrent qu'elle a contribué à transformer leur cercle social :

Tableau 4.7 Réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 a contribué à transformer mon cercle social. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	14	58	64	180	137
Pourcentage	3,1%	12,8%	14,1%	39,7%	30,2%

Une variable pertinente à prendre en compte dans l'analyse de ce tableau est celle de l'âge, car alors que 38 % des répondant-e-s âgé-e-s de 17 à 21 ans lors de la grève sont totalement en accord avec l'énoncé, c'est le cas de seulement 20 % des répondant-e-s plus âgé-e-s. Quelques personnes plus âgées témoignent d'ailleurs qu'elles avaient déjà, souvent grâce à leur engagement antérieur, un cercle d'ami-e-s militant-e-s avec qui elles ont vécu la grève, donc celle-ci a peu transformé leur cercle social.

Les autres commentaires sont surtout ceux de personnes totalement en accord avec l'énoncé, qui précisent l'ampleur de cette transformation et l'importance de ces amitiés durant la grève. Par exemple, l'une d'elles témoigne du lien fort qui a uni son groupe d'ami-e-s, qui s'est agrandi au cours de la grève :

Je ne peux imaginer quelle aurait été mon expérience de la grève de 2012 sans le groupe d'ami.e.s avec lequel j'allais à toutes les actions, les manifestations, les assemblées générales, etc. L'une des raisons qui expliquent mon désengagement, après 2015, est que plusieurs de ces ami.e.s ont quitté l'université (fin des programmes d'études) et la ville.

Une autre personne, qui venait de passer du secondaire au cégep lors de la grève, mentionne que celle-ci a créé un froid avec ses ami-e-s du secondaire, et l'a amenée à « changer complètement [s]on cercle d'ami-e-s pour [n']être alors qu'avec des militant-e-s. » Ce témoignage soulève également la deuxième dimension qui peut être présente dans la transformation du cercle social, soit le conflit avec des ami-e-s connu-e-s avant la grève :

Tableau 4.8 Réponses à l'énoncé « Mon engagement lors de la grève de 2012 a engendré des relations conflictuelles avec mes ami-e-s. »

	Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
Fréquence	79	143	52	138	38
Pourcentage	17,6%	31,8%	11,6%	30,7%	8,4%

Bien que peu de répondant-e-s semblent avoir vécu fortement ce phénomène (seul-e-s 38 sont totalement en accord avec l'énoncé), le nombre considérable de 138 personnes (31 %) « en accord » témoigne que plusieurs ont vécu certains conflits. L'une d'elles nomme par exemple avoir « perdu des amies qui s'identifiaient comme carré vert », alors qu'une autre témoigne que bien que la grève n'ait pas engendré de conflits avec la très grande majorité de ses ami-e-s, quelques-un-e-s l'ont bloquée de Facebook et elle ne leur parle plus depuis.

À nouveau, ces conflits liés à des opinions ou engagements politiques, qui peuvent s'avérer un élément identitaire important, ne sont pas propres aux grévistes de 2012. Un exemple fort est celui des dernières élections américaines (entre Joe Biden et Donald Trump), qui a mis en lumière l'ampleur de la division politique aux États-Unis, et ses impacts sur les relations interpersonnelles; pouvant mettre à mal même des amitiés de longue date (Green, 2020; Smith, 2020). Un sondage a notamment montré que 40 % des électeurs et électrices appuyant Trump ou Biden n'avaient aucune ami-e appuyant l'autre candidat-e, alors qu'un autre 40 % n'en avaient que quelques-un-e-s (Dunn, 2020).

4.3.3 L'importance d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques

Une autre dimension des relations interpersonnelles est l'importance accordée par les répondant-e-s au fait d'avoir en commun des convictions et des engagements. Ce tableau montre que cela est important pour une grande majorité de répondant-e-s, et d'autant plus lorsqu'il est question de leur partenaire de vie :

Tableau 4.9 Réponses aux énoncés « Il est important pour moi d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques avec... »

		Totalement en désaccord	En désaccord	Neutre	En accord	Totalement en accord
mes ami-e-s	Fréquence	4	22	45	213	168
	Pourcentage	0,9%	4,9%	10,0%	47,1%	37,2%
mon/ma partenaire de vie	Fréquence	2	5	30	161	250
	Pourcentage	0,4%	1,1%	6,7%	35,9%	55,8%

En effet, le degré d'accord est globalement très élevé, soit de 84 % pour les ami-e-s et de 92 % pour le/la partenaire de vie. Mais c'est surtout au niveau des répondant-e-s totalement en accord que la différence est plus marquée, car leur proportion de 37 % lorsqu'il est question des ami-e-s monte à 56 % pour le/la partenaire de vie. Une personne totalement en accord avec les deux énoncés, et qui conserve encore aujourd'hui plus de 20 ami-e-s proches connu-e-s durant la grève, illustre d'ailleurs l'importance que cela a pris dans sa vie, en nommant que depuis la grève, elle n'a « plus aucun intérêt à côtoyer des gens qui ne souhaitent pas un changement social et qui ne s'intéressent pas aux questions politiques. »

Mais la majorité des commentaires sont plutôt ceux de personnes neutres ou en accord avec les énoncés, qui précisent que c'est seulement l'aspect des « valeurs » ou des convictions qui est important, et non celui des engagements politiques. Des analyses statistiques amènent à penser que cette tendance est également vraie chez les répondant-e-s totalement en accord avec les énoncés⁷⁵, ce qui témoigne qu'il aurait été préférable de faire des énoncés distincts sur chacun de ces aspects.

⁷⁵ Alors qu'un lien fort est présent entre ce choix de réponse et le fait d'être fortement à gauche (échelons 0 à 2 de l'échelle de 0 à 10), le lien est beaucoup plus faible avec le fait de militer ou non présentement. En effet, pour l'énoncé sur les amitiés, 50 % des personnes se situant aujourd'hui fortement à gauche politiquement sont totalement en accord, contre 16 % des autres. Cette proportion est de 65 % versus 40 % pour l'énoncé sur le couple. Pour leur part, 43 % des

Finalement, toujours en termes d'analyses statistiques, un écart marqué selon le genre est également présent; les femmes et les personnes de la diversité de genre étant deux fois plus nombreuses que les hommes à être totalement en accord avec les énoncés. Bien qu'aucun commentaire n'apporte de piste d'explication à ce phénomène, une hypothèse est que comme on l'a vu au chapitre 3, ces personnes sont fortement engagées dans le mouvement féministe, qui porte une attention particulière à la dimension intime et privée du politique (Delphy, 1988; Thébaud, 2014). Donc le partage de convictions concernerait en partie les idées de gauche, mais également les principes et analyses féministes, qui concernent autant la sphère publique que privée. Et cette hypothèse semble se confirmer par le fait que des 13 luttes et mouvements du tableau 3.1, c'est l'intensité de l'engagement dans le mouvement féministe qui est la plus déterminante avec le fait d'être totalement en accord avec ces énoncés⁷⁶. De plus, le fait que ce soit les luttes antiracistes qui arrivent au 2^e rang, soit une autre lutte basée sur l'identité, renforce l'hypothèse sur l'importance, pour les personnes qui militent en ce sens, du partage de convictions touchant la dimension intime et privée du politique.

4.3.4 Impact des amitiés sur l'engagement

123 répondant-e-s (27 %) ont répondu « oui » à la question « Les amitiés ou contacts personnels noués pendant la grève de 2012 ont-ils contribué à votre engagement dans les mouvements ou organisations politiques mentionnés dans les questions précédentes? » Cette réponse est significativement liée au nombre d'ami-e-s proches connu-e-s durant la grève : à la fin de la grève, la médiane pour ce groupe de 123 personnes était de 16 ami-e-s proches (versus 10 pour les autres répondant-e-s), et encore aujourd'hui, cette médiane s'élève à 5 ami-e-s proches (versus 2 pour les

personnes qui militent présentement sont totalement en accord avec l'énoncé sur les amitiés, contre 26 % des autres. Cette proportion est de 59 % versus 51 % pour l'énoncé sur le couple.

⁷⁶ Pour l'énoncé sur les amitiés, seulement 22 % des personnes pas impliquées dans le mouvement féministe sont totalement en accord, et cette proportion monte progressivement selon l'intensité de l'engagement jusqu'à atteindre 65 % pour les personnes très impliquées. Cette proportion est de 39 % versus 75 % pour l'énoncé sur le couple. Également, pour les personnes familières avec ce genre de statistiques avancées, des régressions logistiques ont été effectuées pour estimer la relation entre une variable dépendante (le fait d'être totalement en accord avec chaque énoncé) et une variable indépendante (l'intensité de l'engagement, de 0 à 3, dans chaque lutte et mouvement). Le R-deux de Nagelkerke montre que l'intensité de l'engagement dans le mouvement féministe explique 9,2 % de la variance pour les amitiés et 13,2 % pour le couple. C'est beaucoup plus que la 2^e lutte la plus proche, soit les luttes antiracistes, qui expliquent 4,8 % de la variance pour les amitiés et 9,4 % pour le couple.

autres répondant-e-s). Mais ce sont surtout les commentaires, laissés par 93 de ces personnes, qui permettent de mieux comprendre ce phénomène.

D’abord, plusieurs répondant-e-s ne font pas mention d’une lutte ou d’un engagement spécifique, mais expliquent plutôt que leurs ami-e-s les ont amené-e-s à s’ouvrir à d’autres enjeux, à s’impliquer à la marge dans de nouvelles luttes, ou à nourrir plus globalement leur motivation à s’engager. Parmi les nombreux commentaires en ce sens, un individu témoigne ainsi : « La présence d’ami-es dans des cercles militants m’a certainement incité à m’impliquer davantage avec eux et elles et à élargir mes horizons. » Un autre explique qu’il avait un grand réseau d’ami-e-s militant-e-s, ce qui « stimulait un bouillonnement de projets ». Finalement, un troisième répondant détaille l’impact de son cercle social :

Mon cercle social à Québec s’est créé à partir de la grève. Tous les projets dans lesquels je me suis lancé par la suite sont tributaires de la grève et des contacts que j’y ai faits. De 2012 jusqu’à 2018, celles et ceux qui s’étaient connu-e-s pendant la grève s’en parlaient encore. Ça créait un lien automatique. Je sens moins cela maintenant en 2022.

Et malgré l’effritement des liens constaté dans les dernières années, ce dernier précise malgré tout à la fin du questionnaire que « les liens de 2012 ne sont sûrement pas tous morts et oubliés, car [il a] reçu l’invitation de remplir ce sondage par un vieux camarade de l’époque. »

Les autres commentaires au sujet de luttes spécifiques précisent souvent les luttes et organisations politiques dans lesquelles les grévistes de 2012 se sont massivement engagé-e-s dans la dernière décennie, soit Québec solidaire (14 mentions), la grève étudiante de 2015, le mouvement écologiste, le mouvement syndical et le mouvement féministe (qui sont tous mentionnés sept à neuf fois). Le Parti québécois est mentionné cinq fois, et quelques autres luttes sont mentionnées deux ou trois fois⁷⁷.

C’est principalement en ce qui concerne la politique partisane et le mouvement féministe que des commentaires précisent le processus d’engagement par les amitiés. D’abord, pour la politique partisane, les liens entre celle-ci et le mouvement étudiant n’ont historiquement rien de nouveau;

⁷⁷ En plus de partis politiques divers, qui sont en tout nommés six fois, il s’agit du milieu anarchiste, des luttes LGBTQ+, des luttes antiracistes, et du milieu communautaire.

Theurillat-Cloutier (2017, p.20) expliquant d'ailleurs dans son ouvrage sur l'histoire du mouvement étudiant que celui-ci « a fourni à la politique traditionnelle nombre de politiciens aguerris », tels que Louise Harel, Bernard Landry et Gilles Duceppe. Et la grève de 2012, loin d'y faire exception, a vu Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins connaître un bref passage au Parti québécois, et Gabriel Nadeau-Dubois⁷⁸ devenir en 2017 député et co-porte-parole de Québec solidaire⁷⁹. Ma recherche montre que ces figures connues du grand public ne sont que la pointe de l'iceberg, alors que plusieurs grévistes ont rejoint les structures de ces partis, que ce soit comme « simples » militant-e-s, comme candidat-e-s aux élections, ou encore comme membres de l'équipe de campagne d'un-e ami-e candidat-e.

Plusieurs répondant-e-s témoignent avoir suivi des ami-e-s dans leur engagement auprès du Parti québécois ou de Québec solidaire, ou encore avoir été recruté-e-s en politique partisane à leur sortie du mouvement étudiant par leur réseau de contacts de 2012. Par exemple, une femme témoigne ainsi :

Je me suis engagée dans les élections pour le PQ en 2012 parce qu'un de mes amis était un membre très actif du parti [dans ma région]. En 2018, je me suis impliquée auprès de Québec solidaire puisqu'une de mes amies (que j'ai rencontrée en 2012) travaille maintenant pour le parti. Elle m'a fait voir toute la cohérence entre mes valeurs et l'organisation.

Un autre répondant, dont le meilleur ami l'a incité à rejoindre le Parti québécois, mentionne qu'ils ont également quitté en même temps le parti, en 2014. Une troisième personne souligne que le fait de militer à Québec solidaire avec ses amies, qui lui ont fait intégrer ce parti politique ainsi que le mouvement syndical, fait en sorte qu'« il s'agit d'activités militantes, mais aussi sociales. » Finalement, une femme qui s'est d'abord engagée au Parti québécois, puis à Québec solidaire, explique ceci :

⁷⁸ En rappel, durant la grève de 2012, Léo Bureau-Blouin était président de la FECQ, Martine Desjardins était présidente de la FEUQ, et Gabriel Nadeau-Dubois était co-porte-parole de la CLASSE.

⁷⁹ Il a d'ailleurs comme directeur de cabinet Renaud Poirier St-Pierre, qui était son attaché de presse à la CLASSE (Cyr, 2012).

C'est via ces amitiés que j'ai été recrutée pour poursuivre mon implication militante à ma sortie du mouvement étudiant. Mon parcours d'engagement lors des actions contre la hausse était au début ma carte de visite pour qu'on me donne des responsabilités lors de mes débuts en politique active.

Ces témoignages illustrent également un des constats du chapitre précédent, soit la désertion du Parti québécois par plusieurs grévistes dans les années suivant la grève; iels rejoignant parfois Québec solidaire par la suite. Une autre dynamique mise en lumière par certains témoignages est celle du réseautage, qui ressort particulièrement parmi les personnes témoignant s'être engagées au Parti québécois suite à la grève. Une première, qui a toutefois choisi de s'engager à Québec solidaire, explique ceci :

La plupart de mes anciens collègues de la FECQ se sont divisés en 2 groupes suite à 2012 :

- Les péquistes (notamment parce que Léo Bureau-Blouin est devenu candidat à l'élection de 2012)
- Les supporteurs de QS.

Une autre, qui a milité pour le Parti québécois en 2014, témoigne avoir rencontré pendant la grève certain-e-s militant-e-s du PQ à la FECQ. Et une analyse quantitative tend à confirmer ce lien entre le Parti québécois et la FECQ, car alors que 8 des 71 grévistes membres de la FECQ (11 %) se sont impliqué-e-s auprès du Parti québécois, à l'autre extrême, seul-e-s 6 des 285 membres de la CLASSE (2 %) ont fait de même.

Pour ce qui est du mouvement féministe, deux principales formes d'influence sont décrites. La première, décrite surtout par des hommes, est le fait d'avoir été sensibilisés aux enjeux féministes par leurs amies. Par exemple, un homme qui s'est modérément engagé dans le mouvement féministe dans la dernière décennie témoigne que ses ami-e-s l'ont « amené à en apprendre davantage sur divers sujets, notamment sur le féminisme », et une personne non binaire explique qu'« être en contact avec des amies militantes féministes [lui] a permis de réfléchir aux enjeux de sexe et de genre dans les luttes sociales, et [l]'a amené à militer pour les droits LGBTQ+. »

La deuxième forme, décrite par des femmes toutes modérément ou fortement engagées dans le mouvement féministe, explique la contribution de leurs ami-e-s à leur fort engagement dans des groupes et espaces féministes. Entre autres, une femme qui nomme avoir fait des rencontres significatives en 2012, explique que ces rencontres l'ont amenée à s'impliquer dans des groupes féministes radicaux. Une autre témoigne que ses amies l'ont amenée à créer un collectif de création

féministe et à s'impliquer lors des soirées non mixtes d'un atelier de vélo communautaire. Une troisième témoigne finalement que « l'apprentissage du milieu féministe auquel adhéraient de nombreux.ses militant.es de 2012 a défini et raffermi [s]on engagement au quotidien. » Ces témoignages sont cohérents avec ce qui a été relevé par la recherche sur les soixante-huitard-e-s, qui portait une attention spécifique à l'engagement féministe, et constatait que « [l]e féminisme se découvre souvent entre amies » (Comer *et al.*, 2018, p.911), et qu'« il est un mouvement fortement catalysé, alimenté et maintenu par l'amitié. » (Ibid., p.936)

Les chercheur-e-s ont également constaté que « [p]our nombre de femmes primo-militantes, l'amitié fonctionne comme un facilitateur de l'engagement. » (Ibid., p.911) Un témoignage d'une femme, bien que n'étant pas lié à un engagement féministe, est d'ailleurs une bonne illustration de ce phénomène, puisqu'elle explique que « les membres du comité de mobilisation étudiante [l]'ont beaucoup aidée et rassurée sur l'importance et la qualité de [s]on implication », ce qui lui a permis de gagner assez de confiance en elle pour continuer son implication politique et sociale.

4.3.5 Conclusion de la section

En résumé, il ressort d'abord de cette section que, comme c'était constaté avec les volontaires du *Freedom Summer*, les relations des répondant-e-s avec leur famille semblent rarement avoir été profondément et durablement affectées par leur engagement dans la grève de 2012. C'est plutôt au niveau du couple et plus particulièrement des amitiés que de nombreux impacts sont relevés. En effet, la grande majorité des répondant-e-s maintient des amitiés fortes avec des camarades de la grève, et trouve important d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques avec leur partenaire de vie et leurs ami-e-s. Finalement, le quart des répondant-e-s rapporte que des personnes connues durant la grève ont contribué à la découverte de nouvelles formes et lieux d'engagement, notamment en politique partisane.

4.4 Conclusion du chapitre

Ce chapitre, qui s'est penché sur les thèmes de l'emploi, de l'idéologie et des relations interpersonnelles, a permis de compléter l'analyse thématique des données recueillies. D'abord, pour ce qui est de l'emploi, la grande majorité des répondant-e-s occupent des emplois en cohérence avec leurs valeurs et leurs convictions, souvent dans le secteur public ou dans le milieu

communautaire. Plusieurs ont même remis en question leur projet de carrière suite à la grève, ce qui s'est parfois accompagné d'un changement de domaine d'études. Ensuite, au niveau de l'idéologie, la radicalisation à gauche rapportée par les répondant-e-s suite à la grève s'est généralement maintenue dans le temps, et une perte d'estime envers les institutions est également rapportée. Finalement, la grève a aussi eu un impact sur les relations interpersonnelles des répondant-e-s, et plus spécifiquement au niveau de leurs amitiés et de leur vie de couple. Un lien fort est constaté entre les relations d'amitié et l'engagement; les personnes les plus engagées ayant créé et maintenu davantage de liens amicaux avec d'autres grévistes; ces ami-e-s contribuant parfois à leur tour au maintien de l'engagement par la découverte de nouvelles formes et lieux d'engagement.

CONCLUSION

L'objectif de ce mémoire était de documenter les impacts de la grève étudiante de 2012 sur ses militant-e-s, en répondant à la question : « Que sont devenu-e-s les grévistes de 2012 en termes d'engagement militant, et quel impact a eu la grève sur leur vie? » Cette exploration empirique s'est structurée autour du concept de « carrière militante », et s'est particulièrement inspirée de deux recherches de grande envergure partant d'un objectif similaire au mien, qui ont été menées auprès des soixante-huitard-e-s français-e-s (50 ans plus tard) et des volontaires du *Freedom Summer* (20 ans plus tard). Ces recherches ont démontré des impacts à long terme non seulement sur l'engagement de leurs militant-e-s, mais aussi au niveau de leur emploi, de leur idéologie et de leurs relations interpersonnelles, ce qui m'a amenée à étudier l'impact de la grève sur toutes ces sphères de vie. Également, l'ouvrage *Freedom Summer* (McAdam, 2012) m'a servi en quelque sorte de guide méthodologique, étant donné sa méthodologie ambitieuse et rigoureuse, mais somme toute adaptable à une recherche de maîtrise.

Comme McAdam, j'ai adopté la méthode mixte du devis séquentiel explicatif, qui est avant tout une démarche quantitative, complétée par des données qualitatives, ce qui permet de formuler des analyses basées sur les forces combinées des deux types de données. J'ai construit un questionnaire en ligne composé majoritairement de questions fermées, ainsi que de quelques questions ouvertes permettant aux personnes qui le souhaitent d'approfondir leurs réponses. Contrairement à McAdam, je n'ai toutefois pas réalisé d'entretiens (bien que 239 des 457 répondant-e-s se soient porté-e-s volontaires) et mon échantillon est non probabiliste, donc les résultats de ma recherche ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble des grévistes de 2012. En effet, d'une part, malgré des critères d'inclusion très larges⁸⁰, l'échantillon est principalement composé des personnes les plus fortement engagées dans la grève, qui ont généralement participé à des dizaines de manifestations, et considèrent que la grève était « le centre de leur vie » durant la session d'hiver 2012. Les résultats sont donc davantage représentatifs de ce type de personnes, que des dizaines de milliers d'étudiant-e-s s'étant engagé-e-s plutôt à la marge du mouvement. D'autre part, bien que j'ai fait de grands efforts de recrutement qui ont notamment permis une bonne représentativité régionale, l'aspect

⁸⁰ En rappel, pour participer à ma recherche, il était seulement nécessaire d'avoir voté pour la grève au sein de son association étudiante, d'avoir été en grève au moins une journée et d'avoir participé à au moins une manifestation.

volontaire de la recherche risque de surreprésenter les personnes davantage interpellées par le sujet et marquées par la grève.

Une autre différence méthodologique est que McAdam a également sondé les candidat-e-s absent-e-s, qui constituaient un groupe témoin permettant de confirmer les impacts du *Freedom Summer* sur la vie des volontaires, alors que ma recherche n'offrait pas la possibilité d'une telle comparaison. Bien que j'ai tenté de faire une comparaison semblable selon l'intensité de l'engagement durant la grève, les analyses autour de cette variable se sont finalement rarement avérées intéressantes, car les grévistes les plus engagé-e-s avaient tendance à également être plus engagé-e-s avant la grève, ce qui expliquait souvent une grande partie des différences observées.

Malgré ces limites méthodologiques, qui étaient inévitables étant donné que les « grévistes de 2012 » sont un groupe de personnes beaucoup moins défini que ne l'étaient les volontaires du *Freedom Summer*, il demeure intéressant de faire un retour sur mes résultats en les comparant avec ceux de McAdam. En effet, de nombreuses similitudes, mais également une différence importante, peuvent être observées.

Au niveau de l'emploi, comme c'était le cas des volontaires du *Freedom Summer*, les grévistes priorisent généralement la recherche d'un emploi cohérent avec leurs valeurs à la question salariale, et certain-e-s réussissent également à militer à travers leur emploi. Cette priorisation de la valeur sociale et du sens politique de l'emploi est particulièrement visible chez les 17 % de répondant-e-s (surtout des femmes) qui travaillent dans un organisme communautaire, avec un salaire annuel moyen très inférieur à celui des diplômé-e-s universitaires au Québec. Un grand nombre de répondant-e-s exerce aussi ce que McAdam qualifie de « professions d'assistance », soit principalement des professions d'éducation, d'intervention sociale ou liées au droit. Finalement, pour le tiers des répondant-e-s, la grève a contribué à une remise en question de leur projet de carrière, qui a parfois impliqué un changement de domaine d'études.

Au niveau idéologique, les répondant-e-s considèrent à 94 % être « resté-e-s fidèles à la vision politique et aux principes défendus en 2012 » et, de manière similaire aux volontaires du *Freedom Summer*, iels se sont souvent politisé-e-s et radicalisé-e-s à travers la grève. Entre autres, 64 % se positionnent aujourd'hui fortement à gauche, alors qu'iels n'étaient que 28 % à se positionner ainsi

avant la grève. Les répondant-e-s témoignent également d'une grande perte de confiance envers les institutions, qui est particulièrement marquée à l'endroit de la police. De même, les volontaires du *Freedom Summer* avaient fortement perdu confiance à l'endroit du FBI, qui s'était généralement montré peu coopératif pour enquêter sur les violences qu'ils avaient subies.

Au niveau des relations interpersonnelles, alors que 44 % des volontaires (dont une majorité de femmes) ont déclaré être resté-e-s en contact avec au moins un-e autre participant-e du mouvement, ce sont 80 % des répondant-e-s qui conservent au moins une amitié forte avec une personne rencontrée durant la grève (et 27 % des répondant-e-s conservent même plus de cinq amitiés). Ce genre de comparaison est toutefois hasardeux, considérant l'éloignement géographique des volontaires du *Freedom Summer* et l'absence de moyens numériques à leur époque pour faciliter le maintien de liens à distance. Pour les deux groupes, les réseaux militants ainsi créés ont aussi contribué au maintien de l'engagement et à l'expansion de certains groupes et luttes politiques. Également, la grande majorité des deux groupes trouve important de partager des convictions avec leur partenaire de vie et leurs ami-e-s, et le militantisme s'avère aussi un lieu important de rencontre de partenaires : alors que le *Freedom Summer* a mené à au moins 31 mariages entre volontaires (plusieurs s'étant toutefois soldés par un divorce), 18 répondant-e-s aujourd'hui parents (qui semblent faire partie de 15 couples différents) témoignent avoir rencontré le père ou la mère de leur(s) enfant(s) durant la grève.

Toutefois, malgré certaines ressemblances entre les deux groupes au niveau de l'engagement, une différence plus importante est à souligner quant à la centralité que prend le militantisme dans leur vie. Tout comme les volontaires du *Freedom Summer* qui étaient engagé-e-s massivement dans les autres mouvements majeurs des années 1960 aux États-Unis et étaient 70 % à être membre d'au moins une organisation politique 20 ans plus tard, les grévistes de 2012 se sont massivement engagé-e-s dans certains mouvements et luttes de la dernière décennie, et 64 % des répondant-e-s étaient engagé-e-s au moment de répondre au questionnaire. Cet engagement s'est principalement fait dans le mouvement étudiant, les luttes contre l'austérité, les luttes écologistes et le mouvement féministe, et se continue aujourd'hui principalement à Québec solidaire, dans un organisme local ou dans un syndicat. Toutefois, rares sont les grévistes pour qui leur vie a continué de tourner autour du militantisme après la grève. En effet, à moins que leur engagement se fasse par leur emploi, ce sont généralement moins de cinq heures par semaine qui y sont aujourd'hui consacrées.

Il s'agit là d'une différence importante avec les volontaires du *Freedom Summer*, pour qui cet été de lutte a souvent engendré une transformation de vie profonde qui les a amené-e-s à ce que leur vie tourne autour du militantisme dans les années qui ont suivi leur retour du Mississippi, certain-e-s témoignant qu'iels auraient eu autrement l'impression d'abandonner la cause (McAdam, 2012). Pour un grand nombre de volontaires, un processus de fusion du personnel et du politique s'est opéré, de sorte que le militantisme s'immisçait dans chaque aspect de leur vie.

Cette différence s'explique probablement en grande partie par le fait que le *Freedom Summer* a été une expérience militante plus extrême que la grève de 2012 à plusieurs niveaux : les volontaires étaient déraciné-e-s de leur milieu de vie et se retrouvaient en communauté fermée avec des camarades leur ressemblant, dans ce qu'ils nommaient la « communauté bien-aimée »; iels découvraient un niveau de racisme profondément choquant; en plus d'être exposé-e-s à un niveau de violence extrême. En effet, quatre volontaires ont été tués durant l'été, et plusieurs centaines se sont fait arrêter, battre ou ont été la cible d'attentats à la bombe. Comme le rapporte McAdam (2012, p.392), « [l]eurs récits montrent sans équivoque qu'ils ont vécu une période époustouflante, grisante, qui leur a permis d'avoir un but, d'éprouver leur propre puissance et de se réaliser eux-mêmes. » Le contexte politique des années soixante facilitait aussi la construction de milieux alternatifs et permettait de croire en des changements structurels profonds vers une société plus égalitaire, ce qui rendait l'engagement exaltant. De plus, le grand nombre de lieux d'engagement stimulants et d'emplois militants créait un contexte favorable à ce que les volontaires continuent de centrer leur vie autour du militantisme à leur retour du Mississippi.

Ce contexte politique favorable aux luttes sociales a toutefois pris fin vers le début des années soixante-dix, une période où la « Nouvelle Gauche » s'est effondrée, où les États-Unis ont été affectés par une récession économique, et où des tendances politiques et culturelles plus individualistes sont devenues dominantes dans la société américaine. Plusieurs volontaires expliquent avoir vécu cette période comme un épisode de « gueule de bois » et, bien qu'iels soient généralement demeuré-e-s engagé-e-s, le militantisme restait rarement au centre de leur vie, et se recentrait souvent à une échelle plus locale, que ce soit dans leur milieu de travail ou dans leur communauté. Après tant d'années de militantisme passionné, ce reflux de la vague contestataire a été durement vécu par les volontaires, qui ont souvent souffert de détresse psychologique, ont

parfois traversé un divorce, et ont souvent été confronté-e-s à la nécessité d'un revenu plus stable, ce qui pouvait les forcer à prioriser le travail rémunéré à l'engagement politique.

Or, pour les grévistes de 2012, cette période de « gueule de bois » est arrivée très rapidement. D'une part, après plus de six mois de grève pendant lesquels le militantisme était souvent le centre de leur vie, la reprise condensée des cours à l'automne limitait grandement le temps qu'ils pouvaient consacrer à des activités militantes. De plus, le gouvernement péquiste a vite trahi leurs espoirs lorsqu'il a décrété en février 2013 l'indexation des frais de scolarité, qui a été suivie par l'élection de gouvernements majoritaires de droite depuis 2014, avec le retour au pouvoir du PLQ puis la victoire de la CAQ en 2018. Cela s'est avéré décourageant pour plusieurs, comme l'explique ce répondant :

Quand je pense à la grève, encore aujourd'hui, je ressens une grande tristesse. Nous entretenons un tel espoir et il me semble aujourd'hui que cela a été vain, malgré l'annulation de la hausse des frais de scolarité. L'indexation a été perçue comme une trahison. La victoire des libéraux aux élections de 2014 a créé en moi une déception profonde envers le Québec.

Comme l'explique Hausfather (2017) et le confirment mes données, la fatigue accumulée et le brusque « retour à la normale » à la fin de la grève ont été durs à vivre pour les grévistes (et particulièrement les plus engagé-e-s). Plusieurs ont traversé une dépression ou un *burnout*, ont rapporté ressentir du cynisme, ou ont témoigné avoir dû prendre du recul car le militantisme était « usant ». Tout cela a certainement contribué à ce que le militantisme reste rarement le centre de leur vie après la grève de 2012.

Bien que la grève ne se soit pas avérée aussi profondément transformatrice que le *Freedom Summer*, 84 % des répondant-e-s sont en accord (33 %) ou totalement en accord (51 %) avec l'énoncé « La grève de 2012 a été un tournant dans ma vie ». Comme l'illustre cette sélection de commentaires de répondant-e-s totalement en accord, plusieurs témoignent d'impacts très positifs, alors que quelques personnes rapportent une certaine dualité entre la beauté du mouvement et la laideur de la violence, et entre l'espoir et le cynisme générés par la grève :

C'est difficile de résumer de façon simple l'impact de la grève de 2012 sur la personne que je suis aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est que j'ai eu la chance de le vivre comme un tremplin [...] Au début de la mobilisation, j'étais timide, je cherchais ma place et je n'osais pas assumer haut et fort

mes idées. Plus les semaines de grève ont avancé, plus j'ai découvert en moi un leadership et une confiance que je ne me connaissais pas. Ces découvertes sont encore les bases de ma personnalité aujourd'hui.

La grève a marqué à jamais mon imaginaire et mes expériences d'organisation collective, tout comme celles de mes ami-e-s proches. [...] La grève c'était un espace d'espoir et de possibles, à contre-courant du discours dominant, et c'est ce genre d'espace que je tente de continuer à cultiver dans mon quotidien par tous les moyens possibles.

Ma conscience sociale est dans 2012. Pendant 9 ans après j'ai mangé, j'ai dormi, j'ai bu et j'ai respiré luttes sociales. Je donnerais tout pour revivre cet Eden perdu qu'est 2012 [...] 2012 c'était selon moi mon Mai 68, c'est l'été le plus fort et passionnant de ma vie. 2012 m'a transformé comme être humain.

2012 a été à la fois rempli d'espoir et de fierté, mais également de peur et de violence. Je vais toujours considérer la grève comme un moment charnière dans ma vie qui m'a permis de devenir la personne que je suis aujourd'hui. Malgré le fait que je ne m'implique plus vraiment dans des organisations étudiantes/communautaires, 2012 m'a politisé, m'a sensibilisé à différents enjeux sociaux et m'a donné espoir qu'il est possible de changer les choses.

Ma participation à la grève étudiante de 2012 a complètement chamboulé ma vie. Elle m'a ouvert les yeux sur deux pôles complètement opposés, la beauté de la solidarité et la laideur de la répression. Elle m'a à la fois politisée et dégoûtée de la politique. Elle m'a construite en tant que citoyenne, mais m'a un peu détruite en tant qu'individu. Elle m'a donné l'occasion de me sentir utile, incluse, forte. Elle m'a donné des valeurs, un but. Elle m'a aussi plongée dans la grande noirceur, dans le doute, dans l'envie de vivre plus en marge, dans le sentiment d'être soudainement inutile et ne pas pouvoir changer les choses. La grève pour moi, c'est un point tournant de ma vie.

Et il est d'autant plus saisissant qu'une expérience aussi transformatrice, qu'on pourrait qualifier « d'événement générationnel majeur », ait pu avoir lieu dans la continuité de la vie quotidienne et dans un contexte politique de néolibéralisme assez morose au niveau des luttes sociales⁸¹. Cela témoigne de la puissance du mouvement étudiant québécois, dont Theurillat-Cloutier (2017, p.19) affirme qu'il s'agit « assurément [du] mouvement social le plus dynamique du Québec, si ce n'est du Canada et des États-Unis réunis. » Bien que ce dynamisme et cette force du mouvement étudiant ne soient pas propres au Québec — les exemples de grandes mobilisations étudiantes à

⁸¹ Soit tout le contraire de la vie en communauté militante au Mississippi durant le *Freedom Summer*, et du contexte d'effervescence sociopolitique de 1968.

l'international étant nombreux⁸² — le mouvement étudiant québécois se démarque par sa capacité à mener régulièrement des mobilisations de grande ampleur et à transmettre aux nouvelles cohortes étudiantes sa culture militante⁸³. En effet, la grève de 2012 faisait suite à huit grèves générales étudiantes portant sur des questions d'accessibilité aux études⁸⁴, et elle a été suivie par la grève étudiante contre l'austérité en 2015, puis la grève pour la rémunération des stages en 2019. Des grèves étudiantes autour des enjeux climatiques ont également lieu depuis 2019, bien que la pandémie mondiale de Covid-19 ait coupé l'élan du mouvement et ses aspirations de grève générale (Breton, 2020).

Alors que ce mémoire s'est penché sur la cohorte des grévistes de 2012, je souhaite conclure en parlant des nombreuses cohortes d'étudiant-e-s qui continuent de se politiser par le mouvement étudiant, en construisant de nouvelles luttes tout en s'inspirant des luttes précédentes. Bien que la pandémie de Covid-19 ait rendu à peu près impossible pendant deux ans toute mobilisation étudiante avec les mesures de confinement et les cours à distance, le mouvement étudiant semble aujourd'hui retrouver un certain élan. À l'hiver 2023 a même été fondée la Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale (CRUES), qui succède à l'ASSÉ (dissoute en 2019) en s'inscrivant dans la tendance du syndicalisme de combat et en se structurant autour du principe de démocratie directe (ASSÉ, 2019; CRUES, 2023)⁸⁵. Conscientes de l'urgence climatique et de la nécessité de

⁸² On peut évidemment penser aux événements de Mai-68 en France, ainsi qu'aux révoltes étudiantes qui ont éclaté dans de nombreux autres pays cette année-là (notamment au Royaume-Uni, en Allemagne, au Mexique et au Japon) (Graffe *et al.*, 2014; Weiss *et al.*, 2012). Un autre exemple marquant est la mobilisation prodémocratique de 1989 en Chine, qui s'est dramatiquement terminée avec le massacre par l'armée des manifestant-e-s occupant la place Tiananmen, dont les images ont fait le tour du monde (Weiss et Aspinall, 2012). Plus récemment, il y a eu les mobilisations chiliennes de 2006 et 2011, où les étudiant-e-s ont multiplié les actions perturbatrices telles que les occupations d'école et les manifestations afin de dénoncer les vagues de réformes néolibérales ainsi que la ségrégation dans le système d'éducation, et réclamer une éducation publique, gratuite et de qualité (Campos-Martínez et Olavarría, 2020).

⁸³ Selon Poirier St-Pierre et Ethier (2013) et Theurillat-Cloutier (2017), ce qui contribue fortement à cette relative stabilité dans l'organisation du mouvement étudiant et à ses grandes capacités d'organisation politique est son encadrement par une loi calquée sur le Code du travail, qui donne aux associations étudiantes l'exclusivité de la représentation et rend automatique le versement des cotisations par les étudiant-e-s.

⁸⁴ Alors que la première grève générale étudiante était en 1968, durant la Révolution tranquille, sept grèves générales ont suivi de 1974 à 2005, celles-ci portant toutes sur « deux revendications phares traversant toute l'histoire du mouvement étudiant : 1) la bonification du régime d'Aide financière aux études (AFE) et 2) le gel ou l'abolition des frais de scolarité. » (Theurillat-Cloutier *et al.*, 2014, p.41). Ainsi, la grève étudiante de 2012 est considérée comme la neuvième grève générale étudiante de l'histoire du Québec (*ibid.*).

⁸⁵ La FEUQ, l'une des trois principales associations étudiantes nationales en 2012, a également été « mise en dormance » en 2015. Toutefois, elle a immédiatement été remplacée par l'Union étudiante du Québec (UEQ). Seule

défendre les acquis des mouvements étudiants, ouvriers et populaires du passé tout en luttant pour de nouveaux gains, les associations étudiantes à l'origine de sa fondation ont su mettre en place une structure prête à mener les nouvelles luttes qui s'imposent, et qui pourraient à leur tour transformer la vie d'une génération d'étudiant-e-s.

la FECQ existe encore aujourd'hui, mais l'organisation a perdu plusieurs membres suite à la grève de 2012, qui ont généralement rejoint l'ASSÉ (Dion-Viens, 2015; Moquin-Beaudry, 2015).

ANNEXE A
QUESTIONNAIRE EN LIGNE

PAGE INTRODUCTIVE

Vous êtes invité-e à participer au projet de recherche *Les devenirs biographiques des grévistes de 2012* mené par Mireille Allard, étudiante à la maîtrise en science politique à l'UQAM, sous la direction de Francis Dupuis-Déri.

Pour participer à cette recherche en répondant à ce questionnaire en ligne, il est nécessaire de répondre aux critères de sélection suivants :

Lors de la grève étudiante de 2012 :

- 1- Avoir voté pour la grève au sein de son association étudiante;**
- 2- Avoir été en grève au moins une journée;**
- 3- Avoir participé à au moins une manifestation.**

Si vous répondez à ces critères de sélection, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

[Formulaire de consentement à cocher pour poursuivre.]

SECTION 1 – Nature de l'engagement lors de la grève étudiante de 2012

1. Quel était votre établissement d'enseignement lors de la grève de 2012?
(Cégep/Université/Autre)

Si a répondu Cégep.

- 1.1.1 Un menu déroulant permettant de choisir quel cégep
- 1.1.2 Quel était votre programme d'études?
 - Sciences de la nature
 - Sciences humaines
 - Sciences, lettres et arts
 - Arts et lettre
 - Autre programme préuniversitaire (vous pouvez préciser dans « Autre »)
 - Programme technique (vous pouvez préciser dans « Autre »)
 - Autre :

Si a répondu Université.

1.2.1 Un menu déroulant permet de choisir quelle université.

1.2.2 Quel était votre cycle d'études?

- 1^{er} cycle (Autre que baccalauréat)
- 1^{er} cycle (Baccalauréat)
- 2^e cycle (Maîtrise)
- 3^e cycle (Doctorat)
- Autre :

1.2.3 Quel était votre domaine d'études?

- Arts
- Communication/Langues
- Économie et gestion
- Éducation
- Génie
- Santé
- Sciences humaines/Sciences sociales
- Sciences pures
- Autre :

2. Votre association étudiante était membre de quelle association étudiante nationale? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

- Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)
- Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)
- Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
- Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ)
- Aucune
- Ne sais pas

3. Avez-vous été en grève générale illimitée en 2012? (Oui/Non)

3.1 Si a répondu oui. Pendant combien de semaines avez-vous été en grève?

- 1 à 2 semaines
- 3 à 4 semaines
- 5 à 6 semaines
- 7 à 8 semaines
- 9 à 12 semaines
- Plus de 12 semaines

3.2 Si a répondu non. Au total, pendant combien de jours avez-vous été en grève?

- 0 jour
- 1 jour

- 2-3 jours
- 4-5 jours
- Plus de 5 jours

4. Vous êtes-vous engagé-e de l'une de ces façons en 2012? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

- Élu-e sur le conseil exécutif d'une association étudiante locale
- Membre du comité mobilisation du campus
- Engagement dans un autre type de groupe ou de comité
- Aucun de ces choix

5. À quel moment avez-vous commencé à vous engager dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité?

- Avant l'année 2011-12
- À la session d'automne 2011
- Au début de la session d'hiver 2012
- Lors du déclenchement de la grève dans mon campus
- Après le déclenchement de la grève dans mon campus

5.1 Lors des semaines où vous étiez en grève, combien d'heures par semaine estimez-vous avoir consacrées à des activités liées de près ou de loin à la grève (ex. : piquetage, manifestations, assemblées générales, congrès, mobilisation, rencontres de comité ou du conseil exécutif)?

- 0 heure
- 1 à 5 heures
- 6 à 15 heures
- 16 à 30 heures
- 31 à 45 heures
- 46 à 60 heures
- 61 à 75 heures
- Plus de 75 heures

5.2 Si a répondu « Avant l'année 2011-12 » ou « À la session d'automne 2011 » ou « Au début de la session d'hiver 2012 »

Vous avez mentionné avoir commencé à vous engager dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité avant le déclenchement de la grève dans votre campus.

Du début de votre engagement dans cette lutte jusqu'au moment où vous avez été en grève, combien d'heures par semaine estimez-vous avoir consacrées à cet engagement?

- 0 heure
- 1 à 5 heures

- 6 à 15 heures
- 16 à 30 heures
- 31 à 45 heures
- 46 à 60 heures
- 61 à 75 heures
- Plus de 75 heures

6. Avant le session d’hiver 2012, étiez-vous engagé-e dans une organisation politique? (Si oui, cochez toutes les réponses qui s’appliquent, et vous pouvez préciser quelle(s) organisation(s) en commentaire)

- Association étudiante :
- Comité étudiant :
- Groupe affinitaire :
- Parti politique :
- ONG :
- Bénévolat dans un organisme local :
- Syndicat (non étudiant) :
- Autre :

Si a coché au moins un des choix à la question précédente

6.1 En quelle année avez-vous commencé votre premier engagement?

6.2 À partir de ce moment jusqu’au début de votre engagement contre la hausse des frais de scolarité, combien d’heures par semaine estimez-vous avoir consacrées à cet/ces engagement(s)?

- 0 heure
- 1 à 5 heures
- 6 à 10 heures
- 11 à 15 heures
- 16 à 20 heures
- 21 à 30 heures
- 31 à 40 heures
- 41 à 50 heures
- Plus de 50 heures

7. Avez-vous participé au moins une fois aux événements suivants lors de la grève de 2012? (Cochez toutes les réponses qui s’appliquent)

- Assemblées générales
- Congrès d’une association étudiante nationale
- Levées de cours/Piquetage
- Manifestations mensuelles du 22 (ex : 22 mars)

- Manifestations et actions diverses se tenant le jour
- Manifestations de soir/nocturnes
- Manifestations de casseroles
- Occupations ou blocages
- Manifestation du Plan Nord (20 avril)
- Manifestation à Victoriaville (4 mai)

8. À combien de manifestations estimez-vous avoir participé lors de la grève de 2012?

- 1 à 5
- 6 à 10
- 11 à 15
- 16 à 25
- 26 à 50
- 51 à 75
- 76 à 100
- Plus de 100

9. Avez-vous été arrêté-e et/ou judiciairisé-e lors de la grève de 2012? (Oui/Non/Je ne veux pas répondre)

Si a répondu oui.

9.1 Lors de quel(s) événement(s)?

9.2 De quel(s) type(s) étaient les accusations?

- Constat d’infraction lors d’une arrestation de masse
- Constat d’infraction ciblé
- Accusations criminelles
- Ne sais pas/Ne veut pas répondre
- Autre :

9.3 Si vous le souhaitez, vous pouvez expliquer brièvement.

10. Lors de la grève de 2012, avez-vous subi des blessures résultant de la répression policière? (Oui/Non/Je ne veux pas répondre)

Si a répondu oui.

10.1 Lors de quel(s) événement(s)?

10.2 Si vous le souhaitez, vous pouvez expliquer brièvement.

11. Cochez la formule (totalement en désaccord/en désaccord/neutre/en accord/totalement en accord/ne sais pas) qui correspond le mieux à votre appréciation des affirmations suivantes. Si vous le souhaitez, vous pouvez préciser vos réponses en commentaires.

a) Durant la session d’hiver 2012, la grève a été le centre de ma vie.

- b) Pour moi, la grève de 2012 portait une critique sociale beaucoup plus profonde que le seul enjeu de la hausse des frais de scolarité.
- c) La grève de 2012 a été une victoire.
- d) La grève de 2012 a été un tournant dans ma vie.
- e) Sans la grève de 2012, je ne serais probablement pas autant engagé-e socialement aujourd'hui.
- f) Je suis resté-e fidèle à la vision politique et aux principes que j'ai défendus en 2012.

11.1 Vous pouvez ajouter ici des commentaires en lien avec les énoncés ci-haut. Merci de préciser à quel(s) énoncé(s) se rattachent vos commentaires :

SECTION 2 – Impacts de la grève sur différentes sphères de vie

12. La grève de 2012 a-t-elle changé ou non votre opinion sur les médias et les institutions suivantes? (Cochez la réponse parmi ces choix : estime beaucoup plus basse/estime un peu plus basse/pas de changement/estime un peu plus haute/estime beaucoup plus haute/ne sais pas)

- Médias de masse (ex : journaux quotidiens, chaînes de télévision)
- Police
- Système de justice (ex : Cours municipales, Cour supérieure)
- Institutions démocratiques (ex : Assemblée nationale)

13. Sur une échelle de 0 à 10 (où 0 représente l'extrême gauche, 5 le centre et 10 l'extrême droite), quel chiffre correspond le mieux à votre positionnement politique?

- a) Avant la grève
- b) Juste après la grève
- c) Aujourd'hui

13.1 Si vous souhaitez préciser l'évolution de votre positionnement politique sur une échelle autre que celle gauche/droite, vous pouvez le faire ici :

14. En excluant le prolongement de la session engendré par la grève, est-ce que votre implication lors de la grève de 2012 a eu comme conséquence de prolonger vos études?

- Non
- Oui, mon programme a été plus long à terminer
- Oui, mon implication m'a amené-e à changer de programme
- Mon implication m'a amené-e à abandonner mes études

Si a répondu « Oui, mon programme a été plus long à terminer »

14.1 De combien de temps vos études ont-elles été prolongées?

- 1 session
- 1 an
- 1 à 2 ans
- 2 à 3 ans

– Plus de 3 ans

Si a répondu « Oui, mon implication m'a amené-e à changer de programme »

14.2.1 Merci de préciser votre programme initial et celui dans lequel vous vous êtes réorienté-e.

14.2.2 De combien de temps ce changement de programme a-t-il prolongé vos études?

– 1 session

– 1 an

– 1 à 2 ans

– 2 à 3 ans

– Plus de 3 ans

Si a répondu « Mon implication m'a amené-e à abandonner mes études »

14.3.1 Êtes-vous malgré tout retourné-e aux études dans les 10 dernières années? (Oui/Non)

14.3.2 Si a répondu oui. Si vous le souhaitez, vous pouvez préciser (ex. En quelle année avez-vous repris des études, dans quel programme, l'avez-vous complété?)

15. Êtes-vous présentement aux études?

– Oui, je suis aux études à temps plein

– Oui, je suis aux études à temps partiel

– Non

Si a répondu non.

15.1 En quelle année avez-vous terminé vos études? (Choix dans un menu déroulant qui va de 2012 à 2022)

16. Êtes-vous présentement à l'emploi?

– Oui, j'ai un emploi à temps plein

– Oui, j'ai un emploi à temps partiel

– Non

Si a répondu oui.

16.1 Quel est votre emploi actuel?

(ex : prof de français au secondaire; conseiller-e syndical-e à la CSN; avocat-e en droit de la famille)

16.2 Depuis quand occupez-vous cet emploi?

(menu déroulant qui va de « avant 2012 » à 2022)

16.3 Parmi les catégories suivantes, laquelle correspond le mieux à votre milieu de travail?

– Travailleur/euse autonome

- Organisme communautaire
- Parti politique
- Syndicat
- ONG
- Entreprise d'économie sociale
- Secteur public (ex : école publique, réseau de la santé)
- Grande entreprise privée
- PME (petites et moyennes entreprises)
- Commerce
- Ne sais pas
- Autre :

16.4 Si vous souhaitez nommer d'autres emplois significatifs que vous avez occupés depuis 2012, vous pouvez le faire ici (veuillez préciser l'emploi et la période) :

17. Indiquez approximativement le nombre de militant-e-s que vous avez connu-e-s lors de la grève de 2012 avec qui vous étiez des ami-e-s proches :

– À la fin de la grève

- 0
- 1-2
- 3-5
- 6-10
- 11-15
- 16-20
- Plus de 20

– 5 ans après la grève

Idem pour les choix

17.1. Indiquez approximativement le nombre de militant-e-s que vous avez connu-e-s lors de la grève de 2012 avec qui vous êtes toujours des ami-e-s proches aujourd'hui :

Idem pour les choix

18. Avez-vous des enfants? (Oui/Non)

Si a répondu oui

18.1 Combien avez-vous d'enfants?

- 1
- 2
- 3
- 4
- Plus de 4

18.2 Quel âge ont vos enfants? (Cochez toutes les catégories d'âge qui s'appliquent)

- 0 à 5 ans
- 6 à 10 ans
- 11 à 15 ans
- 16 à 20 ans
- Plus de 20 ans

Si a coché « 0 à 5 ans » ou « 6 à 10 ans »

18.3 Avez-vous rencontré le père/la mère de vos enfants lors de la grève de 2012?
(Oui/Non/Autre)

19. Cochez la formule (totalement en désaccord/en désaccord/neutre/en accord/totalement en accord/ne sais pas) qui correspond le mieux à votre appréciation des affirmations suivantes. Si vous le souhaitez, vous pouvez préciser vos réponses en commentaires.

- a) Ma famille m'a soutenu-e dans ma participation à la grève de 2012.
- b) Mon engagement lors de la grève de 2012 a contribué à politiser des membres de ma famille.
- c) Mon engagement lors de la grève de 2012 a engendré des relations conflictuelles avec ma famille.
- d) Mon engagement lors de la grève de 2012 a engendré des relations conflictuelles avec mes ami-e-s.
- e) Mon engagement lors de la grève de 2012 a contribué à transformer mon cercle social.
- f) Il est important pour moi d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques avec mes ami-e-s.
- g) Il est important pour moi d'avoir en commun des convictions et des engagements politiques avec mon/ma partenaire de vie.
- h) Mon engagement lors de la grève de 2012 m'a amené-e à remettre en question mon projet de carrière.
- i) J'accorde plus d'importance au salaire qu'au sens politique de mon emploi et à sa cohérence avec mes valeurs.

19.1 Vous pouvez ajouter ici des commentaires en lien avec les énoncés ci-haut. Merci de préciser à quel(s) énoncé(s) se rattachent vos commentaires :

SECTION 3 – Engagements depuis la fin de la grève

20. Êtes-vous présentement engagé-e dans une organisation politique? (Si oui, cochez toutes les réponses qui s'appliquent, et vous pouvez préciser quelle(s) organisation(s) en commentaire)

- Association étudiante :
- Comité étudiant :
- Groupe affinitaire :
- Parti politique :

- ONG :
- Bénévolat dans un organisme local :
- Syndicat (non étudiant) :
- Autre :

21. Quel a été votre degré d'implication (pas impliqué-e/impliqué-e à la marge/modérément impliqué-e/très impliqué-e/ne sais pas) dans les activités politiques et mouvements suivants après la grève de 2012 :

- Mouvement étudiant
- Mouvement féministe
- Luttes LGBTQ+
- Mouvement souverainiste
- Luttes antiracistes
- Luttes autochtones
- Mobilisations contre la brutalité policière/pour le définancement de la police
- Luttes contre l'austérité/pour le financement des services publics
- Luttes écologistes
- Luttes syndicales (non étudiantes)
- Élections municipales
- Élections provinciales
- Élections fédérales

21.1 Si vous vous êtes impliqué-e dans d'autres mouvements que ceux énumérés à la question précédente, merci de préciser le(s)quel(s), ainsi que votre degré d'implication (impliqué-e à la marge, modérément impliqué-e, très impliqué-e)

21.2 Si a répondu « impliqué-e à la marge », « modérément impliqué-e » ou « très impliqué-e » aux élections municipales

Merci de préciser l'année, la ville et le parti pour lequel vous vous êtes impliqué-e lors des élections municipales.

21.3 Si a répondu « impliqué-e à la marge », « modérément impliqué-e » ou « très impliqué-e » aux élections provinciales

Pour quel parti vous êtes-vous impliqué-e lors des élections provinciales?

*Merci de préciser en commentaire pour quelle(s) élection(s) vous vous êtes engagé-e ou vous engagez actuellement (2012, 2014, 2018, 2022).

- Coalition avenir Québec (CAQ) :
- Option nationale (ON) :
- Parti conservateur du Québec (PCQ) :
- Parti libéral du Québec (PLQ) :
- Parti québécois (PQ) :

- Parti vert du Québec (PVQ) :
- Québec Solidaire (QS) :
- Autre :

21.4 Si a répondu « impliqué-e à la marge », « modérément impliqué-e » ou « très impliqué-e » aux élections fédérales

Pour quel parti vous êtes-vous impliqué-e lors des élections fédérales? *Merci de préciser en commentaire pour quelle(s) élection(s) vous vous êtes engagé-e (2015, 2019, 2021).

- Bloc québécois (BQ) :
- Nouveau Parti démocratique (NPD) :
- Parti conservateur du Canada (PCC) :
- Parti libéral du Canada (PLC) :
- Parti populaire du Canada (PPC) :
- Parti vert du Canada (PVC) :
- Autre :

22. En général, combien de temps consacrez-vous chaque semaine à des activités militantes de façon bénévole?

- 0 heure
- 1 à 5 heures
- 6 à 10 heures
- 11 à 15 heures
- 16 à 20 heures
- 21 à 30 heures
- 31 à 40 heures
- 41 à 50 heures
- Plus de 50 heures

22.1 En général, combien de temps consacrez-vous chaque semaine à des activités militantes de façon salariée?

Idem pour les choix

23. Les amitiés ou contacts personnels noués pendant la grève de 2012 ont-ils contribué à votre engagement dans les mouvements ou organisations politiques mentionnés dans les questions précédentes? (Oui/Non/Ne sais pas)

*Si oui, merci d'expliquer de quelle(s) façon(s) en commentaire. (ex. : je me suis engagé-e dans x mouvement car des ami-e-s s'y engageaient déjà; un-e ami-e m'a fait connaître x lutte, ce qui m'a motivé-e à m'y engager, etc.)

24. Y a-t-il eu des périodes, depuis 2012, où vous n'étiez pas du tout actif/active dans les luttes sociales?

- Oui, j’ai complètement cessé de militer après la grève de 2012
- Oui, j’ai cessé de militer pendant certaines périodes de temps
- Non, mais il m’est arrivé de réduire beaucoup mon engagement
- Non, j’ai toujours continué de militer avec une intensité semblable

Si a répondu « Oui, j’ai complètement cessé de militer après la grève de 2012 », « Oui, j’ai cessé de militer pendant certaines périodes de temps » ou « Non, mais il m’est arrivé de réduire beaucoup mon engagement »

25. Pour quelle(s) raison(s) avez-vous réduit ou cessé votre militantisme?

**L’ordre des choix est affiché aléatoirement*

- Par manque de temps
- J’ai quitté/perdu mon emploi, et c’est à travers cet emploi que je militais
- Mon réseau social (ex. famille, ami-e-s) critiquait mon engagement
- Je ne croyais plus en l’efficacité des luttes sociales pour changer la société
- Le contexte social et politique ne me semblait pas propice et stimulant pour mener des luttes sociales
- Par manque d’énergie ou de motivation
- Je ne trouvais pas de groupe dans lequel je me sentais bien/j’avais du plaisir à militer
- Mon engagement m’a amené-e à faire un *burnout*
- Mon engagement m’a amené-e à faire une dépression
- Autre :

25.1 Si vous le souhaitez, vous pouvez expliquer brièvement (par exemple, en précisant la ou les périodes de désengagement et les causes précises).

SECTION 4 – Questions sociodémographiques

26. À quel genre vous identifiez-vous?

- Femme
- Homme
- Autre :

27. Quel est votre âge?

28. Vous identifiez comme étant Autochtone ou membre d’une minorité visible?

Selon la Loi sur l’équité en matière d’emploi, on entend par minorités visibles « les personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n’ont pas la peau blanche ».

- Oui
- Non
- Ne sais pas

28.1 Si a répondu « Oui » ou « Ne sais pas »

Si vous le souhaitez, vous pouvez préciser votre origine ethnique :

29. Quel est votre plus haut niveau de scolarité complété?

- Diplôme d'études secondaires
- Diplôme d'études collégiales
- Études de 1^{er} cycle universitaire (autre que baccalauréat)
- Études de 1^{er} cycle universitaire (baccalauréat)
- Études de 2^e cycle universitaire
- Études de 3^e cycle universitaire

30. Quel est le plus haut niveau de scolarité de vos parents? (Vous pouvez cocher une case pour chacun de vos parents)

- Diplôme d'études secondaires non complété
- Diplôme d'études secondaires
- Diplôme d'études collégiales
- Études de 1^{er} cycle universitaire (autre que baccalauréat)
- Études de 1^{er} cycle universitaire (baccalauréat)
- Études de 2^e cycle universitaire
- Études de 3^e cycle universitaire

31. Sur une échelle de 1 à 5 (où 1 correspond à la classe « inférieure », 3 à la classe « moyenne » et 5 à la classe « supérieure »), quel chiffre correspond le mieux à votre origine sociale?

32. Quel a été votre revenu (brut) l'année dernière?

- Moins de 10 000 \$
- 10 000 \$ - 19 999 \$
- 20 000 \$ - 29 999 \$
- 30 000 \$ - 39 999 \$
- 40 000 \$ - 49 999 \$
- 50 000 \$ - 59 999 \$
- 60 000 \$ - 69 999 \$
- 70 000 \$ - 79 999 \$
- 80 000 \$ - 89 999 \$
- 90 000 \$ - 99 999 \$
- Plus de 100 000 \$

SECTION 5 – Conclusion

33. Si vous souhaitez approfondir sur l'impact qu'a eu (ou non) la grève de 2012 sur votre vie, vous pouvez le faire ici.

34. Si vous avez des commentaires sur ce questionnaire, ou que vous souhaitez me partager toute autre information que vous jugez pertinente en lien avec mon projet de recherche, vous pouvez le faire ici.

35. Seriez-vous intéressé-e à participer à un entretien où votre vécu de la grève et vos engagements militants depuis sa fin seraient abordés plus en profondeur? (Oui/Non)

35.1 Si a répondu oui

Comment vous contacter?

PAGE DE FIN

Merci beaucoup d'avoir rempli ce questionnaire. N'hésitez pas à le partager à d'autres personnes répondant aux critères de sélection!

Si les questions posées ont généré un malaise ou un inconfort persistant, vous pouvez contacter les ressources suivantes pour obtenir du soutien :

Ordre des psychologues du Québec

1 800 363-2644

www.ordrepsy.qc.ca/web/ordre-des-psychologues-du-quebec/trouver-de-aide

- Pour obtenir les coordonnées d'un-e psychologue ou d'un-e psychothérapeute

Info-Social : urgence psychosociale

811, option 2

- Service de consultation téléphonique provincial, gratuit et confidentiel.
- 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- Pour être conseillé-e, orienté-e vers les ressources appropriées et soutenu-e en situation de crise.

Centre de prévention du suicide

1 866 APPELLE/1 866 277-3553

- Service de consultation psychologique provincial, gratuit et confidentiel.
- 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- En cas de détresse avec idées suicidaires.

ANNEXE B

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Ce formulaire de consentement vous explique le but de cette étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin.

Description du projet et de ses objectifs

Ce projet cherche à répondre à la question « Que sont devenu-e-s les grévistes de 2012 en termes d'engagement militant, et quel impact a eu la grève sur leur vie? ». Pour ce faire, une méthodologie mixte, combinant des données quantitatives et qualitatives, sera utilisée. Ce questionnaire, qui vise à recueillir quelques centaines de réponses, en constitue la première étape.

Nature et durée de votre participation

La nature de votre participation consiste d'abord à répondre à ce questionnaire en ligne, qui peut être répondu en 15 à 20 minutes. Ses questions, majoritairement à choix de réponse ou à réponses courtes, porteront :

- 1) sur la nature de votre engagement lors de la grève étudiante de 2012;
- 2) sur les impacts de la grève sur vos différentes sphères de vie;
- 3) sur vos engagements depuis la fin de la grève;
- 4) quelques questions sociodémographiques (ex : genre, âge).

À la fin du questionnaire, il vous sera également demandé si vous êtes intéressé-e à participer à un entretien, qui permettrait d'aborder plus en profondeur votre expérience de la grève et vos engagements militants depuis sa fin. Une douzaine de répondant-e-s seront sélectionné-e-s pour participer à ces entretiens, qui constituent la seconde étape de ce projet de recherche.

Moyens de diffusion

Les résultats de cette recherche seront publiés dans un mémoire de maîtrise, qui sera disponible sur la plateforme Archipel de l'UQAM, et pourraient également faire l'objet de diverses communications et publications scientifiques. En aucun cas, les informations publiées dans ce mémoire ou dans toute autre communication scientifique ne permettront de vous identifier.

Avantages et risques liés à la participation

Vous ne retirerez aucun bénéfice personnel direct de votre participation à ce projet, outre l'opportunité que vous offre cette recherche de réfléchir à votre engagement lors de la grève et à son impact sur votre vie. Également, les résultats obtenus contribueront à l'avancement des connaissances scientifiques.

Il n'y a pas de risque d'inconfort majeur associé à votre participation à cette recherche. Toutefois, il se peut que certaines questions posées vous amènent à vivre un inconfort, un malaise ou des réactions émotionnelles. Considérant qu'il sera impossible de connaître votre identité, aucune aide directe ne pourra vous être apportée. Toutefois, une liste de ressources psychologiques sera mise à votre disposition à la fin du questionnaire. Également, sachez que si une question vous rendait inconfortable, vous pouvez choisir de ne pas y répondre sans que cela ne vous empêche de soumettre vos réponses.

Confidentialité

Vos réponses sont collectées de façon anonyme. Cependant, si vous décidez de laisser votre contact pour manifester votre intérêt à participer à un entretien, la chercheuse risque de connaître votre identité. Celle-ci ne sera connue que par elle et ne sera en aucun cas dévoilée. Ces données de contact seront détruites dès que les entretiens auront été réalisés.

En aucun cas, les informations divulguées ne permettront de vous identifier. Toutes les données de recherche seront protégées par un mot de passe et conservées sur un disque dur externe ainsi que sur l'ordinateur de la chercheuse. L'ensemble des données seront détruites cinq ans après la dernière communication scientifique.

Participation volontaire et retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libres d'accepter ou de refuser d'y participer. Si vous ne souhaitez pas répondre à une question, vous n'avez qu'à passer à la question suivante. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons et sans préjudice. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous n'avez qu'à fermer le lien Internet et aucune donnée ne sera enregistrée.

Indemnité compensatoire

Aucune indemnité compensatoire n'est prévue pour votre participation.

Des questions sur le projet?

Pour toute question additionnelle sur le projet et sur votre participation, vous pouvez communiquer avec les responsables du projet :

Mireille Allard, étudiante à la maîtrise en science politique
allard.mireille.2@courrier.uqam.ca

Francis Dupuis-Déri, directeur de recherche
dupuis-deri.francis@uqam.ca

Des questions sur vos droits?

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE) a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de la chercheuse au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter la coordination du CERPE : Caroline Vrignaud, cerpe-pluri@uqam.ca

Remerciements

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de ce projet et la chercheuse tient à vous en remercier.

Consentement

Je déclare avoir lu et compris le présent projet, la nature et l'ampleur de ma participation, ainsi que les risques et les inconvénients auxquels je m'expose tels que présentés dans le présent formulaire. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions concernant les différents aspects de l'étude et de recevoir des réponses à ma satisfaction.

ANNEXE C

AFFICHE DE RECRUTEMENT

Recrutement – Questionnaire en ligne ***Que sont devenu-e-s les grévistes de 2012?***

10 ans après la grève étudiante de 2012, cette recherche vise à répondre à la question « Que sont devenu-e-s les grévistes de 2012 en termes d'engagement militant, et quel impact a eu la grève sur leur vie? ».

La participation à cette recherche implique de répondre à un questionnaire anonyme et confidentiel, qui prend 15 à 20 minutes à remplir.

Pour y participer, il faut répondre à ces trois critères de sélection :

- Lors de la grève étudiante de 2012 :**
- 1- Avoir voté pour la grève au sein de son association étudiante;**
 - 2- Avoir été en grève au moins une journée;**
 - 3- Avoir participé à au moins une manifestation.**

Pour remplir le questionnaire, veuillez scanner ce code QR ou utiliser le lien suivant: <https://sondage.uqam.ca/863973>



Cette recherche est réalisée par :

Mireille Allard
Étudiante à la maîtrise en science politique
Université du Québec à Montréal
allard.mireille.z@courrier.uqam.ca

UQÀM

Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPE).

ANNEXE D

CODAGE DES VARIABLES SYNTHÉTIQUES SUR L'INTENSITÉ DE L'ENGAGEMENT

Intensité avant

Pour coder cette variable, j'ai utilisé une échelle de 0 à 3 pour distinguer les personnes pas, un peu, modérément et très engagées. Pour ce faire, je me suis basée sur les questions 6 et 6.2, soit celles portant sur les engagements politiques avant 2011-12 et le nombre d'heures d'engagement par semaine avant le début de l'engagement contre la hausse des frais de scolarité. Après avoir corrigé certaines réponses liées à une mauvaise interprétation de ces questions⁸⁶, j'ai d'abord codé dans la catégorie 0 les 213 personnes n'ayant aucun engagement ainsi que les 14 personnes dont leur seul engagement était tellement sporadique qu'elles ont répondu y consacrer 0 heure par semaine. J'ai ensuite codé dans la catégorie 2 les personnes qui avaient 4 engagements ou plus; celles qui consacraient au moins 6 à 10 h à 3 engagements; celles qui consacraient au moins 11 à 15 h à 2 engagements; et celles qui consacraient au moins 16 à 20 h à 1 engagement, pour un total de 81 personnes. Les 149 personnes restantes ont été codées dans la catégorie 1. J'ai finalement subdivisé la catégorie 2 pour distinguer les personnes modérément et très engagées, mais avec des critères un peu plus approximatifs. Ainsi, les 39 personnes transférées dans la catégorie 3 l'ont été pour leur très grand nombre d'engagements et/ou la longévité de leur engagement et/ou leur très grand nombre d'heures d'engagement.

Intensité pendant

Pour coder cette variable, j'ai utilisé une échelle de 0 à 3 pour distinguer les personnes peu, modérément, fortement et très fortement engagées. Pour ce faire, je me suis basée sur les

⁸⁶ En effet, j'ai supprimé un total de 19 engagements (10 car ils n'étaient aucunement politiques, 7 car ils n'avaient pas commencé avant l'année 2011-12 et 2 car ils étaient entièrement liés à la grève). J'ai également rencontré comme problème l'inclusion par certain-e-s répondant-e-s d'heures d'engagement consacrées à la préparation de la grève de 2012 (alors que le libellé de la question demandait de les exclure). En me basant sur les réponses aux questions 5 et 5.2, j'ai pu estimer le nombre d'heures comptées en trop et ajuster en conséquence le nombre d'heures d'engagement de 22 répondant-e-s. À cela s'est finalement ajouté le défi de devoir composer avec 15 données manquantes sur le nombre d'heures d'engagement et 103 engagements non précisés (sur 458), ce qui m'a empêchée de valider leur pertinence.

questions 5, 5.1, 5.2, 7 et 8, soit celles portant sur le nombre d'heures d'engagement pendant la grève et en préparation de celle-ci⁸⁷, sur le nombre d'événements différents et de manifestations auxquels chaque répondant-e a participé, et sur la considération de la grève comme « le centre de sa vie ». Considérant le grand nombre de questions prises en compte, j'ai d'abord alloué des points aux différentes réponses et fait une pré-catégorisation basée sur le « score » total. J'ai ensuite affiné la catégorisation en révisant chaque cas manuellement, en partant de la variable que j'ai jugé la plus importante pour mesurer l'intensité de l'engagement pendant la grève, soit le nombre d'heures d'engagement hebdomadaire pendant la grève. Ainsi, je me suis donné comme balise que les 104 personnes s'étant engagées plus de 45 heures par semaine aient le code 3, à moins qu'elles aient un faible engagement pour les autres variables, ce qui a été le cas de 5 personnes qui ont donc conservé leur pré-catégorisation. À l'opposé, les 144 personnes avec 15 heures et moins d'engagement par semaine avaient automatiquement le code 0, à moins qu'elles aient un engagement significatif dans la préparation de la grève et/ou qu'elles aient participé à un très grand nombre de manifestations, ce qui a été le cas de 32 personnes qui ont donc conservé leur pré-catégorisation. Finalement, pour les 209 personnes s'étant engagées 16 à 45 heures par semaine, j'ai généralement suivi la pré-catégorisation (qui donnait principalement des codes 1-2), mais en montant d'une catégorie certain-e-s répondant-e-s hors du Grand Montréal ayant participé à un nombre modéré de manifestations, afin d'atténuer le biais montréalocentriste de cette question⁸⁸.

Intensité aujourd'hui

Pour coder cette variable, je me suis basée principalement sur les questions 20, 22, 22.1 et 24, soit celles portant sur les engagements politiques actuels, le nombre d'heures d'engagement par semaine (bénévole et salarié) et sur les périodes de désengagement depuis 2012. Après avoir

⁸⁷ J'ai considéré la préparation de la grève comme l'engagement « pendant » la grève, car tout le travail de mobilisation qui y était associé fait partie intégrante de l'expérience d'engagement lié à la grève. D'ailleurs, cet engagement pouvait s'avérer à peu près aussi intense que celui durant la grève, comme en témoignent les 12 personnes qui ont consacré plus de 75 heures par semaine, ainsi que les 22 personnes qui ont consacré 31 à 75 heures à la lutte contre la hausse des frais de scolarité avant-même le début de la session d'hiver 2012.

⁸⁸ Comme un nombre beaucoup plus grand de manifestations avait lieu à Montréal, il était difficile pour les répondant-e-s loin de la métropole de participer à un très grand nombre de manifestations. Une analyse du nombre de manifestations selon la région a confirmé ce phénomène; les grévistes dans le Grand Montréal ayant participé en moyenne à 57 manifestations, contre 27 pour les autres, bien qu'il n'y ait pas de différence significative entre les deux groupes pour le nombre d'heures d'engagement moyen.

corrige certaines réponses liées à une mauvaise interprétation de ces questions⁸⁹, j'ai d'abord classé comme « Ne milite pas » les 143 personnes ayant répondu n'avoir aucun engagement politique et consacrer 0 heure à l'engagement. 54 de ces personnes avaient d'ailleurs également déclaré à une autre question avoir « complètement cessé de militer après la grève de 2012 ». Ensuite, j'ai classé comme « Milite un peu » les 70 personnes consacrant 1-5 heures par semaine à un seul engagement. Finalement, j'ai classé comme « Milite modérément » ou « Milite beaucoup » les 115 personnes qui avaient 3 engagements ou plus et/ou qui s'engageaient plus de 10 h par semaine.

Toutefois, après ce premier tri, il restait encore 129 répondant-e-s qui s'avéraient difficiles à catégoriser, car ils étaient proches des frontières entre les catégories, ou encore car leurs réponses semblaient en apparence incohérentes (par exemple, 67 personnes ont répondu consacrer du temps bénévole à l'engagement mais n'ont indiqué aucune organisation politique dans laquelle elles s'engageaient⁹⁰). Bien qu'elle porte sur une temporalité différente, soit l'engagement dans la dernière décennie, je me suis donc référée à la question 21 pour trancher entre deux catégories. Pour certaines personnes, j'ai également pu m'aider des commentaires qu'elles avaient laissés à d'autres questions. Finalement, la question 21 et certains commentaires m'ont montré la pertinence de distinguer parmi les personnes qui ne militent pas présentement, celles qui ne militent pas présentement mais sont généralement engagées (code 1) de celles qui ne militent plus depuis plusieurs années (code 0), ce qui a donc créé une échelle de 0 à 4.

⁸⁹ En effet, j'ai supprimé un total de 21 engagements (4 car ils n'étaient aucunement politiques, 7 car ils étaient des engagements étudiants aujourd'hui terminés, 5 car ils étaient des engagements salariés dans des organismes locaux (alors que la question parlait d'engagements bénévoles), et 5 autres car les personnes étaient des membres non engagés de partis politiques. J'ai aussi ajouté 21 engagements à Québec Solidaire à la question 20, car les répondant-e-s avaient mentionné à la question 21.3 s'engager pour Québec Solidaire lors de l'élection 2022, mais n'avaient pas mentionné le parti dans leurs engagements actuels. J'ai également modifié les réponses de 6 personnes ayant sélectionné à la question 24 l'option « j'ai complètement cessé de militer après la grève de 2012 », car leurs réponses aux autres questions témoignaient clairement qu'elles étaient présentement engagées. Finalement, comme pour les questions 5.1 et 6, j'ai à nouveau rencontré le défi de devoir composer avec 6 données manquantes sur le nombre d'heures d'engagement et 64 engagements non précisés (sur 534), ce qui m'a empêchée de valider leur pertinence.

⁹⁰ Pour ce genre de cas, une explication plausible pour les personnes s'étant engagées dans plusieurs luttes et mouvements dans la dernière décennie est qu'elles ont oublié d'écrire l'organisation dans laquelle elles s'engagent, ou que leur engagement se fait directement dans des luttes (ex. en participant à des manifestations) plutôt que dans une organisation.

BIBLIOGRAPHIE

- Agrikoliansky, É. (2001). Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980. *Revue française de science politique*, 51(1-2), 27-46. <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0027>
- Agrikoliansky, É. (2017). Les « carrières militantes » - Portée et limites d'un concept narratif. Dans O. Fillieule et al., *Sociologie plurielle des comportements politiques* (p. 167-192). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2017.01.0167>
- Alfandari, F. et Berthonneau, C. (2018). Dans la marmite syndicale : tombés dedans petits? Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 137-162). Actes Sud.
- Alliance des travailleuses et des travailleurs de l'action communautaire et de l'action communautaire autonome (ATTACA). (2018). *Le communautaire en chiffres*. ATTACA. <http://attaca.ca/le-communautaire-en-chiffres/>
- Ancelovici, M. et Dupuis-Déri, F. (dir.). (2014). *Un printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Les Éditions Écosociété.
- Ancelovici, M. et Guzmán-Concha, C. (2019). Struggling for education: The dynamics of student protests in Chile and Quebec. *Current Sociology*, 67(7), 978-996. <https://doi.org/10.1177/0011392119865763>
- Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). (2019, 29 avril). *Congrès annuel 2018-2019 : Les membres de l'ASSÉ votent en faveur de la dissolution*. <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/congres-annuel-2018-2019-les-membres-de-l-asse-votent-en-faveur-de-la-dissolution-806665686.html>
- Barré, M.-A. (2009). *Le maintien de l'engagement militant au sein du mouvement écologiste - Le cas d'un groupe d'écologie sociale* [Mémoire de maîtrise, Université Laval]. <http://hdl.handle.net/20.500.11794/21004>
- Bertaux, D., Linhart, D. et le Wita, B. (1988). Mai 1968 et la formation de générations politiques en France. *Le Mouvement social*, (143), 75-89. <https://doi.org/10.2307/3778301>
- Berthiaume, A., Poirier, A., Simard, V., Tremblay-Fournier, C. et Simard, É. (2021). *Grève des stages, grève des femmes : anthologie d'une lutte féministe pour un salaire étudiant (2016-2019)*. Les Éditions du Remue-ménage.
- Bidart, C. (2010). Les âges de l'amitié. Cours de la vie et formes de la socialisation. *Transversalités*, 113(1), 65-81. <https://doi.org/10.3917/trans.113.0065>
- Biland, É., Moalic-Minnaert, M. et Yon, K. (2018). Les syndicalistes ont-ils une vie privée? Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 193-224). Actes Sud.

- Boudreau, P. (2011). L'action politique des mouvements sociaux de 1980 à 2007. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 215-224. <https://doi.org/10.7202/1054902ar>
- Bourbeau, A. (2016). Le mouvement étudiant face au système de justice pénale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (16), 101-110.
- Breton, F. (2020, 1^{er} septembre). Militantisme et pandémie: «le momentum de nos actions a été perdu». *HuffPost Québec*. https://quebec.huffingtonpost.ca/entry/militantisme-pandemie-momentum-perdu_qc_5f4d1af4c5b64f17e140f4e8
- Breton Fontaine, M. (2016, 9 février). *Fuck toute! Retour sur la grève du printemps 2015 au Québec*. Presse-toi à gauche! <https://www.pressegauche.org/Fuck-toute-Retour-sur-la-greve-du-printemps-2015-au-Quebec>
- Broqua, C. et Fillieule, O. (2000). Raisons d'agir et proximité à la maladie dans l'économie de l'engagement à AIDES, 1984-1998. Dans A. Micoud et M. Péroni (dir.), *Ce qui nous relie* (p. 283-315). Éditions de l'Aube.
- Brunet, S. et Galarneau, D. (2022, 6 juin). *Profil des diplômés canadiens du baccalauréat qui sont membres d'un groupe désigné comme minorités visibles, cohortes de 2014 à 2017*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-595-m/81-595-m2022003-fra.htm>
- Campos-Martínez, J. et Olavarría, D. (2020). Learning from Chile's student movement: Youth Organising and Neoliberal Reaction. Dans A. Choudry et S. Vally (dir.), *The University and Social Justice: Struggles Across the Globe* (p. 98-115). Pluto Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctvx077w4.10>
- CEFRIO. (2019, 28 février). *Les médias sociaux ont la cote chez les Québécois*. Grenier aux nouvelles. <https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/17882/les-medias-sociaux-ont-la-cote-chez-les-quebecois>
- Charreire-Petit, S. et Durieux, F. (2014). Explorer et tester : les deux voies de la recherche. Dans *Méthodes de recherche en management* (4^e éd., p. 76-104). Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.thiet.2014.01.0076>
- Chartier, S. (2017, 13 novembre). Rémunération des stages : une grève étudiante au visage féminin. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/512827/une-greve-etudiante-au-visage-feminin>
- Chevalier, F., Cloutier, M. L. et Mitev, N. N. (2018). *Les méthodes de recherche du DBA*. Éditions Management et Société.
- Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale (CRUES). (2023). Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale. <https://crues.org/>
- Collectif de débrayage. (2013). *On s'en câlisse : histoire profane de la grève - Printemps 2012, Québec*. Sabotart-Entremonde.

- Coman, G. (2020). Les manifestations de casseroles de 2012 au Québec, entre réparation politique et éveil civique. *Genèses*, 119(2), 209-223. <https://doi.org/10.3917/gen.119.0209>
- Comer, C., Ha, H. et Ruault, L. (2018). Quand l'amitié donne des "elles". Une camaraderie militante à la croisée des combats féministes. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 909-940). Actes Sud.
- Comité Antiraciste de l'ASSÉ. (2016). *Recueil de témoignages - Par des étudiantes et étudiants racisé-e-s*. Congrès d'orientation de l'ASSÉ. <https://congresdorientation.wordpress.com/2016/11/30/recueil-de-temoignages-par-des-etudiantes-et-etudiants-racise-e-s/>
- Contamin, J.-G. et Missset, S. (2018). Y a-t-il une vie professionnelle après le syndicalisme? Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 257-288). Actes Sud.
- Cormier, P. (2018). Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie. *Agora Débats/Jeunesses*, (80), 85-99. <https://doi.org/10.3917/agora.080.0085>
- Corriveau, J. (2019, 14 novembre). Montréal décrète la fin du règlement P-6. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/566899/montreal-decrete-la-fin-du-reglement-p-6>
- Cyr, C. (2012, 15 mai). Bas-Saint-Laurent : un jeune Rimouskois aux premières loges du mouvement étudiant. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/561712/poirierstpierre-classe-organisateur>
- Daoust-Boisvert, A. (2014, 8 avril). Martine Desjardins perd son pari politique. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/404931/groulx-martine-desjardins-perd-son-pari-politique>
- Delphy, C. (1988). L'ennemi principal [1970]. Dans *L'ennemi principal. 1 Économie politique du patriarcat* (p. 31-55). Éditions Syllepse.
- Dion-Viens, D. (2012, 8 septembre). Léo Bureau-Blouin, plus jeune député de l'histoire du Québec. *Le Soleil*. <https://www.lesoleil.com/2012/09/08/leo-bureau-blouin-plus-jeune-depute-de-lhistoire-du-quebec-92d16cb081b348f6acfcea733573e3da>
- Dion-Viens, D. (2015, 11 septembre). Après la FEUQ, voici l'Union étudiante du Québec. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2015/09/12/apres-la-feuq-voici-lunion-etudiante-du-quebec>
- Dion-Viens, D. (2019, 18 juin). Quatre fois plus de stagiaires auront droit à des bourses. *Le Journal de Québec*. <https://www.journaldequebec.com/2019/06/18/plus-de-bourses-pour-les-stagiaires>

- Dufour, P. (2016). Mobilisation du droit dans le conflit étudiant de 2012 au Québec : quand le juridique se mêle de la contestation politique. Dans D. Lamoureux et F. Dupuis-Déri, *Au nom de la sécurité! Criminalisation de la contestation et pathologisation des marges* (p. 15-38). M éditeur.
- Dufour, P. et Savoie, L.-P. (2014). Quand les mouvements sociaux changent le politique. Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec. *Canadian Journal of Political Science*, 47(3), 475-502. <https://doi.org/10.1017/S0008423914000870>
- Dunn, A. (2020, 18 septembre). Few Trump or Biden supporters have close friends who back the opposing candidate. *Pew Research Center*. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/09/18/few-trump-or-biden-supporters-have-close-friends-who-back-the-opposing-candidate/>
- Dutrisac, R. (2013, 27 février). Les étudiants sont déçus, mais ne s'estiment pas grands perdants. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/education/371935/les-etudiants-sont-decus-mais-ne-s-estiment-pas-grands-perdants>
- Eychenne, A. (2020, 13 octobre). L'usure de l'engagement - Burn-out militant. *Socialter*. <https://www.socialter.fr/article/burn-out-militant>
- FAE. (2015, 1^{er} mai). *1er mai - Journée de mobilisations, de grèves et de perturbations contre l'austérité*. FAE. <https://www.lafae.qc.ca/actualites/1er-mai-journee-de-mobilisations-de-greves-et-de-perturbations-contre-lausterite>
- Fendrich, J. M. et Turner, R. W. (1989). The Transition from Student to Adult Politics. *Social Forces*, 67(4), 1049-1057.
- Fenneteau, H. (2015). *Enquête : entretien et questionnaire* (3e édition). Dunod.
- Fillieule, O. (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum. *Revue française de science politique*, 51(1-2), 199-215. <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0199>
- Fillieule, O. (2005). Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. Dans O. Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant* (p. 17-45). Belin.
- Fillieule, O. (2010). Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement. *Social Movement Studies*, 9(1), 1-15. <https://doi.org/10.1080/14742830903442436>
- Fillieule, O. (2018a). Conclusion. Portrait de famille(s). Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 973-999). Actes Sud.
- Fillieule, O. (2018b). Introduction. Une enquête sur 68 et ses vies ultérieures. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 11-43). Actes Sud.

- Fillieule, O., Lechaux, B. et Meuret-Campfort, E. (2018a). Engagement féministe et devenirs professionnels. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 843-878). Actes Sud.
- Fillieule, O. et Mayer, N. (2001). Devenirs militants: Introduction. *Revue française de science politique*, 51(1), 19-25. <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0019>
- Fillieule, O. et Neveu, E. (2019). Activists' Trajectories in Space and Time: An Introduction. Dans E. Neveu et O. Fillieule (dir.), *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism* (p. 1-36). Cambridge University Press. doi: 10.1017/9781108690928.001
- Fillieule, O., Picard, A. et Rouxel, P. (2018b). Militantisme et brouillage des destins socioprofessionnels. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 549-582). Actes Sud.
- Fillieule, O. et Sommier, I. (2018). Déprises. Logiques du désengagement et évaluations rétrospectives. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 583-614). Actes Sud.
- Friedman, M. (1989). Feminism and Modern Friendship: Dislocating the Community. *Ethics*, 99(2), 275-290. <https://doi.org/10.1086/293066>
- Gagné, L. (2016, 16 mai). Droit de manifester: l'article 500.1 invalidé pour de bon. *Le Journal de Québec*. <https://www.journaldequebec.com/2016/05/16/droit-de-manifester-larticle-5001-invalidé-pour-de-bon>
- Gaxie, D. (2005). Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. *Swiss Political Science Review*, 11(1), 157-188. <https://doi.org/10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x>
- Gorski, P. C. et Erakat, N. (2019). Racism, whiteness, and burnout in antiracism movements: How white racial justice activists elevate burnout in racial justice activists of color in the United States. *Ethnicities*, 19(5), 784-808. <https://doi.org/10.1177/1468796819833871>
- Graffe, A., Koç, E. et Moroz, M. (2014). Voices of Protest: Interviews with Student Protesters in Ukraine, Turkey, and Venezuela. *Journal of International Affairs*, 68(1), 243-251.
- Green, M. (2020, 6 octobre). Why friendships are falling apart over politics. *The Conversation*. <https://theconversation.com/why-friendships-are-falling-apart-over-politics-146821>
- Guibet Lafaye, C. (2017). Engagement radical, extrême ou violent : basculement ou « continuation de soi? » *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1048842ar>
- Hampton, R. (2020). Nous who? Racialisation and Québec student movement politics. Dans A. Choudry et S. Vally (dir.), *The University and Social Justice: Struggles Across the Globe* (p. 78-97). Pluto Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctvx077w4.9>

- Hausfather, N. (2017). *Ghosts in our corridors: Emotional experiences of participants in Québec's general unlimited student strike campaigns (2005 - 2012)* [Thèse de doctorat, Université Concordia]. <https://spectrum.library.concordia.ca/983066/>
- Haute, T., Mathieu, L. et Orange, S. (2018). Les enfants indociles de la massification scolaire. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 389-422). Actes Sud.
- Ihl, O. (2002). Socialisation et événements politiques. *Revue française de science politique*, 52(2-3), 125-144.
- Institut de la statistique du Québec. (2018). Niveau de scolarité et revenu d'emploi. *Données sociodémographiques en bref*, 23(1). <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/niveau-de-scolarite-et-revenu-emploi.pdf>
- Institut de la statistique du Québec. (2022). *Revenu médian et revenu moyen des ménages et des particuliers de 16 ans et plus, Québec*. https://statistique.quebec.ca/fr/document/revenu-menages-et-particuliers/tableau/revenu-median-moyen-menages-particuliers-16-plus#tri_rev=11381&tri_type_menage=10&tri_type_revenu=5
- Jasper, J. M. et Goodwin, J. (2006). Emotions and Social Movements. Dans J. H. Turner et J. Stets (dir.), *Handbook of the Sociology of Emotions* (p. 611-635). Springer.
- Johsua, F. (2007). Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes. Dans F. Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France* (p. 25-67). Presses de Sciences Po.
- Johsua, F. (2009). Abeyance structure. Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 17-23). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2009.01.0017>
- La Presse. (2019, 15 mars). Les étudiants manifestent pour le climat à Montréal. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201903/15/01-5218381-les-etudiants-manifestent-pour-le-climat-a-montreal.php>
- La Presse canadienne. (2022, 16 février). Des augmentations salariales inégales entre hommes et femmes au Québec en 2021. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1862832/quebec-emploi-salaire-hommes-femmes-immigrants>
- Lacoursière, A. (2015, 26 mars). Projet de loi 20 : la grogne s'installe chez les médecins. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/sante/201503/26/01-4855592-projet-de-loi-20-la-grogne-sinstalle-chez-les-medecins.php>
- Lacoursière, B. (2008). Le retour à un mouvement étudiant combatif et démocratique. Dans F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements : Idées et pratiques militantes contemporaines* (p. 71-96). Lux Éditeur.
- Lacoursière, B. (2016). Le Front commun 2015 et la démocratie syndicale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 16(4), 203-208.

- Lafont, V. (2001). Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement. *Revue française de science politique*, 51(1-2), 175-198.
<https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0175>
- Lardeux, L. (2018). Engagement transnational des descendants d'immigrés : carrières militantes et « rapport aux origines ». *Cultures & Conflits*, 109(1), 61-82.
<https://doi.org/10.4000/conflits.19881>
- Le Roy, J. et Pierrette, M. (2012). *Petit manuel méthodologique du questionnaire de recherche - De la conception à l'analyse*. Enrick B. Editions.
- Leclercq, C. et Pagis, J. (2011). Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction. *Sociétés contemporaines*, 84(4), 5-23.
<https://doi.org/10.3917/soco.084.0005>
- Leduc, L. (2015, 18 mars). Les syndicats excluent la grève illégale. *La Presse*.
<https://www.lapresse.ca/actualites/education/201503/17/01-4853151-les-syndicats-excluent-la-greve-illegale.php>
- Léveillé, J.-T. (2019, 28 septembre). Grève mondiale pour le climat : foule record à Montréal. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2019-09-28/greve-mondiale-pour-le-climat-foule-record-a-montreal>
- Martin, O. (2020). Concevoir et préparer les variables nécessaires à l'analyse. Dans *L'analyse quantitative des données* (5^e éd., p. 47-62). Armand Colin.
- Masclat, C., Ha, H. et Valdivia, L. (2018). Rester féministe? Reflux, transformations et maintien des engagements. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 941-972). Actes Sud.
- Massicard, É. (2013). Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne. *Politix*, 102(2), 89-108. <https://doi.org/10.3917/pox.102.0089>
- McAdam, Doug. (2012). *Freedom summer. Luttés pour les droits civiques, Mississippi 1964*. Agone.
- MÉPACQ. (2016). *14 questions et réponses sur la grève du communautaire*.
<https://mepacq.qc.ca/wp-content/uploads/2021/06/Greve-du-communautaire-2016.pdf>
- Moquin-Beaudry, L. (2015, 28 mars). Mouvement étudiant : recomposition en cours. *Ricochet*.
<https://ricochet.media/fr/368/mouvement-etudiant-recomposition-en-cours>
- Nadeau-Dubois, G. (2013). *Tenir tête*. Lux Éditeur.

- Pagis, J. (2007). Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai-68. *Sociétés & Représentations*, 24(2), 233-249. <https://doi.org/10.3917/sr.024.0233>
- Péchu, C. (2001). Les générations militantes à droit au logement. *Revue française de science politique*, 51(1-2), 73-103. <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0073>
- Pette, M. et Sommier, I. (2018). Le devenir des utopies. Dans O. Fillieule et al. (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France* (p. 615-647). Actes Sud.
- Poirier St-Pierre, R. et Ethier, P. (2013). *De l'école à la rue : dans les coulisses de la grève étudiante*. Les Éditions Écosociété.
- Porter, I., Bélair-Cirino, M. et Guillemette, M. (2012, 24 mai). Le mouvement des casseroles se répand aux quatre coins de Montréal et du Québec. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/350887/le-mouvement-des-casseroles-continue-de-gagner-en-popularite>
- Québec solidaire. (2018). *Plateforme 2018*. <https://cdn.quebecsolidaire.net/QS-Plateforme-E%CC%81lectorale.pdf>
- Québec solidaire. (2022). *Changer d'ère - Plateforme électorale*. <https://assets.ctfassets.net/vgc87z7vc7p3/1L4uUzFshrjuWKvOozcHCB/1153149a7744a69c25af5fbb9ce33e48/E22-Plateforme-Web-1p.pdf>
- Radio-Canada. (2012, 25 mai). La loi 78 contestée deux fois plutôt qu'une devant les tribunaux. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/563095/requete-nullite-loi-speciale>
- Raynaud, A. (2012). Doug McAdam, Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques. *Lectures*. <https://doi.org/10.4000/lectures.9704>
- Rémillard, D. (2022, 18 mai). Droit de manifester : des règlements invalides toujours en vigueur à Québec. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1884171/reglement-paix-bon-ordre-ville-quebec-tribunaux-192-ligue-droits-libertes>
- Riutort, P. (2013). La socialisation. Apprendre à vivre en société . Cairn.info. Dans *Premières leçons de sociologie* (p. 63-74). Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/premieres-lecons-de-sociologie--9782130620396-p-63.htm>
- Robert, C. (2013). Notre arme, c'est la grève : Quelles victoires pour les grévistes de 2012? Dans M.-É. Surprenant et M. Bigaouette (dir.), *Les femmes changent la lutte : au cœur du printemps québécois* (p. 295-311). Éditions du remue-ménage.
- Rousseau, M.-L. (2018, 6 janvier). *Militants au bout du rouleau*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/vivre/516804/activistes-au-bout-du-rouleau>

- Roy, N., Baril, G., Arrache, R., Fortier, Y., Hamzaoui, M., Laroche, G., Rabemananjara, J., Saint-Pierre, M.-H., Savard, F. et Centre d'étude sur l'emploi et la technologie. (2004). *Les travailleurs hautement qualifiés au Québec : portrait dynamique du marché du travail*. Centre d'étude sur l'emploi et la technologie. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/50482>
- Ruault, K. (2017). *Les rapports sociaux de sexe dans l'action sociale opposée au néolibéralisme* [Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/10424/1/M15030.pdf>
- Sabourin, B. (2022, 20 décembre). Printemps érable: Gatineau devra verser 725 000\$ à des manifestants. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/2022/12/20/printemps-erable-gatineau-devra-verser-725-000-a-des-manifestants-a7c41cd95b8f1f8d2b33b517e3a37cd6>
- Savard, A. et Cyr, M.-A. (2014). La rue contre l'État - Actions et mobilisations étudiantes en 2012. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 59-86). Les Éditions Écosociété.
- Sawicki, F. et Simeant, J. (2009). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, 51(1), 97-125. <https://doi.org/10.1016/j.sotra.2008.12.006>
- Scali, D. (2015, 8 décembre). Front commun: première journée de grève nationale. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2015/12/08/le-secteur-public-promet-une-greve-nationale-mercredi>
- Shields, A. (2022, 24 septembre). Plaidoyer pour une stratégie climatique «ambitieuse». *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/758355/plaidoyer-pour-une-strategie-climatique-ambitieuse>
- Simard, V. (2022, 10 avril). Militants à bout de souffle. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/societe/2022-04-10/militants-a-bout-de-souffle.php>
- Smith, T. (2020, 27 octobre). «Dude, I'm Done»: When Politics Tears Families And Friendships Apart. *National Public Radio* (Vermont). <https://www.npr.org/2020/10/27/928209548/dude-i-m-done-when-politics-tears-families-and-friendships-apart>
- Sommier, I. (2010). Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux. Dans É. Agrikoliansky, I. Sommier et O. Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (p. 185-202). La Découverte.
- Statistique Canada. (2017). *Immigration et diversité ethnoculturelle – Faits saillants en tableaux, Recensement de 2016*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hltfst/imm/index-fra.cfm>

- Statistique Canada. (2018). *Les Canadiens et les activités politiques*.
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2018030-fra.htm>
- Statistique Canada. (2022). *Emploi selon la catégorie de travailleur, données annuelles*.
<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410002701>
- Stolle, D., Harell, A., Pedersen, E. F. et Dufour, P. (2013). *Maple Spring Up Close: The Role of Self-Interest and Socio-Economic Resources for Youth Protest*. <https://cpsa-acsp.ca/papers-2013/Stolle.pdf>
- Surprenant, M.-È. et Bigaouette, M. (dir.). (2013). *Les femmes changent la lutte : au cœur du printemps québécois*. Éditions du Remue-ménage.
- Tanguay, S. (2022, 21 février). Les séquelles du Printemps érable. *Le Devoir*.
<https://www.ledevoir.com/societe/677337/serie-10-ans-du-printemps-erable-sequelles-du-printemps>
- Teisceira-Lessard, P. (2013, 14 février). L'ASSÉ boycottera le Sommet sur l'éducation supérieure. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201302/14/01-4621564-lasse-boycottera-le-sommet-sur-leducation-superieure.php>
- Teisceira-Lessard, P. (2017, 20 janvier). Françoise David démissionne pour éviter l'épuisement. *La Presse*. https://plus.lapresse.ca/screens/ac5c3fca-5e6c-49b9-80d4-f1b8d19b3c3c%7C_0.html
- Teisceira-Lessard, P. (2023, 28 février). Arrestation de masse de manifestants - Montréal paie 6 millions et s'excuse. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-02-28/arrestation-de-masse-de-manifestants/montreal-paie-6-millions-et-s-excuse.php>
- The Conference Board of Canada. (2022). *L'écart salarial selon l'origine ethnique*.
<https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/society-fr/racial-gap-fr.aspx>
- Thébaud, F. (2014). Le privé est politique. Féminismes des années 1970. Dans M. Pigenet et D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France: De 1814 à nos jours* (p. 509-520). La Découverte.
- Theurillat-Cloutier, A. (2017). *Printemps de force : une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*. Lux Éditeur.
- Warren, J.-P. (2013). Les sous-cultures politiques du savoir : la grève étudiante de 2012 dans le prisme des disciplines universitaires. *Recherches sociographiques*, 54(3), 451-476.
<https://doi.org/10.7202/1021000ar>
- Weiss, M. L. et Aspinall, E. (2012). Conclusion: Trends and Patterns in Student Activism in Asia. Dans M. L. Weiss et E. Aspinall (dir.), *Student Activism in Asia - Between Protest and Powerlessness* (p. 281-296). University of Minnesota Press.

Weiss, M. L., Aspinall, E. et Thompson, M. R. (2012). Introduction: Understanding Student Activism in Asia. Dans M. L. Weiss et E. Aspinall (dir.), *Student Activism in Asia - Between Protest and Powerlessness* (p. 1-32). University of Minnesota Press.

Yakabuski, K. (2022, 27 septembre). Le parti des vieux. *Le Devoir*.
<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/759125/chronique-le-parti-des-vieux>